

Document du
Fonds International de Développement Agricole
Réservé à Usage Officiel

RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR
PROJET D'AMELIORATION ET DE DEVELOPPEMENT
AGRICOLE DANS LE NORD-EST
(PADANE)

(Prêt FIDA No 410-MG)

RAPPORT D'ACHEVEMENT DE PROJET
(RAP)
Rapport principal et annexes



Division Afrique de l'Est et Australe
Département de la gestion des programmes

Le présent document fait l'objet d'une distribution restreinte et ne peut être utilisé par les destinataires que dans l'exercice de leurs fonctions officielles. Son contenu ne peut être par ailleurs révélé sans l'autorisation du Fonds International de Développement Agricole (FIDA).

RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR

**PROJET D'AMELIORATION ET DE DEVELOPPEMENT
AGRICOLE DANS LE NORD-EST
(PADANE)**

RAPPORT D'ACHEVEMENT DE PROJET

TABLE DES MATIERES

ÉQUIVALENCE MONETAIRE	I
SIGLES ET ACRONYMES	III
RÉSUMÉ ADMINISTRATIF	V
CARTES DE LA ZONE DU PROJET	X
GENERALITES	I
BILAN SUCCINCT DU PROJET	II
BILAN SUCCINCT DU PROJET	IV
I INTRODUCTION	1
II BRÈVE DESCRIPTION DU PROJET	4
III EVALUATION DE L'EXÉCUTION DU PROJET: RÉSULTATS PAR COMPOSANTE ET SOUS COMPOSANTE	6
IV ORGANISATION ET GESTION	17
V COÛT ET FINANCEMENT	24
VI BILAN GÉNÉRAL: RÉALISATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DU PROJET	25
VII EVALUATION DE LA DURABILITÉ DU PROJET	27
VIII PERFORMANCE DES STRUCTURES	29
IX ENSEIGNEMENTS TIRÉS	34

ANNEXES

Annexe 1: Cadre logique général du Projet	40
Annexe 2: Tableau Evolution des taux d'équivalence monétaire	47
Annexe 3: Tableaux des indicateurs de résultats du Projet	48
Annexe 4: Tableau des indicateurs du RIMS – FIDA	67
Annexe 5.1: Tableaux des impacts tels que perçus par les bénéficiaires	76
Annexe 6: Cadre de dépenses a moyen terme du MAEP 2005 – 2007 & contribution du PADANE a l'atteinte des résultats sectoriels	81
Annexe 7: Relevé des missions de supervision du FIDA / UNOPS	82
Annexe 8: Amendements a l'Accord de prêt FIDA no 410-MG	86
Annexe 9: La situation du prêt FIDA par catégorie de dépenses, en date du 26 avril 2006 (DTS)	87
Annexe 10.1: Décaissement annuels du Projet, par composante (USD)	88
Annexe 11: Plan de financement du Projet prévu (selon des dernières réallocations) et réalisé (DTS)	90
Annexe 12: Extraits du rapport d'évaluation d'impact, Impacts sur les femmes	91
Annexe 13: Appuis centraux pour la DRDR après la clôture du projet	93
Annexe 14: Relevé des appuis par les directions centrales	97

ÉQUIVALENCE MONETAIRE

1993 (RPE)	1 USD = 4150 Fmg	
Décembre 1998	1 USD = 4567 Fmg	1 DTS = 1.34 USD
Décembre 1999	1 USD = 6779 Fmg	1 DTS = 1.36 USD
Décembre 2000	1 USD = 8958 Fmg	1 DTS = 1.32 USD
Décembre 2001	1 USD = 8305 Fmg	1 DTS = 1.26 USD
Décembre 2002	1 USD = 8456 Fmg	1 DTS = 1.29 USD
Décembre 2003	1 USD = 8764 Fmg	1 DTS = 1.42 USD
Décembre 2004	1 USD = 11845 Fmg = 1581 Ariary	1 DTS = 1.50 USD
Décembre 2005	1 USD = 14003 Fmg = 1939 Ar	1 DTS = 1.44 USD
Avril 2006	1 USD = 15226 Fmg = 2100 Ar	1 DTS = 1.45 USD

SIGLES ET ACRONYMES

AEF	Associations économiques féminines
AGR	Appuis aux groupements
AGT	Association de gestion de terroir
AHA	Aménagement hydro agricole
AIA	Associations d'intensification agricole
AIL	Appuis aux initiatives locales
APA	Appuis à la production agricole
AR	Ariary
AUE	Association des usagers de l'eau
AUP	Association des usagers des pistes
CDD	Coordination diocésaine pour le développement
CDMT	Cadre de dépenses à moyen terme
CIRAGRI	Circonscription régionale de l'agriculture
CIRGR	Circonscription régionale du génie rural
DAIR	Direction d'appui aux investissements ruraux
DAPA	Direction d'appui à la production agricole
DAPP	Direction d'appui à la professionnalisation des producteurs agricoles
DAT	Développement d'actions sur tanety
DID	Développement international Desjardins
DIR	Développement des infrastructures routières
DRDR	Direction régionale du développement rural
DRF	Demande de remboursement de fonds
DSI	Direction des systèmes d'information
DTS	Droit de tirage spécial
EA	Exploitants agricoles
FID	
FIDA	Fonds international pour le développement agricole
Fmg	Francs malgaches
FOFIFA	
FR	Finances rurales
GCV	Grenier commun villageois
GdM	Gouvernement de Madagascar
GIA	Groupement d'intensification agricole
GPPV	Groupement de producteurs et planteurs de vanille
GTDR	Groupe de travail sur le développement rural
MAEP	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche

MEVA	Mise en valeur agricole
ODOC	Opérations domaniales concertées
ONG	Organisation non gouvernementale
OTIV	Caisses d'épargne et crédit
PME	Petites et moyennes entreprises
PNVA	Programme national de vulgarisation agricole
PSDR	
PTBA	Plan technique et budget annuel
RAP	Rapport d'achèvement de projet
RMP	Revue à mi-parcours
RPE	Rapport de pré-évaluation
SRA	Système rizicole amélioré
SRI	Système rizicole intensif
SUBTP	Subdivision des travaux publics
UNOPS	United Nations Operational Project Support
USD	Dollars des Etats Unis

RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR LE NORD-EST SCAR

**PROJET D'AMELIORATION ET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE D
(PADANE)**

RAPPORT D'ACHEVEMENT DE PROJET

RÉSUMÉ ADMINISTRATIF

Description du Projet

1. Résultat d'une coopération entre le Gouvernement de Madagascar (GdM) et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA), le Projet d'Amélioration et de Développement Agricole dans le Nord Est (PADANE) est un projet de développement rural intégré, fondé sur le principe d'un développement participatif et progressif privilégiant les acquis et les besoins régionaux. Sa stratégie d'intervention est caractérisée par:

- l'implication des autorités communales dans la stratégie de développement régional et l'adhésion des communes aux critères de sélection des actions,
- la responsabilisation des bénéficiaires à tous les stades de réalisations du Projet,
- la contractualisation des prestations des services avec des ONG et opérateurs privés, et
- la synergie avec les acteurs de développement en activité dans la région.

2. La tutelle est assurée par le Ministère chargé de l'Agriculture. Le coût total du Projet (tous financements confondus) était prévu à 10,76 millions de DTS ou 16,5 millions USD. Il a été décaissé à 8,95 millions de DTS ou 13,1 millions USD, soit 83%. Le prêt FIDA a été décaissé à 90%.

3. Le PADANE a pour objectif global d'améliorer les niveaux et conditions de vie des petits producteurs en milieu rural, en particulier des populations les plus pauvres. Les objectifs spécifiques du Projet sont:

- le renforcement des capacités organisationnelles et de gestion des associations paysannes et des communes,
- l'amélioration de la couverture des besoins alimentaires de la population en mettant l'accent sur l'accroissement durable de la production rizicole irriguée et une meilleure gestion des stocks de paddy,
- l'augmentation de la valeur ajoutée des produits d'exportation à haute valeur marchande tout en favorisant une meilleure participation des petits producteurs aux décisions prises au niveau de la filière productivité,
- la stabilisation des cultures et des sols et le ralentissement de la dégradation de l'environnement autour de périmètres choisis (développement d'action sur tanety DAT),
- une meilleure circulation des personnes et marchandises et une meilleure gestion des pistes aménagées,
- l'accès des petits producteurs aux services financiers de proximité, et
- une gestion efficace du projet.

4. Le projet est entré en vigueur le 25 novembre 1997 et les activités ont effectivement commencé en juin 1998. D'une durée initiale de six ans, il a été prolongé deux fois, à la mi-parcours (en novembre 2001) en raison de retards et problèmes de gestion au démarrage et en septembre 2004 pour assurer un transfert des acquis vers les structures pérennes. Le projet clôture en juin 2006, après 9 ans de présence dans la région.

Couverture des bénéficiaires

5. Le projet a couvert 43 communes et 429 Fokontany dans 3 districts (Antalaha, Sambava et Vohémar) sur les 4 que compte la région de la Sava, pour une population totale de 526 872¹. Le principal groupe cible a été les petits paysans dont l'exploitation principale est soit la riziculture ou la vanille, sachant que le système d'exploitation de la zone porte souvent sur les deux cultures. La couverture des bénéficiaires par le projet a été de près de 10,000 membres (et autant de ménages) dans les divers types d'associations, de plus de 17,000 membres des caisses d'épargne et crédit, de 4500 exploitants agricoles sur le système de production du riz, de 2500 exploitants agricoles sur le système de production de la vanille.

Résultats atteints

6. Le projet a réalisé:

- la constitution et l'appui à 529 associations/ groupements de paysans de divers types: usagers de l'eau, intensification agricole, production et préparation de la vanille, gestion des stocks de paddy pour la sécurité alimentaire, activités économiques des femmes, usagers des pistes rurales, gestion des terroirs, épargne et crédit rural.
- la réhabilitation de 228 micro périmètres, et des travaux sur 5 périmètres moyens, 2 grands périmètres et 3 périmètres de drainage couvrant au total 4600 ha de superficies irrigables. Cette réhabilitation a été accompagnée de l'intensification des techniques culturales rizicoles avec 27 % des exploitants bénéficiaires en saison et 49% en contre saison appliquant désormais le système rizicole amélioré (SRA) sur 75% de leurs superficies.
- la création d'une institution financière de proximité offrant des services d'épargne et accès au crédit à travers 18 caisses. La culture de l'épargne est en émergence avec un volume d'épargne volontaire de 1,7 milliards d'Ariary en février 2006. L'accès au crédit se fait désormais pour les ménages à faible revenu dont les femmes (20% du nombre de crédit en cours) et les producteurs agricoles, principalement de vanille, et une moyenne de 500 crédits en cours mensuellement en 2005-06,
- le développement d'outils de gestion de l'information pour le suivi et la gestion d'un projet de développement intégré dans le secteur rural. (outils informatisés, géographiques, et de management)

7. Trois sous composantes du projet ont connu un faible volume de réalisations concrètes et donc un faible niveau d'effets sur le terrain: la gestion participative à travers les communes et l'appui aux initiatives locales, le développement d'action sur tanety et la réhabilitation des pistes. Les raisons sont essentiellement de nature institutionnelle: une dispersion des efforts face aux objectifs du projet pour les initiatives locales, une coordination difficile avec des services spécialisées pour la réhabilitation des pistes rurales en raison d'une stratégie participative de réhabilitation différente de celle promue par le service concerné, et le caractère novateur et ambitieux des actions sur tanety. Cependant, il est à noter que ces trois sous composantes constituent une expérience réelle, disponible pour les structures appelées à prendre la relève dans la poursuite de ces approches nouvelles de développement local.

¹ Source: données 2004 PADANE.

Facteurs internes et externes ayant affecté la mise en oeuvre du projet

8. L'histoire de ce projet, comme plusieurs projets de développement, a été marquée par des périodes difficiles, liées à des facteurs externes et internes qui font l'objet d'une attention particulière dans ce rapport d'achèvement. Sont notés ici les plus importants facteurs qui ont affecté le projet.

9. En tant que facteurs externes: deux cyclones en 2001 et 2004 ont détruit les efforts des exploitants agricoles sur tateny et endommagé les aménagements réhabilités. La crise socio-politique nationale en 2002 a pratiquement arrêté les activités du projet pendant plusieurs mois. La forte hausse du prix de la vanille entre 1999 et 2003 a créé un sentiment d'insécurité dans la région par l'attrait que représentaient les stocks de vanille pour les voleurs; ce prix élevé a aussi fortement encouragé la culture de la vanille, au détriment de la nécessité d'assurer une gestion collective des stocks de paddy. Enfin la chute vertigineuse du prix de la vanille en 2004-2005 pour un retour au niveau de prix 1999 a entraîné des problèmes de remboursement du crédit par les membres des GPPV, mettant en situation difficile l'OTIV.

10. En tant que facteurs internes, un problème de conception du projet au départ a fortement ralenti le démarrage du projet pendant plus de 3 ans. L'organigramme confiant la responsabilité des composantes n'avait aucun lien avec la cellule de coordination du projet; la personnalité des premiers acteurs a fait le reste pour créer une ambiance de travail malsaine qui a duré trois ans. Avec la nomination d'un nouveau directeur, une mission de supervision / relance en 2000, la refonte de l'organigramme intégrant désormais dans la cellule de coordination du projet les responsables des différentes composantes et avec un atelier de clarification du cadre logique en 2002, le projet a enfin trouvé sa vitesse de croisière.

11. Certains problèmes de type gestion du projet, comme la gestion de la trésorerie, la coordination entre les sous composantes, le suivi des résultats, ont été rencontrés, mais sur cette question, le PADANE ne se démarque pas des autres projets de développement.

Degré d'atteinte de l'objectif de développement

12. En fin de parcours, le degré d'atteinte de l'objectif de développement du projet, tel que mesuré sur les base des impacts perçus par les bénéficiaires est important avec 45% des chefs d'exploitation bénéficiaires enquêtés déclarant avoir ressenti un impact global élevé, perceptibles sur leurs conditions de vie, avec particulièrement un impact élevé sur l'organisation paysanne, et un impact moyen (dans l'ordre de fréquence des réponses) sur le système de production du riz, sur la sécurité alimentaire, sur le revenu du ménage et sur l'accès au crédit rural.

13. Ces éléments constituent de solides fondations pour la poursuite du développement socio-économique de la région, sur lesquelles les structures de relève devraient s'appuyer pour assurer la consolidation des acquis.

Perspective de durabilité

14. Les perspectives de durabilité sont plutôt probables en ce qui a trait à la vie associative, avec l'appui des communes et l'existence du réseau OTIV pour les systèmes de production riz et préparation de vanille. Cependant, la durabilité des acquis ne se fera que si les structures de relève sauront résister aux risques et trouver des solutions aux problèmes réels. Les services techniques tant privés que publics vont devoir faire preuve de créativité pour maintenir avec 10 fois moins de ressources, un niveau de service, surtout de contact, avec les 500 associations représentant les exploitants agricoles. Ils auront besoin pour cela d'appuis du niveau central qui ont été jusqu'à présent financés par le projet. Les projets demeurent peu nombreux dans la région, il faudra compter sur les capacités d'investissements offertes par le réseau OTIV et savoir solliciter les grands programmes nationaux. Les capacités de coordination au niveau de la région sont au même point que celles du

PADANE, avec un inconvénient additionnel de ne pas avoir la structure d'un projet pour forcer la coordination.

Performance des structures

15. Par ses missions de supervision, le tandem UNOPS / FIDA s'est réellement chargé du pilotage du Projet. Leurs appuis techniques et de management ont été très appréciés, de même que la continuité apportée avec souvent les mêmes consultants. Bien que parfois certains domaines tels que le développement des organisations de base aient soufferts de l'absence d'un spécialiste de haut niveau pour accroître la fonctionnalité réelle de ces organisations.

16. En se chargeant de la création et de la fonctionnalisation de l'OTIV dans la zone du projet, l'ONG DID a parfaitement rempli son rôle en atteignant à temps tous les objectifs physiques et financiers de la composante.

17. L'Accord de prêt a été respecté et le fonds de contrepartie assuré, bien qu'à un niveau moindre que prévu. La contribution du Gouvernement a fait régulièrement l'objet d'inscription au PIP et a été mise en vigueur par la Loi des Finances. Des appuis ont été apportés par le Ministère de Tutelle, notamment à travers les directions des systèmes d'information (DSI), d'appuis aux investissements ruraux (DAIR), d'appui à la production agricole (DAPA) et d'appui à la professionnalisation des producteurs (DAPP) pour des aspects techniques, de contrôle des travaux et de coordination, gestion et prolongation du projet. Ces appuis ont toujours été très appréciés par le projet.

18. Le comité de pilotage n'a pas réellement rempli son rôle de pilotage du projet, ni n'a maintenu la représentation participative prévue. Il a tenu ses réunions annuelles prévues mais d'une manière globale, le projet n'a pas tiré d'avantages tangibles du comité de pilotage.

19. La performance des prestataires de service recrutés par le projet pour exécuter des sous composante ou partie de travaux (bureaux d'études, ONG, individus, entreprises de travaux, tâcherons) est généralement de qualité pour autant qu'une supervision a pu être réalisée.

Leçons apprises

20. Les leçons apprises retenues ici portent surtout sur la mise en oeuvre d'un projet. Dans le rapport des éléments détaillés ont été retenus pour les finances rurales, les appuis au système de production agricole riz et pour les appuis aux groupements.

21. Une lecture claire et largement partagée de la logique d'intervention d'un projet (la chaîne de résultats aussi appelée la hiérarchie des objectifs) est un préalable à toute opération et est un élément mobilisateur de tous les centres de responsabilité. Si cette logique d'intervention avec des objectifs, résultats et indicateurs est utilisée pour programmer et rendre compte, elle est régulièrement mise à jour et consolidée dans ses détails.

22. Dans toute forme d'organisation, mais particulièrement dans un projet intégré, il y a un risque de dispersion des efforts et des ressources. Lorsque des résultats mitigés sont obtenus sur le terrain, par exemple (les appuis aux initiatives locales, les actions sur tanety, ou les périmètres réhabilités mais non cultivés), cette dispersion peut à la limite devenir synonyme de gaspillage de ressources quand il ne reste plus rien après un projet.

23. Les approches partenariales se sont révélées être un point fort du Projet. C'est une stratégie qui devrait être consolidée par les structures de relève des services publics, car elles comportent les avantages suivants: souplesse dans le mode d'organisation interne (procédure administrative et opérationnelle), organe spécialisé dans le domaine, organe socialement bien implanté dans la zone et intégré dans l'environnement physique et socio-économique, promotion de la compétence locale. Toutefois, cette approche nécessite parfois le renforcement des capacités par des formations données

par celui qui recrute et une approche systématique de la supervision et du contrôle de qualité doit être instaurée, ce qui est actuellement une faiblesse structurelle.

24. Les faiblesses relevées sur les fonctions de supervision, S&E appellent une leçon à tirer: en l'absence d'exigences claires, de données précises et de formats de tableaux qui parlent, la supervision et le S&E ne peuvent jouer leur rôle en tant que fonction interne de contrôle de qualité et de formation, et de pilotage. Des outils, des directives claires en matière de S&E sont nécessaires pour permettre à toutes les structures du projet de programmer, rendre compte de leurs activités et de contribuer au bon fonctionnement du système d'information et de pilotage du Projet. C'est en utilisant les informations d'une manière régulière pour décider et piloter ses activités que la qualité des informations s'améliore. Il existe encore trop peu de directives pour les supervisions, ni pour le S&E.

25. Enfin, l'année de transfert a été une période de préparation très positive: conduite d'activités conjointes avec les structures de relève, diminution progressive des ressources humaines, temps nécessaires pour mettre à jour le patrimoine, initiation d'activités nouvelles (atelier inter associations) porteuses et à moindre frais pouvant plus aisément être mises en place par les structures de relève, finalisation des bases de données et archivage électronique des documents générés par le projet. Au total, il faut bien compter une année, dans les conditions du milieu, pour prendre le temps nécessaire et associer les différentes parties prenantes. Ainsi dans le calendrier de mise en oeuvre d'un projet, le délai nécessaire pour mobiliser les ressources au démarrage serait donc similaire à celui pour les démobiliser et assurer un transfert des acquis, soit environ une année. Ceci devrait faire partie systématiquement des procédures du cycle de gestion d'un projet.

CARTES DE LA ZONE DU PROJET

GENERALITES

26. Le présent Rapport d'achèvement est établi pour servir de "guide pour l'entretien des activités du Projet" après sa clôture en juin 2006. En effet, après une présence de plus de huit années dans la région de la Sava, la clôture d'un projet est une étape importante pour assurer le transfert des acquis vers les structures de relève. Il s'agit de résumer l'histoire du Projet, faire le point de la situation, mettre en lumière les résultats atteints, apprécier les perspectives de durabilité et tirer les leçons de l'expérience.

27. Le Projet d'amélioration et de développement du Nord Est, PADANE, est intervenu dans une région particulière de Madagascar, la Sava, qui concentre l'essentiel de la production de la vanille, cette culture de rente à forte valeur ajoutée, pour laquelle Madagascar fait partie des plus grands producteurs au monde avec l'Indonésie, la Chine ou le Mexique. Cette culture introduite à Madagascar vers 1880 à Nosy Be, puis en 1890 sur la côte est, occupe actuellement des superficies estimées à 30 000 ha, dont 24,500 ha dans la région de la Sava. Elle fait vivre 80,000 planteurs, dont 70,000 dans la région de la Sava, ainsi que 6000 préparateurs et une trentaine d'exportateurs professionnels. C'est dire l'importance économique de longue date de la région et de cette filière potentiellement très porteuse.



28. Mais la région de la Sava n'est pas que la vanille. La population de la région est estimée à environ 500,000 habitants, soit près de 60,000 ménages ruraux. Parmi ces ménages ruraux, certains sont pauvres, d'autres sont riches. Le concept de pauvreté n'était pas aussi en vogue au moment de l'identification du Projet dans les années 1993 - 95, mais il a pris une importance grandissante au niveau international et national au cours de la vie du Projet et au moment du bilan, il constitue un point de repère important du nouveau contexte dans lequel le projet est apprécié et transmis aux structures de relève que sont le réseau des caisses d'épargne et crédit (OTIV), la direction régionale du développement rural (DRDR), les associations, les communes, la région.



29. La liste des éléments suivants a été retenue pour définir et apprécier le niveau de pauvreté des ménages de la région de la Sava au moment de l'évaluation d'impact:

- Les moyens de production, avec la propriété foncière en matière de riziculture (en tant que culture de base assurant la sécurité alimentaire du ménage), la propriété foncière en matière de vanille, les équipements agricoles pour la riziculture et la préparation de la vanille, ainsi que le bétail (en tant qu'épargne).
- Les biens matériels: l'habitation, les équipements domestiques et de confort, notamment la possession d'un poste de radio, et les matériels de déplacement, notamment le vélo.
- Et la capacité moyenne annuelle à épargner.

30. L'enquête auprès des ménages a permis d'établir une classification des ménages en trois catégories en comparant son indicateur de pauvreté à des seuils prédéfinis. **Il ressort que 55% des ménages appartiennent à la catégorie pauvre, 30 % à la catégorie moyenne, et 15 % à la catégorie riche.** Ainsi la pauvreté est un phénomène important dans la région de la Sava, c'est à cette population des petits producteurs ruraux pauvres que le projet PADANE s'est adressé en priorité. Au moment de la clôture du Projet, c'est par rapport à cette pauvreté que la responsabilité de maintenir les acquis trouve son importance.

BILAN SUCCINCT DU PROJET

31. Ce bilan est établi par le consultant responsable de la préparation du Rapport d'achèvement. Il est établi sur la base d'une échelle de notation à quatre niveaux²:

Très satisfaisant (TS) - Satisfaisant (S) - Insatisfaisant (I) - Très insatisfaisant (TI)

32. Cette échelle est utilisée selon les définitions suivantes:

- Très satisfaisant (TS): Le projet a réalisé des progrès acceptables vers tous les objectifs majeurs et constitue un "best practice" en terme d'impact développemental sur un ou plus d'un. Pas de faiblesses majeures ont été décelées.
- Satisfaisant (S): Le projet a réalisé des progrès acceptables vers tous ou la plupart des objectifs majeurs attendus, mais n'est pas un cas de "best practice". Pas de faiblesses majeures identifiées.
- Insatisfaisant (I): Le projet n'a pas réalisé des progrès vers la plupart des objectifs visés, mais a cherché à trouver des solutions aux contraintes rencontrées.
- Très insatisfaisant (TI): Le projet n'a pas réalisé de progrès satisfaisant vers aucun des objectifs visés et n'a pas été en mesure de s'ajuster aux contraintes au développement rencontrées ou a produits des faiblesses majeures.

Pertinence de la conception initiale et révisée: (S) Satisfaisant.

Le projet a fait face au démarrage à des difficultés majeures liées à certains aspects de la conception. Après un long délai, une solution a pu être trouvée. La conception initiale a quelque peu changé, mais l'esprit initial du projet est demeuré et le projet a réussi à le mettre en oeuvre.

Réalisation des objectifs de développement & couverture des bénéficiaires: (S) Satisfaisant.

45% des chefs d'exploitation bénéficiaires enquêtés déclarent avoir ressenti un impact global élevé sur leurs conditions de vie. Les petits producteurs ruraux pauvres ont constitué la clientèle cible du projet dans toutes ses activités et les résultats de l'enquête participative font état d'améliorations tangibles sur les ménages pauvres particulièrement. Le projet a réalisé des progrès dans la lutte contre la pauvreté. Même si ces progrès ne sont pas apparents à grande échelle, le fait de perdre ces acquis seraient marginalement très grand.

Résultats atteints par composante et sous composante:

Sous composante Appuis aux groupements: (S) Satisfaisant

Le nombre de groupements créés est légèrement supérieur au nombre prévu et correspond aux types de groupements prévus. Cependant la fonctionnalité des groupements est moyenne. Décaissements 1,3 millions USD, soit 10 % des fonds du projet.

Sous composante Gestion participative: (I) Insatisfaisant.

Les initiatives locales donnent l'impression d'avoir eu peu d'effets sur le terrain et la participation des communes à la gestion des activités de développement appuyées par le PADANE est relativement irrégulière. Les relations avec les communes sont bonnes, mais un travail de sensibilisation doit être repris à chaque élection de nouveaux maires (cas en 2004, avant la clôture du projet). Le rôle des communes est pourtant important dans les structures de relève pour suivre les associations. Décaissements 0,6 millions USD et 4% des fonds du projet.

Sous composante Aménagement hydro agricole: (S) Satisfaisant

Atteinte des prévisions en termes quantitatifs. Toutefois, il faut savoir que de nombreux travaux confortatifs ont été nécessaires avant le transfert de gérance. Décaissements 3,6 millions USD, soit 28% des fonds du projet.

² Adapté d'un outil en usage dans les directives de la Banque Mondiale pour l'achèvement des projets.

Sous composante Mise en valeur: (TS) Très satisfaisant

Atteinte des prévisions en termes quantitatifs et qualitatifs. Qualité et complémentarité des appuis apportés. Décaissements 1,3 millions USD, soit 10% des fonds du projet.

Sous composante Développement d'action sur tanety: (I) Insatisfaisant.

Le caractère ambitieux du programme, de même que la nature sensible de la sécurisation foncière n'était pas en rapport avec les ressources prévues au projet. Le projet a réussi une certaine sensibilisation sur la question auprès de 350 exploitants bénéficiaires qui appliquent le cahier de charge. Décaissements de 0,2 millions USD, soit 1% des fonds du projet.

Composante Pistes rurales: (S) Satisfaisant.

Les Associations d'usagers de pistes sont opérationnelles, avec la collecte des droits de péage, l'établissement de budget de fonctionnement et d'entretien courant. La pratique de l'entretien courant semble toujours nécessiter un bon suivi de la part des services techniques d'appui ou des communes. Décaissements de 1,4 millions USD, soit 11% des fonds du projet.

Composante Finances rurales: (TS) Très satisfaisant.

Les résultats ont été atteints dans les délais et avec les ressources financières prévues. Décaissements 1,2 millions USD, soit 9% des fonds du projet.

Organisation et gestion: (S) Satisfaisante.

Gestion d'ensemble du projet est satisfaisante en ce qui a trait à la programmation et budgétisation, à la gestion financière, à la gestion des marchés, à la gestion des ressources humaines, à la gestion du matériel et des équipements. Elle est insatisfaisante en ce qui a trait à la supervision, au S&E et à la coordination, trois fonctions pour lesquelles il n'existe pas de directives claires. Les améliorations possibles sont identifiées dans le rapport pour chacune de ces fonctions.

Coûts et financement: (S) Satisfaisant

Les coûts totaux du projet estimés à 16,9 millions USD, tous financements confondus ont été décaissés à 83% en raison des fluctuations importantes des taux de change. Par source de financement, ce taux est de 90% pour le prêt du FIDA (en DTS), 97% pour le don de l'ONG DID, 41% pour la contribution du Gouvernement et 64% pour la contribution des bénéficiaires. Les fonds du projet ont été décaissés pour les fins auxquelles ils étaient prévus, tels que confirmés par les tableaux annuels de décaissements par composante ou par catégorie de dépenses. Un dépassement a eu lieu pour les dépenses de gestion et coordination du projet principalement imputable à la prolongation. Le taux de rentabilité économique a été recalculé à 9 % comparé à 19 % au RPE, mais à 11% selon l'analyse de sensibilité si des retards de 2 ans se produisaient sur les bénéfices escomptés.

Perspective de durabilité: (S) Satisfaisant

Avec l'année de transfert, le projet a pris des dispositions pour accroître les perspectives de durabilité auprès des associations, des communes et des services techniques régionaux. Au niveau des autorités régionales et nationales, une dernière étape de transfert doit être réalisée officiellement.

Performance du FIDA / UNOPS: (S) Satisfaisant

Performance du Gouvernement et ses partenaires d'exécution (S) Satisfaisant.

BILAN SUCCINCT DU PROJET

RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR

**PROJET D'AMELIORATION ET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE DANS LE NORD-EST
(PADANE)**

RAPPORT D'ACHEVEMENT DE PROJET

I INTRODUCTION

1. Le PADANE a été identifié en mars 1993, mais c'est dans le rapport de préparation (FAO - CP 1995) qui identifie notamment les handicaps et atouts de la zone du Projet, que s'explique le pourquoi et le comment du PADANE.

Forces de la zone du Projet	Faiblesses de la zone du Projet
<ul style="list-style-type: none">• Une écologie naturelle favorable à de très nombreuses productions tropicales• Une agriculture qui s'est développée autour de cultures d'exportation (vanille, café, girofle), et donc très imbriquée dans les circuits commerciaux• Un tissu économique riche, au travers de la transformation des produits agricoles, du conditionnement, de l'exportation, et d'entreprises de travaux publics• Une production rizicole couvrant la moitié des besoins minimaux, mais présentant des marges importantes d'amélioration, tant au niveau de l'irrigation que de la maîtrise du drainage;• De nombreuses productions vivrières (maïs, manioc, patates douces, taros, haricots, arbre à pain, etc.), dont les rendements laissent des larges marges d'amélioration potentielle;• La maîtrise d'une culture de rente à très haute valeur ajoutée, la vanille, aussi bien au niveau de la production que de la transformation, pouvant lui donner un label de renommée internationale inégalée;• Une possibilité certaine de diversification des cultures d'exportation (poivre, cannelle, raphia, fruits, etc.);• Un potentiel humain sous-employé, notamment au niveau des jeunes, à des coûts extrêmement compétitifs.	<ul style="list-style-type: none">• Faiblesse de l'administration• Des chefs d'exploitation âgés, ayant peu d'espoir d'amélioration de leur situation économique• Un niveau de revenu permettant difficilement de couvrir les besoins vitaux de la famille• Un endettement permanent auprès des commerçants locaux, par la mise en gage d'une partie des plantations de vanille• Un abandon progressif des cultures de rente reléguées au rang de culture de cueillette, entraînant une dégradation continue de la qualité des produits et une décote sur les prix à l'exportation• L'appauvrissement des zones de tavy par brûlis répétés, induisant une rapide détérioration de l'environnement et le tarissement des sources• L'absence d'entretien des infrastructures (pistes, bâtiments scolaires)• Un monde paysan handicapé par la faiblesse, voire l'absence, de son organisation, isolé dans un secteur commercial puissant et une administration faible.

2. C'est sur la base de ces forces et faiblesses que les priorités ont été données au Projet:

- Redonner confiance aux paysans, mais aussi les aider à se structurer et à se doter d'outils de dialogue et de décision pour qu'ils retrouvent leur rôle dans la relance de l'économie régionale.

Madagascar - Projet d'amélioration et de développement agricole dans le Nord Est, PADANE
Rapport d'achèvement

- Restaurer des relations économiques cohérentes entre les différents rouages, production, transformation, commerce et exportation, basées sur une plus juste répartition des valeurs ajoutées.
- Porter un effort sur l'entretien du potentiel productif et des équipements.

3. La stratégie d'intervention adoptée est caractérisée par:

- l'implication des autorités communales dans la stratégie de développement régional et l'adhésion des communes aux critères de sélection des actions,
- la responsabilisation des bénéficiaires à tous les stades de réalisations du Projet,
- la contractualisation des prestations des services avec des ONG et opérateurs privés, et
- la synergie avec les acteurs de développement en activité dans la région.

4. Le coût total du projet était initialement établi dans le RPE à 16,9 millions USD, pour un financement conjoint par le Fonds international de développement agricole (FIDA) (11,7 millions USD ou 69%), l'ONG canadienne Développement international Desjardins (DID) (0,4 millions USD ou 3%), le Gouvernement de Madagascar (GDM) (3,4 millions USD ou 20%), dont 2,7 millions USD représentant les taxes et droits fiscaux divers) et les bénéficiaires (1,3 million USD ou 7%). Etant donné la forte inflation sur le Fmg, ainsi que les fortes fluctuations du taux de change survenues sur le USD au cours de la vie du projet, les équivalences en DTS et USD ont été établies pour le suivi financier du Projet. Ainsi le financement provient d'un prêt FIDA de 8,05 millions de DTS, d'une contrepartie par le Gouvernement de la République de Madagascar pour un montant de 2,404 millions de DTS, d'une contribution de l'ONG canadienne DID estimée à 0,305 millions de DTS et de la contribution des bénéficiaires estimée à 0,865 millions de DTS, pour un total de 10,76 millions de DTS.

Les dates clés du projet sont:

Dates clés du Projet	Originale	Révisée / actuelle
Identification	Mars 1993	
Formulation - préparation (FAO - CI)	1994-1995	
Rapport de Pré Evaluation (RPE) (FIDA) - Approbation	17 avril 1996	
Signature Accord de prêt	21 juin 1996	
Ratification par le parlement (Loi no 96/032)	31 décembre 1996	
Atelier de démarrage	Mai 1997	
Entrée en vigueur du prêt	25 novembre 1997	
Démarrage des activités	Juin 1997	18 Juin 1998
Revue à mi-parcours	A la fin de la troisième année	Novembre 2001
Achèvement	31 décembre 2002	31 décembre 2005
Clôture	30 juin 2003	30 juin 2006

5. Plusieurs évènements ont marqué des réorientations dans la conduite du Projet:

- La représentation de la Banque Mondiale a Madagascar retenue en 1996 comme institution coopérante pour l'administration du prêt et la supervision des activités sur le terrain a été remplacée en 1999 par l'UNOPS de Nairobi Kenya. C'est au cours de cette période que le nouveau volet (appui aux initiatives locales AIL) a été introduit pour financer les micros projets communaux urgents et vitaux.

- La seconde mission de supervision (octobre 1999), a recommandé la révision du PTBA 2000, un nouvel organigramme pour le Projet et certains changements de personnel pour améliorer l'atmosphère de travail entre les cadres et agents du PADANE et pallier à l'accumulation des retards. En avril et mai 2000, un nouveau directeur était nommé et une mission de relance du Projet avait lieu.
 - En janvier 2001, un consultant de l'UNOPS a animé un atelier sur le cadre logique qui n'était pas disponible dans le RPE, ce qui a permis de clarifier la hiérarchie des objectifs et résultats attendus du PADANE, ainsi que les rôles et responsabilités. La Revue à mi-parcours (novembre 2001) a recommandé la prolongation de la durée du projet jusqu'au 31/12/04, une réallocation du fonds FIDA disponible au 31/12/01 pour permettre la prolongation, certaines réorientations des composantes techniques, la réorganisation de la structure du projet et des propositions pour les objectifs et valeurs cibles du cadre logique. La Revue à mi-parcours a aussi recommandé d'informatiser le système de suivi/évaluation et de concentrer les efforts sur l'entité micro périmètre plutôt que le village pour éviter d'éparpiller les actions et y mettre en pratique l'approche de gestion et suivi/évaluation participative.
 - Lors de l'élaboration du PTBA 2002 et sur la base des recommandations du rapport de revue à mi parcour, l'équipe du Projet a reformulé plus clairement les objectifs globaux et spécifiques du PADANE, ainsi que les objectifs quantitatifs. Le cadre logique a été validé dans un atelier sur le suivi/évaluation et la programmation en octobre 2002 au niveau central à Tananarive, puis consolidé par le Ministère de l'Agriculture et de l'élevage. Depuis, il a servi d'outil à l'élaboration des PTBA annuels (2003, 2004, 2005).
 - En 2004, une nouvelle prolongation de douze mois a été décidée par le Gouvernement et le FIDA pour assurer la pérennisation des acquis et le transfert des responsabilités avec les moyens y afférents aux différentes structures régionales et centrales (Directions centrales au niveau du Ministère, Direction Régionale de Développement Rural SAVA (DRDR), Organisations paysannes, opérateurs économiques, etc.). La structure de gestion devait être allégée et le mandat recentré sur des activités d'accompagnement précises visant (i) l'autonomisation des associations encadrées par le projet; (ii) le renforcement des capacités des AUE en matière de gestion et d'entretien des périmètres aménagés d'une part dans l'esprit de leur transférer la gérance des ces aménagements, (iii) l'intensification rizicole pour accroître la production, la sécurité alimentaire et les revenus, (iv) la consolidation et la pérennisation des acquis en matière de finances rurales par l'autonomisation de gestion des caisses d'épargne et de crédit, et le rattachement du réseau de la SAVA à une structure nationale pérenne et (v) la mise en relation des producteurs avec les marchés en ce qui concerne l'approvisionnement des intrants et des équipements et la commercialisation des produits.
6. Il est important aussi de signaler quatre évènements marquants extérieurs au projet mais qui ont influencé le déroulement des activités et/ou parfois même paralysé les activités du projet durant plusieurs mois:
- Deux cyclones (Hudah en 2000 et Gafilo en 2004)
 - Crise socio-politique nationale et régionale en 2002
 - Forte hausse du prix de la vanille entre 2000 et 2003 et forte chute du prix (de 10 à 1) en 2004 et 2005, pour retrouver le niveau de 1999.
 - Le changement de chef lieu de la région de Antalaha à Sambava, avec le déménagement des services régionaux en 2004-2005.

II BRÈVE DESCRIPTION DU PROJET

7. L'objectif global du Projet n'est pas clairement exprimé dans le RPE, mais a été précisé dans le cadre logique élaboré entre 2001-2002: Améliorer les niveaux et conditions de vie des petits producteurs en milieu rural, en particulier des populations les plus pauvres.

8. Les objectifs spécifiques du PADANE sont définis dans l'Accord de prêt:

(i) l'entretien autogéré d'infrastructures communes et communautaires et (ii) le renforcement du pouvoir économique des producteurs vis à vis des intermédiaires commerciaux à travers:

- (a) Des appuis à la structuration et au fonctionnement des groupements ruraux (AUE, GCV, GPPV et AGT) de manière à ce qu'ils puissent se prendre totalement en charge.
- (b) Des appuis à la production agricole (renforcement des services de vulgarisation agricole, développement hydro-agricole, renforcement de la CIRGR et stabilisation des cultures sur brulis) afin d'assurer progressivement la sécurité alimentaire des ménages par une meilleure maîtrise des eaux et par l'amélioration des cultures de rente
- (c) Des infrastructures routières, grâce à la suppression des points noirs sur 8 tronçons linéaires, l'entretien périodique par des brigades routières, l'appui aux autorités communales chargées de la mise en place de système de financement et d'exécution des travaux pour l'entretien courant des pistes.
- (d) La création d'un réseau de caisses mutuelles d'épargne et de crédit (CMEC- OTIV) et la mise en place d'un fonds de sécurité (ligne de crédit)
- (e) La gestion du projet, notamment le renforcement institutionnel des services du MADR et la mise en place d'une unité de coordination.

9. Les révisions apportées par la Revue à mi-parcours (RMP) aux objectifs de l'accord de prêt portent sur l'objectif (A) avec les communes comme groupe cible additionnel dans l'objectif de renforcement des capacités des organisations locales et sur l'objectif (B) la spéculation vanille qui apparaît distinctement, en tant que filière agricole porteuse pour le développement économique de la zone. Avec la révision de l'organigramme qui a accompagné cette clarification du Projet, les appuis initialement prévus à la CIRGR ont été apportés à l'équipe de la sous composante "Aménagement hydro agricole" (AHA), composée de contractuels et de cadres de la CIRGR. Il est à noter que ces révisions ne changent pas l'esprit du RPE, car les communes se retrouvaient dans l'approche participative préconisée pour le Projet et la filière vanille se trouvait dans l'appui aux groupements.

10. Depuis 2002, les objectifs spécifiques du Projet sont de :

1. Renforcer les capacités organisationnelles et de gestion des associations paysannes et des communes
2. Augmenter la couverture des besoins alimentaires en mettant l'accent sur l'accroissement durable de la production rizicole irriguée et une meilleure gestion des stocks de paddy
3. Augmenter la valeur ajoutée des produits d'exportation à haute valeur marchande tout en favorisant une meilleure participation des petits producteurs aux décisions prises au niveau de la filière
4. Assurer la stabilisation des cultures et des sols (sur tanety) autour des périmètres choisis pour être réhabilités, pour ralentir la dégradation de l'environnement
5. Assurer une meilleure circulation des personnes et des marchandises, ainsi qu'une meilleure gestion des pistes aménagées par l'amélioration des infrastructures routières;

6. Assurer l'accès des petits producteurs aux services financiers de proximité par l'implantation d'un système de crédit rural adapté aux besoins des paysans.
11. La structure d'intervention des composantes et sous composantes reflétant ces différents objectifs spécifiques se lit comme suit:
1. Appuis aux groupements ruraux (AGR)
 - 1.1 Appuis aux groupements ruraux (AGR)
 - 1.2 Gestion participative et appuis aux initiatives locales des communes (AIL)
 2. Appuis à la production agricole (APA)
 - 2.1 Aménagement hydro-agricole (AHA)
 - 2.2 Mise en valeur agricole (MEVA)
 - 2.3 Développement d'actions sur tanety (DAT), appelées au Rapport de pré-évaluation du Projet, les opérations domaniales concertées (ODOC).
 3. Développement des infrastructures routières (DIR)
 4. Finances rurales (FR)
 5. Gestion du Projet
12. Cette structure du Projet a été utilisée pour préparer les programmes d'activités et budget (PTBA), ainsi que pour rendre compte dans les rapports trimestriels d'avancement physique et financier. Les données sur les résultats du Projet présentées en annexe du RAP reprennent ce même format.
13. Les valeurs cibles à atteindre par chacune de ces composantes étaient précisées dans le RPE. Elles ont été révisées au moment de la RMP pour mieux refléter la réalité du terrain:
1. Une augmentation du nombre de Groupements de producteurs et planteurs de vanille (GPPV) à créer (141 au lieu de 85) et du nombre de membres à rejoindre (6000 au lieu de 850)
 2. Une réduction du nombre d'Associations d'usagers de l'eau (AUE) à créer (de 259 à 163) et du nombre de membres à rejoindre (25000 à 6500).
 3. Une réduction du nombre d'Associations de gestion de terroir (AGT) à créer (de 36 à 15) et du nombre de membres (de 1100 à 450 membres)
 4. Une réduction du nombre de exploitants agricoles (EA) encadrés (initialement 15000) pour se limiter à ceux exploitant les périmètres réhabilités (4475) et pour la spéculation du riz seulement (au lieu des autres cultures café, poivrier, girofle pour les exploitants de la zone dans le cadre de l'approche PNVA appuyée en début de projet)
 5. Une augmentation des superficies des micro-périmètres à aménager (1660 à 2917 ha), pour une légère baisse du nombre de périmètres (166 à 153), en raison d'une révision des coûts unitaires et une participation plus grande des producteurs à la réalisation des canaux secondaires et tertiaires.
 6. Une réduction importante du nombre d'axes (8 à 3) et de kilomètres (138 à 40) de pistes rurales réhabilitées, suite au constat d'un décalage assez important entre les prévisions initiales et la réalité autant technique que financière et institutionnelle, durant les premières années du projet.

14. Ces éléments sont présentés dans le cadre logique, en annexe 1.

Appréciation de la pertinence des objectifs du PADANE:

15. Avec cette logique de résultats clarifiée, bien structurée et cohérente avec la structure d'intervention le PADANE a pu enfin trouver sa vitesse de croisière en 2002.

16. Ces objectifs sont pertinents par rapport à la problématique de départ qui prévalait dans la zone du Projet et les priorités tracées par les documents de préparation du Projet.

17. Ils sont aussi pertinents par rapport aux résultats visés par le FIDA dans ses interventions. En effet, le Projet PADANE s'inscrit dans 8 groupes d'activités sur les 13 identifiés par le FIDA. (Annexe 4).

18. Par rapport aux objectifs du Gouvernement, le PADANE bien qu'inscrit dans le Cadre de dépenses à moyen terme (CDMT 2005-2007) comme une activité essentiellement axée vers la production rizicole, contribue à l'atteinte de trois grands Programmes sectoriels: Organisation et administration, Promotion du partenariat public et privé, et Amélioration de la productivité rurale et de l'environnement agricole et contribue d'une manière concrète sur le terrain à atteindre plus de dix résultats spécifiques dans la région de la SAVA. Les éléments détaillés sont présentés en annexe 6. Cette contribution n'est pas négligeable et au moment de la clôture du Projet, il y a lieu de la mettre en lumière pour faciliter / assurer le transfert des acquis du Projet vers les structures de relève, notamment les structures décentralisées de l'Etat, la DRDR de la région de la Sava.

III EVALUATION DE L'EXÉCUTION DU PROJET: RÉSULTATS PAR COMPOSANTE ET SOUS COMPOSANTE

19. Le projet a atteint de nombreux résultats qui sont présentés et chiffrés en annexe 3: Tableau des indicateurs de résultats pour chaque composante. Il faut noter que les chiffres varient grandement d'une source à l'autre en raison de leur dispersion dans plusieurs documents. Si leur valeur précise n'est pas fiable, ils sont toutefois indicatifs d'un ordre de grandeur atteint.

Composante 1: Appuis aux groupements ruraux

Décassement de 1,85 millions USD, soit 14 % des fonds du projet et 87% de décaissement effectif par rapport aux prévisions initiales.

20. La composante Appuis aux groupements ruraux avait pour objectif: le renforcement des capacités organisationnelles et de gestion des associations paysannes et des communes et plus spécifiquement en dernière année du projet, l'autonomisation des groupements ruraux. Les résultats attendus étaient:

- Des associations capables de tenir des réunions de bilan, et de mettre en oeuvre des projets, capables de recouvrer les cotisations et assurer une saine gestion de ces fonds collectés.
- Des communes ayant trouvé des partenaires pour les investissements socio-économiques, budgétisant des investissements socio-économiques à l'intérieur d'un plan communal de développement et réalisant des initiatives locales.

21. Cette composante visaient aussi l'atteinte d'objectifs spécifiques aux associations de type GPPV et GCV, avec:

- Augmentation de la valeur ajoutée des produits d'exportation à haute valeur marchande (par la préparation de la vanille par les petits producteurs plutôt que la vente de la vanille verte ou en fleurs) et par une meilleure participation des petits producteurs aux décisions prises au niveau de la filière vanille.
- Une meilleure gestion des stocks de paddy pour la sécurité alimentaire

22. La mise en oeuvre s'est faite à travers deux sous composantes: (1.1) Appuis aux groupements ruraux, et (1.2) Gestion participative.

Sous composante 1.1 Appuis aux groupements ruraux:

Décaissement de 1,3 millions USD ou 8,2 milliards de Fmg ou 1,6 milliards d'Ariary, et 10% des fonds du Projet.

23. Les principales activités réalisées consistent en des appuis apportés au niveau de la constitution et la reconnaissance légale du groupement, de la planification et l'organisation de son programme d'activité et de l'autonomisation des groupements des producteurs ruraux. Ces appuis prenaient la forme:

- de missions d'appuis et de suivi par un animateur de base (18 au niveau de l'ONG contractante pour cette sous-composante, soit un taux moyen de couverture de 22 associations par animateur)
- de formations des membres des groupements sur 6 thèmes de formation fonctionnelle ((i) principes associatifs, (ii) fonctionnement et gestion d'une association, (iii) gestion financière et comptabilité, (iv) budget familial, (v) diagnostic et évaluation participative, (vi) principe, élaboration et gestion des PTBA
- de formations sur des thèmes spécifiques à chaque type d'association.
- D'ateliers de partage de connaissance (par exemple, le calcul du coût de production de la vanille, du riz ou encore, le leadership, la coopérative) en 2005.

Résultats atteints

24. Plus de 400 associations socio-économiques paysannes ont été créées de divers types professionnels (AUE, GPPV, GCV, AUP, AGT, AEF ou Caisses économiques féminines) regroupant près de 10000 membres, dont 27% de femmes, soit globalement 100% des prévisions pour ce résultat. A noter que la création de nouvelles associations s'est arrêtée en 2004, sauf pour les groupements de producteurs de vanille où il y a eu nouvelle adhésion de quelques groupements qui se sont constitués eux-mêmes en dehors du système d'appui à l'organisation mis en place par le Projet.

25. Cependant, l'établissement d'une typologie en fonction du niveau de maturité des associations est intervenu en 2004, (un peu tard), pour déceler le niveau réel de fonctionnalité des associations avant la fin du Projet. L'évaluation des associations a pu être réalisée pour les AUE, étant donné l'urgence en vue du transfert de gérance avant la fin du projet. Cet exemple montre que seulement 56 AUE respectent à plus de 50 % les trois critères retenus (taux de recouvrement du fonds de fonctionnement, taux de recouvrement du fonds d'entretien, taux de réalisation du programme d'entretien), soit 35% des AUE créées. Il semble que la quantité d'associations créées a prévalu sur la fonctionnalité des associations. Le faible nombre d'associations et de membres formés sur chacun des 6 thèmes est aussi indicatif du faible niveau de compétences transférées.

26. Les activités visant l'autonomisation avant la clôture du projet, telles que l'appui à la mise en place et à l'opérationnalisation des groupements fédératifs des producteurs de vanille, le renforcement des capacités des conseillers-animateurs par des formations diverses (démarche d'animation participative, les techniques de communication, le montage de projet, l'approche socio-économique

selon le genre ou ASEG, etc.) , un voyage d'étude auprès des régions riches en expérience en matière d'organisation paysanne, notamment la région Vakinankaratra et la région d'Alaotra et deux ateliers de partage de connaissance et expérience réunissant plusieurs associations ont permis de préparer les associations en vue de l'arrêt des appuis apportés par le Projet.

27. En accompagnement des tableaux de résultats de la sous composante (annexe 3.1), les résultats atteints pour chaque type d'association sont présentés.

28. Globalement, les impacts perçus par les bénéficiaires font état d'une amélioration importante marquée surtout par une forte participation aux activités des groupements (45 à 78% des membres ayant participé à plus de 80% des activités), une bonne appréciation des avantages tirés des groupements, un bon % de membres adhérent à plusieurs groupements (de 10 à 40%) et une très bonne perspective d'adhésion à d'autres groupements (45 - 50% des producteurs envisagent intégrer d'autres groupements).



Sous composante 1.2 Gestion participative

Décassement de 0,6 millions USD ou 3,7 milliards Fmg ou 730 millions Ariary, soit 4% des fonds du projet.

29. Les principales activités inscrites dans cette sous composante portent sur les structures concernées par la gestion participative du Projet: les réunions du comité d'orientation et de pilotage (COP), les réunions du comité des maires, les appuis aux communes et le financement d'initiatives locales introduit en 1998.

Résultats atteints:

22 Comités communaux (sur 15 prévus) ont bénéficié d'un appui du PADANE pour collecter les informations socio-économiques pertinentes, formuler et mettre en oeuvre un programme de développement communal, trouver des partenaires pour la réalisation de leur programme, mobiliser les ressources nécessaires permettant à la commune de faire face à leurs engagements. Le PADANE a élaboré le Plan communal de développement (PCD) en 2000 et 2001 pour 22 communes. Avec les projets FID et le PSDR, soutenus par la Banque mondiale, toutes les communes de la zone du PADANE ont eu leur programme-cadre de développement local en 2002 et 2003. C'est ainsi que l'activité Appui aux communes a été placée par le PADANE en seconde position au profit de l'autonomisation des associations des producteurs,



notamment l'AUE, le GPPV et l'AUP. Mais l'appui donné par le FID aux communes est loin d'être suffisant par rapport aux besoins de formation et d'appui institutionnel des responsables communaux dont le rôle dans le processus de développement et de la décentralisation s'est accru.

200 Initiatives locales. Le Projet a financé plus de 200 initiatives locales dans 21 (ou 43? 21 est le chiffre prévu dans le RMP) communes pauvres, éloignées ou d'accès difficile et ayant peu bénéficié des interventions du PADANE; pour un montant total de 3,3 milliards d'Ariary, soit 189 % du budget initialement prévu, et 5 % des coûts totaux du projet. Ces financements ont été réalisés principalement en 1999 et 2000. Ils ont porté essentiellement sur des adductions d'eau, sur quelques réhabilitations des points noirs sur les pistes et sur l'achat de quelques pirogues métalliques. Il n'y a pas de données sur les résultats de second niveau atteints par ces financements, si ce n'est le nombre de ménages additionnels (environ 3000) ayant accès à l'eau potable. Les AIL étaient jugés importants pour renforcer les capacités locales de gestion participative et pour aider à solutionner des problèmes sociaux fondamentaux des populations.



30. Selon l'évaluation d'impact par les bénéficiaires, les changements constatés à l'échelle des communes sont une amélioration de niveau moyen marquée par la construction des infrastructures et peu d'amélioration notable sur la recette fiscale, c'est-à-dire, globalement peu d'effets.

31. **La gestion participative** (des appuis aux communes) a été jusqu'à la mi-parcours gérée par la cellule de gestion du Projet. A la RMP, elle a été transférée à l'ONG responsable de l'appui aux groupements, avec le souhait que le Groupe de travail pour le développement rural (GTDR) soit plus impliqué et participe aux réunions du Comité des maires. Cela ne s'est pas réalisé. D'une part, l'essentiel des initiatives locales avait été réalisé avant la mi-parcours, d'autre part, la mobilisation d'une nouvelle structure comme le GTDR, ne faisait pas partie des priorités du PADANE, qui avait désormais son programme clairement établi et concentré sur la livraison de résultats précis dans les composantes qui ne nécessitaient pas nécessairement la participation du GTDR, ni du comité des maires.

Composante 2: Appuis à la production agricole

Décassement 5,1 millions USD, soit 39% des fonds du projet et 77% des prévisions initiales

32. Cette composante avait pour objectif d'augmenter la couverture des besoins alimentaires en mettant l'accent sur l'accroissement durable de la production rizicole irriguée et d'assurer la stabilisation des cultures et des sols, ainsi qu'un ralentissement de la dégradation de l'environnement autour de périmètres choisis.

Cinq (5) résultats étaient attendus:

- La maîtrise de l'eau sur les superficies irriguées
- La mise en valeur des périmètres réhabilités,
- La pérennisation des services d'appui à la mise en valeur des aménagements hydro agricoles,
- La protection des périmètres réhabilités.

- L'augmentation de la qualité et la quantité de vanille préparée par le GPPV.

33. La mise en oeuvre s'est faite à travers trois sous composantes: (2.1) les aménagements hydro agricoles (AHA), (2.1) la mise en valeur agricole (MEVA) et (2.3) le développement d'actions sur tanety (DAT).

Sous composante 2.1 Aménagement hydro-agricole:

Décaissement de 3,6 millions USD ou 24 milliards Fmg ou 4,8 milliards AR, soit 28% des fonds du Projet et 72 % de décaissement effectif par rapport aux prévisions initiales.

34. Les activités réalisées consistaient en l'étude des périmètres à réhabiliter, la passation des marchés de réhabilitation, la supervision des travaux, la réception provisoire des travaux, la formation technique des AUE à l'entretien des aménagements et l'encadrement des usagers pour le diagnostic des réseaux d'irrigation et la réalisation des entretiens courants, l'établissement de plans parcellaires et en dernière année, la préparation au transfert de gérance (réception définitive des travaux et travaux confortatifs).

35. Par le nombre de travaux réalisés, l'ensemble de ces tâches a représenté un lourd volume de travail, avec parfois un nombre trop élevé de travaux à superviser par agent. D'autant que les cadres techniques de cette sous-composante ont aussi préparé et superviser les travaux des AIL, qui représentaient en 99 et 2000 un grand nombre de marchés additionnels. En fin de projet, de 12 agents, il ne reste plus que 2 cadres de la CIRGR.

36. Des appuis ont été apportés au CIRGR (formation, réhabilitation des locaux, fourniture d'équipements).

Résultats atteints:

37. 238 périmètres ont été réhabilités, dont 228 micro périmètres, 5 moyens périmètres, des travaux d'urgence sur 2 grands périmètres et des travaux sur 4 périmètres de drainage. Pour assurer le transfert de périmètres en bon état, des travaux confortatifs sur 112 périmètres ont été nécessaires pour pallier aux insuffisances de la conception technique des ouvrages incompatible avec les fortes pluies courantes de cette zone et pour réparer des dégâts cycloniques.

38. Toutes ces infrastructures ont été réalisées dans des conditions difficiles: difficulté d'accès aux sites (5 km de marche à pied, coupure de pont allant vers le village, etc.), défaillances des PME locales, problèmes de trésorerie du Projet.

39. Les superficies irrigables réhabilitées tous types de périmètres confondus, s'élèvent à 4600 hectares et les exploitants agricoles sur ces périmètres sont au nombre de 4500. Les plans parcellaires réalisés sur 87 hectares montrent que les superficies irrigables représentent environ 25% des superficies aménagées en raison des canaux.



40. Globalement, les résultats prévus ont été atteints, sauf pour les superficies des périmètres de drainage qui sont à 30% des prévisions du RMP. (raison? En fin de projet, il est prévu que 120 périmètres auront fait l'objet d'un transfert de gérance.

41. Les impacts perçus par les bénéficiaires sont élevés, avec une amélioration importante des conditions d'irrigation: une hausse de 170% des superficies des parcelles considérées par les riziculteurs pauvres comme étant correctement irriguées durant les deux saisons. 40% des exploitants bénéficiaires appartenaient à la catégorie pauvre.

Sous composante 2.2 Intensification agricole (ou mise en valeur agricole- MEVA) Décaissement 1,3 millions USD ou 9,3 milliards Fmg ou 1,9 milliards d'AR, soit 10% des fonds du Projet et 100 % de décaissement effectif par rapport aux prévisions initiales

42. Les activités réalisées consistent en la gestion du dispositif d'appui (de 114 agents au début du projet à 54 en fin de projet, dont 7 cadres de la DRDR), la formation des agents, la mise en place d'un service d'appuis pérennes aux AUE et des appuis agronomiques aux paysans essentiellement pour la riziculture, mais aussi pour la production, préparation et commercialisation de la vanille.

Résultats atteints:

43. Les appuis agronomiques ont connu une nette évolution dans la forme: des parcelles vitrines réalisées pour plusieurs cultures et visant à couvrir un grand nombre de producteurs, en début de projet lorsque l'approche PNVA était privilégiée, le projet est passé à un appui concentré sur les périmètres réhabilités (147 périmètres encadrés / 3724 exploitants agricoles (EA) et en privilégiant un appui à une gestion participative des périmètres.

44. Le diagnostic participatif des périmètres contribue à l'identification des problèmes et des solutions possibles par les AUE concernant tous les domaines abordés (infrastructures, vie associative, production et environnement). Le plan d'action est le produit attendu après chaque diagnostic. C'est un exercice de programmation de travail dans l'avenir pour les AUE. La mise en place de 25 animateurs- exploitants de périmètres depuis 2002 devrait permettre aux associations d'avoir à leur côté des techniciens agricoles pour les animer et les encadrer. Un animateur de périmètre peut encadrer plus d'un périmètre et leur prise en charge de 100 % par le projet au début est passé à 75% par l'association en 2004.

45. Les cadres de la composante MEVA ont assuré un suivi rapproché pour collecter les données agricoles dans un échantillon de 60 périmètres et 3 paysans par périmètres. L'ensemble du personnel a été réparti dans les 147 périmètres réhabilités par le Projet avant 2004 et les thèmes techniques vulgarisés en riziculture ont porté sur:

- Le Système de riziculture intensive (SRI)
- Le Système de riziculture amélioré (SRA)
- Le compostage
- L'utilisation de l'herbicide RIFIT
- La mécanisation des cultures (utilisation des charrues, des sarcleuses, etc.)
- L'utilisation de variétés résistantes à la virose



46. Des essais en milieu paysan en collaboration avec le FOFIFA ont été réalisés chaque année, dont en fin de projet:

- Essais de 7 variétés résistantes à la virose du riz (quatre sont appréciées par les paysans sur le plan de résistance à la virose (RYMV) et leur caractère organoleptique: TOX V5, TOX V3, ON332 et ON 333)
- Essais multilocaux de multiplication des semences de variétés résistantes à la virose (TOX V5 et X 360) (1588 kg distribué, 413 Tonnes produites)
- Essais multilocaux de deux variétés introduites en contre saison 2004 (MAILAKA (X 265): Variété résistante à la pyriculariose avec une possibilité de repousse et NDR 80: Variété à cycle court (3 mois)

47. La formation des paysans (962, soit le tiers des EA) sur le système de riziculture intensive (SRI) et le système de riziculture amélioré (SRA), a été contractée avec succès à une ONG, l'association TEFY SAINA. Un voyage d'étude sur des périmètres à Andapa, où la pratique de la technique améliorée en riziculture est pratiquée par la totalité des paysans a été réalisé avec 73 paysans et 16 agents de terrain.



48. Des formations mensuelles de recyclage et d'informations ont été dispensées aux agents au niveau de chacune des 5 zones d'encadrement par les Techniciens Spécialisés du Projet. Des formations spécifiques ont aussi été réalisées; ces formations en cascade (Formation des Techniciens qui devront à leur tour former les paysans) sont généralement contractées à des prestataires de service privés ou sont effectuées par le service central du MAEP. Les thèmes ont été: l'utilisation des pesticides en particulier des herbicides (RIFIT), le compostage et la législation de la production de semences et la technologie semencière.

49. Le projet a enfin mis à la disposition des paysans en vue d'améliorer l'accès aux intrants et matériels agricoles:

- 500 litres l'herbicide RIFIT
- 49 sarcleuses et 10 charrues aux AUE sinistrées après le passage de GAFILO
- 200 sarcleuses et 50 charrues auprès du fournisseur SOCIETE RAMANANDRAIBE
- Pulvérisateurs auprès des animateurs de périmètre.

50. En matière de mise en valeur des périmètres réhabilités, les résultats atteints se traduisent en termes d'accroissement de production et des rendements. Les résultats en 2004 font état d'une production additionnelle de 6598 tonnes et les rendements moyens obtenus en fin de projet sur les périmètres réhabilités sont de 2.74 T/HA en saison et 2.36 T/HA en contre saison. Les rendements moyens obtenus sur les parcelles en SRI - SRA sont de 3.7T/HA en saison et de 2.86 T/HA en contre saison. Le nombre d'exploitant adoptant la technique SRA est de 33% en saison et de 45% en contre saison, mais de 11 et 15% seulement pour le SRI.



51. En matière de résultats attendus sur la vanille, il n'y a pas d'informations générées par la sous-composante sur la qualité et la quantité de vanille préparée par le GPPV.

52. Globalement, à l'échelle du ménage, les impacts perçus sont faibles au niveau du taux d'équipement, mais élevés en matière de sécurité alimentaire, avec une

hausse de production de 25 à 32% en saison et de 30 à 55% en contre saison, une diminution importante de la période de soudure (30%).

Sous composante 2.3 Aménagement de terroir ou aménagement sur tanety

Décaissement de 0,2 millions USD ou 1,2 milliards Fmg ou 245 millions AR, soit 1% des fonds du projet et 71 % de décaissement effectif par rapport aux prévisions initiales

53. Les activités réalisées portent sur l'identification de sites d'intervention (les bassins versants dégradés des périmètres réhabilités), la notification de cahiers de charges aux bénéficiaires, les appuis pour accomplir ces charges, la mise en défens de superficies avec l'installation de pépinières, l'élaboration de plans d'aménagement et la délivrance de titres fonciers. Une convention de collaboration entre le Service Régional des Domaines et de la Topographie et le PADANE a été signée.

Résultats atteints:

54. La sous composante DAT a connu beaucoup de problèmes tout au long du projet: démarrage tardif, les zones d'intervention successivement frappées par des cyclones violents qui ont effacé les efforts entrepris par les bénéficiaires, le peu d'intérêt par les bénéficiaires (traumatisés par le passage des cyclones) envers les activités définies et l'insuffisance des alternatives qui leur sont proposées, la faible fertilité des sols sur tanety, l'incohérence des intérêts (ou absence d'intérêt commun) entre exploitants des Tanety et ceux des périmètres irrigués, conflits entre les bénéficiaires au sujet de la délivrance des titres, retard de recrutement du consultant, collaboration et problèmes de trésorerie du Projet en 2004, tous ces éléments ont fortement limité le niveau de réalisation de cette sous composante.

55. En avril 2004, 80% des bénéficiaires notifiés ont accompli leurs charges jusqu'à 60%, soit 369 exploitants agricoles répartis dans 15 AUE. L'aménagement du site d'Ampohibe est clos actuellement. 171 titres ont été délivrés, toutefois, des dizaines de titres ne sont pas encore délivrés et sujets à une controverse.

56. Les capacités du service régional des domaines ont été renforcées en matière d'équipement topographique et informatique.

57. Globalement, les résultats atteints sont en deçà des prévisions; il s'agissait d'une approche nouvelle pour laquelle la conception, l'approche stratégique et les ressources humaines n'avaient pas été suffisamment planifiées. L'expérience du PADANE devrait servir pour mieux préparer de telles actions dans le futur.



Composante 3: Construction routière

Décaissement 1,4 millions USD, ou 8,8 milliards Fmg ou 1,8 milliards Ar soit 11% des fonds du projet et 37% de décaissement effectif par rapport aux prévisions initiales.

58. La composante avait pour objectif d'assurer une meilleure circulation des personnes et marchandises et une meilleure gestion des pistes améliorées. Deux résultats étaient attendus: des pistes réhabilitées et un fonds d'entretien des pistes constitué.

59. De nombreuses difficultés au démarrage (problème de coordination entre le responsable de mise en oeuvre (Subdivision des travaux publics de Sambava) et le PADANE, approche HIMO et participative véhiculée par le PADANE versus l'approche plus traditionnelle des travaux publics, ambiguïté du montage du pouvoir décisionnel pour la résiliation des contrats des prestataires techniques défaillants) ont amené la revue à mi-parcours à revoir fortement à la baisse l'envergure de cette composante et réallouer ses ressources aux composantes AGR et APA, ne lui laissant que le tiers des ressources initialement prévues. Un agent a été recruté au niveau du PADANE pour coordonner la mise en oeuvre de cette composante.

60. Les activités réalisées portent sur les études et travaux de réhabilitation des pistes ou des points noirs, la formation des AUP à la gestion de la piste réhabilitée et à l'entretien technique courant, ainsi que le suivi de l'entretien et de l'état des pistes réhabilitées.

Résultats atteints:

61. Ainsi 3 pistes (no 4, 9 et 6) ont été réhabilitées pour un total de 34 kilomètres, soit 85 % des prévisions au RMP.

- Piste Farahalana – Marojala (23.1 km) ;
- Piste Ampanefena – Befandriana (5 km)
- Piste Ambohimitsinjo – Andatsakala (12.2 km)

62. Des difficultés nombreuses ont été constatées avec les entreprises de travaux: retards dans la levée des réserves énoncées à la réception technique, difficultés financières de l'entreprise en raison de l'inflation, délai d'exécution prolongé font que certaines parties de travaux ne seront plus possibles.

63. Etant donné l'état des pistes réhabilitées, la capacité réelle des AUP à gérer l'entretien des pistes réhabilitées est sujette à caution. Les droits de péage sont collectés par les AUP et des budgets annuels sont établis par les AUT pour l'entretien courant et le fonctionnement de l'AUP. En fin de projet, le responsable technique encourage vivement les membres des AUP à assurer le suivi de la perception des droits de péage et la constitution de dossiers d'entretien périodique pour les présenter au Fonds d'entretien routier.

64. Les bénéficiaires des pistes rurales sont peu nombreux, cependant les impacts perçus par ceux-ci sont élevés: une amélioration importante en termes de réduction de la durée (-50%) du trajet du village à la route nationale et de la période



d'impraticabilité (de 6 à 1 mois). Il y a eu peu de diminution sur le frais de transport en raison de la hausse du prix du carburant pendant la même période. Les bénéficiaires notent une meilleure mobilité sociale, une présence plus grande de collecteurs et une possibilité d'écoulement de leurs produits sur toute l'année.

Composante 4: Caisse mutuelle d'épargne et crédit Finance rurale

Décaissement de 1,2 millions USD ou 7,1 milliards Fmg ou 1,4 milliards Ar, soit 9% des fonds du projet et 89% de décaissement effectif par rapport aux prévisions initiales.

65. La composante avait pour objectif d'assurer l'accès des petits producteurs aux services financiers de proximité, avec comme principal résultat attendu, un accroissement de l'accès au crédit des membres de groupement.

66. Les activités réalisées ont été la création d'un réseau de 18 caisses d'épargne et crédit (14 sous financement PADANE et 4 sous financement WWF) couvrant les 43 communes de la zone du Projet, la mobilisation de l'épargne et l'octroi de crédit. Des appuis techniques ont été apportés par l'ONG canadienne Développement International Desjardins (DID) opérationnelle depuis 1997 dans la zone du projet. Au cours de l'année de transfert 2004-2005, un diagnostic du réseau et un audit des comptes / audit institutionnel a été réalisé pour renforcer les capacités des dirigeants du réseau. Une mission de notation et d'évaluation de performance, sur un financement CGAP / IDB et PADANE s'est aussi déroulée en 2004, avec pour objectifs (i) d'obtenir l'avis objectif d'experts externes spécialisés en micro finance, pour mener l'évaluation de l'institution, (ii) comparer la performance de l'institution à l'international, et (iii) promouvoir l'institution et rechercher des financements. Tous ces éléments vont servir d'outils internes et externes pour le déploiement du réseau OTIV de la SAVA.



Résultats atteints:

67. 17544 membres appartiennent au réseau OTIV, soit 116% des prévisions révisées à mi-parcours et 274% des prévisions au RPE. L'adhésion des membres (individuels et associations) est un processus qui continue. Le taux de représentation des femmes est d'environ 30%.

68. Le niveau de l'épargne connaît une régression importante en 2004, (-50%) par rapport à 2003. La chute du prix de la vanille en est la cause principale, mais aussi le passage du cyclone Gafilo en 2004, ainsi que la hausse du prix à la consommation et l'inflation généralisée. Tous ces éléments ont beaucoup affecté la capacité des membres à épargner. Le volume d'épargne annuel moyen a varié de 2000 à 2005 de 1,7 à 4,0 milliards d'Ariary, soit un volume moyen de 22,000 à 100,000 AR par membre. Cette baisse de l'encours d'épargne a comme effet la restriction sur la gestion des liquidités notamment pour les placements en bon de trésor (BTA) ou en dépôt à terme, mais aussi sur la capacité du réseau à octroyer des crédits.

69. Le volume du crédit octroyé depuis le début du réseau OTIV de la Sava a été de **6,4 milliards d'Ariary (soit environ 3.2 millions USD)**. Ceci constitue une source importante de financement économique dans la région. Cela représente 374% les prévisions du RMP. Le nombre d'emprunteurs a été de plus de 10 000, dont 1 600 femmes, pour 11 765 crédits octroyés. Une grande part de ces crédits a été possible grâce à



l'épargne des membres, d'où l'importance de poursuivre le développement de la culture de l'épargne, malgré les difficultés économiques qui affectent la capacité des ménages à épargner.

70. Le PADANE avait inscrit un fonds de sécurité de 190 000 DTS pour favoriser l'accès des GPPV au crédit. Les membres des GPPV ont largement bénéficié de crédit, avec près des 3800 membres bénéficiaires (sur 2345 membres GPPV). Une disposition spéciale existait à leur égard, qui les exemptait de l'obligation préalable d'épargne. Ceci a sans doute nuit à leur capacité de remboursement dans la situation difficile de la chute du prix de la vanille. Des mesures ont été prises par l'institution pour pallier à ce problème en 2005, avec la cessation de l'octroi du crédit, un suivi rapproché des emprunteurs à risque et le rééchelonnement des dettes 2005 dans la campagne agricole 2006.

71. Les types de crédit octroyé sont généralement des crédits de court terme (soudure, scolaire, petit commerce). Un programme de bonification des taux d'intérêt pour des crédits à l'achat d'intrants et équipements agricoles est actuellement en préparation, ce qui permettrait aux AUE et GIA d'accéder au crédit et de répondre aux besoins du développement de la riziculture irriguée.

72. En ce qui concerne le dossier d'agrément, le réseau a répondu à toutes les recommandations de la CSBF, et a déposé son dossier en novembre 2004 afin de le passer en instruction. En avril 2006, la CSBF n'a pas encore réagi pour des raisons institutionnelles au niveau central (nouvelle loi de finances en cours de mise en oeuvre). Cette situation risque de mettre en jeu la pérennité institutionnelle du réseau. En attendant, la reconnaissance de l'union des OTIV en tant qu'association permettra au PADANE de procéder au transfert du patrimoine avant la clôture du Projet.

73. Une fédération des 4 réseaux OTIV de Madagascar, MADOTIV, est actuellement en préparation. Le réseau OTIV de la SAVA préconise une approche pragmatique en expérimentant d'abord une activité commune.

74. Il est important de noter que les informations sont disponibles dans la base de données de l'OTIV. Les indicateurs (ou la manière de synthétiser et présenter l'information utile aux parties) ne sont pas encore fixés, avec des variations dans les tableaux de bord suivis par le PADANE et ceux produits systématiquement par l'OTIV pour son suivi interne. Par exemple, le tableau de bord de l'OTIV porte actuellement sur les crédits en cours, tandis que le PADANE s'intéresse au volume de crédit octroyé et aux différents types de bénéficiaires de ces crédits. Avec la fin du projet, et la nécessité d'un meilleur suivi de l'OTIV par les communes et associations, il serait opportun de décider d'un tableau de bord qui permettent à toutes les parties prenantes de participer au pilotage du système de finance rurales et d'être informées régulièrement de la situation du système pour mieux orienter son développement et assurer sa survie.

75. Les impacts perçus au niveau des bénéficiaires sont très élevés, avec un taux d'accès de 78% chez les producteurs de vanille, et globalement 40% des membres de l'OTIV ont profité du crédit.

IV ORGANISATION ET GESTION

Décaissement de 3,5 millions USD ou 22,6 milliards Fmg ou 4,5 milliards Ar, soit 27% des fonds du projet et 119% de décaissement effectif par rapport aux prévisions initiales.

Les acteurs du Projet

76. Le RPE prévoyait que la mise en oeuvre de la sous composante Appuis aux groupements serait confiée à l'ONG Coordination diocésaine pour le développement (CDD), au PNVA pour la sous composante vulgarisation, au CIRGR pour la sous composante Aménagement hydro agricole, au Service de topographie et des domaines pour la sous composante DAT, à la Subdivision des Travaux publics (SUBTP) pour la composante infrastructures routières et à une ONG canadienne DID, pour la composante Finances rurales. Une cellule de coordination de projet composée de 11 personnes devait assurer la coordination de la programmation, le S&E, la coordination de la composante Appui à la production agricole, ainsi que la gestion administrative et financière.

77. Des conventions ont été signées avec les services publics (DGR, STD, PNVA, SUBTP), ainsi qu'un contrat initial de deux ans avec la CDD qui a été prolongé annuellement jusqu'à la fin du projet, et un contrat avec la DID, qui s'est conclu en 2004.

78. Des liens (fonctionnels et hiérarchiques) mal définis entre l'unité de coordination et les organes opérationnels tant publics que privés de cet organigramme ont nuit au démarrage du Projet de même que la complexité d'un projet intégré avec la nécessaire coordination qui l'accompagne et les ambiguïtés persistantes entre les objectifs poursuivis par le projet et ceux des services publics.

79. L'unité de coordination initiale du Projet n'a pas su établir des directives de travail pour planifier, suivre, mobiliser les ressources financières et les marchés, assurer les contrôles et la coordination. Une ambiance de travail sereine au sein de l'équipe n'a jamais pu être instaurée par le premier CTP.

80. Les recommandations des différentes missions de supervision et appuis techniques entre 2000 et 2002 ont porté sur le changement de directeur, un nouvel organigramme confiant la responsabilité de la mise en oeuvre de chaque composante à des contractuels du Projet incorporés dans la cellule du Projet, le maintien de la collaboration avec les services techniques régionaux à travers des renforcements de capacités (équipements, formations, participations au suivi et appuis terrain). Avec la clarification des objectifs à atteindre (cadre logique), les éléments organisationnels étaient désormais cohérents pour assurer la mise en oeuvre effective et efficace du Projet à partir de 2002. La prolongation du Projet et le fait de réorganiser la cellule de coordination autour de responsables contractuels pour les composantes expliquent en partie le dépassement des dépenses liées à la gestion du Projet.

81. Il est à noter que le FIDA a aussi mis en place un bureau d'appui au niveau de Antananarivo (BAP-FIDA) pour appuyer les procédures administratives des projets situés en région, dont le PADANE, ce qui a libéré la direction du Projet de déplacements fréquents dans la capitale.

82. Parmi les autres acteurs du Projet, il est important de noter la présence de prestataires privés (entreprises d'études et contrôle de travaux, PME locales de travaux, des bureaux et ONG de formation et animation) ainsi que les appuis techniques apportés par les services publics centraux: Direction des systèmes d'information (DSI), Direction des appuis aux investissements ruraux (DAIR) et la Direction des appuis à la production agricole (DAPP).

83. Enfin, il y a lieu de mentionner les différents comités à qui le Projet devait rendre compte:

- Le comité de pilotage qui devait se réunir deux fois par année, en avril et octobre pour approuver les PTBA et superviser le projet.
- Le comité des maires de communes touchées par le PADANE, qui devait se réunir une fois par année pour représenter les bénéficiaires sur le comité de pilotage
- Les conseils communaux, qui devaient apporter un appui à la mise en œuvre des activités dans leur zone, notamment lorsque des litiges surviennent, mais aussi rechercher du financement complémentaire et assurer la coordination entre les projets en présence.

84. La gestion du projet s'est organisée autour de 8 fonctions:

1. Programmation et budgétisation (satisfaisante)
2. Gestion financière (satisfaisante)
3. Gestion des marchés (très satisfaisante)
4. Gestion des ressources humaines (satisfaisante)
5. Gestion du matériel et des équipements (satisfaisante)
6. Supervision (insatisfaisante)
7. S&E (insatisfaisante)
8. Coordination (insatisfaisante)

85. La gestion d'ensemble du projet est notée satisfaisante et plusieurs aspects détaillées méritent une attention particulière en offrant autant de leçons tirées pour d'autres projets ou les structures de relève.

86. La performance des différents acteurs du Projet sera présentée dans le chapitre sur la performance.

4.1 Programmation et budgétisation

87. Huit Programmes de travail et budget annuels (PTBA) ont été préparés. Les PTBA d'avant 2002 ont tous eu beaucoup de difficulté à être approuvés par le bailleur de fonds. Autant la forme que le fond ont été fortement critiqués. Après la refonte de l'organigramme et la proposition par l'UNOPS d'un format type en 2001, lors d'un atelier des projets FIDA africains francophones, l'approbation des PTBA ne posait plus beaucoup de problème et les remarques se sont limitées à quelques retouches.

88. Jusqu'en 2001, les PTBA ont été élaborés à partir des demandes des communes, puis cette procédure n'apparaissait plus opportune car les activités du projet étaient déjà précisées. Chaque sous-composante précisait simplement les quantités pour l'année. Un atelier de programmation réunissant les cadres du projet avait pour objet de finaliser le PTBA et assurer la cohérence entre les objectifs du projet, le niveau de réalisation et les ressources disponibles. Le circuit d'approbation du PTBA passait par le Comité de pilotage et l'UNOPS. Le taux moyen de décaissement du PTBA, une mesure de l'efficacité du projet à réaliser ses objectifs dans les délais et avec les ressources prévues, est relativement faible, 33 % en 2004, 50% en 2003. **(en 2005?) Raisons?** Ce taux devrait normalement se rapprocher de 100 %.

89. En dépit du faible taux de réalisation annuel du PTBA (souvent rencontré dans les projets de développement) et du fait que les représentants des bénéficiaires ne participent pas réellement au processus de programmation / approbation (il y aurait place à amélioration de ce côté), la fonction de programmation est jugée satisfaisante par la dynamique axée vers les résultats.

4.2 Gestion financière

90. La gestion financière commence avec l'élaboration du budget annuel dans le PBTA. Elle se poursuit avec la mobilisation des ressources financières auprès des sources de financement (FIDA et Gouvernement), le paiement des dépenses sur pièces justificatives et le suivi financier des conventions de financement et du budget.

91. L'élaboration des budgets annuels n'a pas posé de problème, mais constitue toujours une lourde tâche. Ils sont établis en Fmg (le passage à l'Ariary est survenu seulement en 2005), les coûts sont répartis entre les différentes sources de financement (FIDA, Gouvernement, Taxes, DID, Bénéficiaires), et enfin ils sont convertis en USD au taux annuel.

92. La préparation et l'émission de Demandes de Retrait de Fond (DRF) à l'endroit du FIDA sont le second aspect de la gestion financière. Le principe est de constituer un compte spécial de fonctionnement qui est renfloué périodiquement. Une première demande (DRF1) est accordée par le projet en début du projet et les DRF suivantes sont émises avec des comptes-rendus détaillés de l'utilisation des DRF précédentes (avec toutes les pièces justificatives). Des demandes de paiement direct sont aussi réalisées lorsque le montant de la facture atteint un certain seuil, pour ne pas affecter le niveau du compte spécial. Au total 80 DRF et DPD ont été préparées pendant la vie du projet, soit en moyenne une dizaine par année. Des problèmes de trésorerie ont été notés en 2004, attribué à un ralentissement dans l'émission des DRF. Une des recommandations de la RMP était l'envoi mensuel des DRF pour instaurer une routine, mais ce rythme n'a jamais été atteint. Il faut aussi mentionner la longueur de la procédure de paiement des DRF, estimée à au minimum 6 semaines entre le moment où le dossier est prêt et la réception des fonds dans le compte; le suivi de ce circuit est aussi fastidieux pour un projet en région, car il y a plusieurs passages obligés (Ministère de tutelle, Ministère des finances, UNOPS, FIDA). Ces problèmes de trésorerie ont empêché la réalisation de certaines activités, retardé le paiement des factures des prestataires (plusieurs mois) et affecté l'efficacité générale du Projet, ce qui se reflète dans le faible taux de décaissement du PTBA.

93. Le suivi financier se fait à l'aide du logiciel TOMPRO, dont les divers axes d'analyse ont été paramétrés pour permettre un suivi de chaque dépense par composante et sous composante, par catégorie de dépenses de l'accord de prêt, par source de financement et par centre géographique de coût (définis comme étant: Projet, Sambave, Antalaha, Vohémar, DID, CDD et PNVA jusqu'à 2001).

94. Les tableaux de suivi financiers sont présentés dans les rapports annuels et dans les rapports de supervision. Cette fréquence ne permet pas de faire réellement du suivi financier un outil de pilotage des activités en cours d'année.

95. Trois tableaux permettent de présenter les données réalisées par composante et par catégorie de dépenses, et selon le plan de financement. Certaines années elles sont présentées en USD, d'autres en DTS ce qui rend difficile la perception cohérente et claire de la situation du Projet. D'autres tableaux doivent être préparés pour les besoins du Ministère des Finances qui ne structure pas les données selon les mêmes activités, ce qui accroît la charge de travail des services comptables du Projet.

96. Lorsque les données sont présentées en DTS, ceci ne permet pas aux techniciens d'apprécier aisément le coût financier en rapport avec les réalisations techniques.

97. Malgré des aspects très positifs tels que la comptabilité analytique du projet, la capacité de suivi en trois monnaies et **l'audit généralement satisfaisant de ses comptes**, la gestion financière est notée plutôt **satisfaisante** que très satisfaisante en raison de sa contribution difficile au bon déroulement du projet, notamment les problèmes de trésorerie qui ont ralenti les activités du projet et nuit au paiement des fournisseurs, ainsi que des rapports financiers qui n'ont pas été produits pour être utilisés dans le processus de gestion courante du projet.

4.3 Gestion des marchés

98. 465 marchés ont été passés par le projet, soit une moyenne de 58 par année, ce qui reflète à la fois l'approche de contractualisation adoptée par le projet et la lourdeur de la tâche administrative qui en découle pour la direction du Projet, tant au niveau de la préparation des termes de référence et appels d'offres que la supervision des contrats.

99. Cette approche a certainement eu des effets positifs sur le renforcement des capacités des entreprises, notamment les 97 PME locales bénéficiaires en moyenne de 2.16 contrats pour un montant de 27.6 millions d'AR.

100. Les procédures de passations ont généralement été conformes aux réglementations des marchés publics.

101. Les litiges sont survenus en ce qui a trait au retard dans le paiement des prestataires, et à la qualité de certains travaux réalisés.

102. La gestion des marchés est notée très satisfaisante.

4.4 Gestion des ressources humaines

103. La cellule du projet n'a pas été à l'abri d'une certaine gestion du personnel, avec la nomination de 3 directeurs (1998, 2002, 2004), le départ du responsable S&E en 2004, les recrutements retardés des responsables techniques pour les composantes Infrastructure rurales, Appuis à la production agricole, et sous composante DAT ainsi que pour le poste de directeur adjoint, et enfin des départs d'agents de terrain pour fautes professionnelles, la compression du personnel de la CIRAGRI au profit d'animateurs- exploitants de périmètres et la compression du personnel au cours de la dernière année de transfert. Aussi c'est dans cette fonction que sont gérées les mesures incitatives pour motiver le personnel contractuel ou fonctionnaire.

104. La gestion des ressources humaines est une tâche difficile, laissée au directeur qui se base généralement sur son expérience et sa personnalité pour assumer cette fonction. Aucun des deux directeurs n'est réellement satisfait de l'exercice de cette fonction. Une initiation serait sans doute utile pour aider à assumer cette fonction à partir du moment où l'équipe du projet constitue une forme d'organisation qui doit être performante.

4.5 Gestion du matériel et des équipements

105. Le Projet a réalisé un inventaire physique des immobilisations (matériel de transport, bureaux et équipements) pour la première fois en 2004 en vue de leur transfert aux structures pérennes (Direction régionale du développement rural, OTIV, MAEP/ Antananarivo, CDD). **CDD?**

106. Cet ensemble porte sur près de 400 entrées et est disponible dans un rapport intitulé: Rapport de commission de recensement et de réintégration des matériels du Projet PADANE. Ce rapport mentionne le libellé, la date d'acquisition, le numéro d'identification, l'état, la valeur d'origine en Fmg, et le nom du détenteur.

107. Après 8 années de Projet, la plupart des immobilisations de type véhicules et ordinateurs sont amorties et seuls quelques matériels et équipements achetés dans les dernières années constituent réellement un renforcement des capacités lorsque remis aux structures de relève.

108. La gestion du matériel et équipement s'est fait correctement au cours de la vie du Projet et est donc notée satisfaisante. Cependant, question très sensible au moment de la clôture du projet, elle gagnerait à faire l'objet d'un suivi plus régulièrement, d'une manière routinière et transparente.

4.6 Supervision

109. La supervision est une fonction essentielle de la gestion du Projet, avec pour objet de veiller à la réalisation des prévisions et valider la conformité du travail réalisé et des orientations prises en cours de mise en oeuvre. Elle devrait être réalisée de manière formative pour apporter un appui technique externe au responsable direct de la mise en oeuvre. Avec une petite équipe de projet comme dans le cas du PADANE, la supervision externe prend toute son importance car il y a peu de temps laissé à une supervision interne exercée par la direction du Projet sur les composantes.

110. La supervision externe a été assurée non pas par le Comité de pilotage, mais par les missions du FIDA / UNOPS, avec au total 10 missions de supervision. La composition des équipes de supervision influence les différents aspects abordés au cours de ces missions. Il faut constater qu'il y a eu peu de supervision effective de la composante AGR par le FIDA, mais un appui technique externe a été apporté par la DPAA à partir de 2003. La DID a assuré la supervision et l'appui technique externe de la composante Finances rurales et rendait compte au projet.

111. Les travaux d'aménagement ont été supervisés par les bureaux d'étude et contrôle, ce qui est la procédure normale dans ce métier. La DAIR a aussi apporté un appui externe. Cependant, l'expérience des périmètres met en lumière là aussi les faiblesses structurelles en matière de supervision:

- Insuffisance du système de contrôle et assurance qualité au niveau des études avant projet (peu d'exigence en matière de contenu et même de production de rapports d'études);
- Inadéquation périodique entre le nombre des travaux à contrôler et l'effectif des agents. Outre les années 2001 et 2002 où les activités ont été particulièrement faibles, les agents ont au maximum pu assurer un taux de présence maximum de moins de 30% ce qui est largement insuffisant compte tenu du fait que normalement, une présence permanente est exigée. A noter, que certains dirigeants d'AUE ont mentionné lors des entretiens tenus avec eux de l'insuffisance du temps de présence des agents de surveillance sur certains chantiers. 26% ont remarqué des présences insuffisantes si 28% ont poussé plus loin en n'ayant remarqué presque aucune présence tout au long des chantiers.
- Insuffisance du suivi interne des activités de contrôle et surveillance (peu d'exigence en matière de production de rapport de chantier).

112. La supervision réalisée pour le PADANE a été réalisée, mais par le bailleur de fonds. Une faiblesse structurelle en matière de supervision existe réellement et pour cette raison, cette fonction est notée tout juste insatisfaisante.

4.7 Le Suivi & Evaluation

113. La fonction de Suivi & Evaluation (S&E) fait systématiquement partie des tâches de la gestion de projet, et au PADANE, comme dans plusieurs projets, elle rencontre beaucoup de difficultés à être mise en oeuvre et à être utile au processus de gestion et décision du projet.

114. Cette fonction est différemment perçue selon les interlocuteurs et peut couvrir un large éventail d'activités conduites au quotidien: supervision des composantes, administration d'un système d'information et base de données, définition des indicateurs, rédaction des rapports, présentation de tableaux de bord et de schémas visuels (cartes, graphiques, etc). Rédaction du PTBA, archivage des documents de l'organisation, conduite des enquêtes et évaluations telles que l'évaluation d'impact par les bénéficiaires ou l'évaluation de la fonctionnalité des associations paysannes.

115. Ce travail n'appartient pas à un corps de métier et il n'existe pas de formation académique en ce sens, ni de directives dans les organisations publiques nationales. Les bailleurs de fonds disposent de procédures claires pour certaines étapes du cycle de gestion du Projet: le RPE a son canevas, ainsi que le rapport d'achèvement. Cependant, ils n'imposent pas de directives pour les rapports d'avancement

technique et financier routiniers du Projet au cours de sa mise en oeuvre, avec comme résultat, que les services S&E du terrain doivent souvent produire des rapports différents pour le niveau central, ce qui alourdit inutilement le travail de reporting.

116. Avec le développement de la gestion axée vers les résultats, les exigences deviennent de plus en plus grandes pour organiser et structurer cette fonction. Le PADANE a beaucoup investi dans la fonction S&E. Une partie des dépassements des dépenses liées à l'assistance technique et aux études est imputable aux investissements réalisés par le PADANE dans le système d'information géographique et informatisé ainsi qu'aux S&E d'impact et à l'évaluation d'impact par les bénéficiaires, qui sont toutes des activités non prévues dans le RPE.

117. La Revue à mi-parcours a recommandé d'informatiser le système de suivi/évaluation et de mettre en pratique la nouvelle fonction de gestion et suivi/évaluation participative en définissant des unités d'analyse: le dossier clé pour le projet, les dossiers clés par périmètre, le dossier clé par groupement, et le dossier clé par comité communal. Les agents du Projet, les exploitants des périmètres, les membres des groupements et les autorités communales devaient tous participer respectivement, chacun en ce qui le concerne, à l'élaboration, au remplissage et à la mise à jour périodique de ces différents dossiers clés. Ceux-ci devaient permettre de suivre le processus des activités, l'évolution des résultats et des impacts du Projet. Les données rassemblées dans ces dossiers sont disponibles dans la base de données du PADANE transférée au DRDR et des analyses synthèses ont aussi été préparées.



118. Par ailleurs, l'adoption du cadre logique avait permis de clarifier les indicateurs et les données de base à recueillir. Les composantes ont élaboré leur propre système de suivi, avec des fiches de terrain et des cahiers de suivi pour les associations, dont en particulier la fiche de suivi de la MEVA et le cahier des droits de péage.

119. Le format des tableaux des résultats techniques et financiers du Projet s'est amélioré chaque année, à partir des observations des missions de supervision, des appuis apportés par la DSI et des assistances techniques apportées depuis 2003 au Projet. Les formats finaux présentés en annexe de ce rapport devraient servir d'exemple pour les projets en cours et à venir.

120. La masse d'informations et d'indicateurs demandés par le Projet (pour rendre compte), le FIDA (pour le RIMS), le Gouvernement (pour le suivi de son CDMT), est importante. L'expérience du PADANE est riche d'enseignement sur la nature des indicateurs et des données de base, les modes de collecte et traitement des informations. Ces indicateurs sont souvent les mêmes dans plusieurs projets du secteur rural. Transférer cette expérience permettrait d'éviter de recommencer le lourd travail d'identification de bons indicateurs de suivi.

121. Une base de donnée informatisée a été préparée pour le PADANE et permet d'archiver toutes les données du projet, à l'instar d'un entrepôt de données qui constitue une source commune à tous les acteurs. Ce principe devrait être retenu pour les nouveaux projets pour améliorer la qualité des données utilisées dans les rapports, faciliter l'accès aux informations crédibles et factuelles et permettre des analyses aussi variées qu'il y a d'intérêts stratégiques ou conjoncturels.

122. Une bibliothèque électronique réunissant tous les documents générés par le PADANE a aussi été réalisée et transférée à la DRDR. Un site WEB permet de naviguer dans ces archives et dans l'histoire du PADANE.

123. De tels outils devraient pouvoir être mis sur pied et institutionnaliser au niveau d'une région pour faciliter la participation des acteurs au développement de leur région, par un partage de connaissance et d'informations.

124. Enfin certains outils de S&E développés au PADANE sont encore en développement (mesure de la pauvreté rurale, seuil de pauvreté, etc.), d'autres sont stabilisés (gestion quotidienne du Projet, mais non encore appliqués à grande échelle.

125. La fonction de S&E est notée insatisfaisante pour les mêmes raisons que la gestion financière: les données n'ont pas été produites à temps et utilisées pour la gestion du Projet.

4.8 Coordination

126. La coordination est une fonction difficile à mettre en oeuvre. Elle est facilitée lorsque les objectifs sont clairs et communs, les programmes de travail connus, des espaces de concertation réguliers pour résoudre les problèmes sans délai et un suivi technique et financier axé sur les résultats fait d'une manière transparente et collégiale. Si en dépit de ces conditions, la coordination ne marche pas, alors il est certain que la décision finale sur l'utilisation des ressources financières joue un rôle déterminant pour forcer les acteurs à travailler d'une manière coordonnée. Quelques exemples mettent en lumière les conséquences d'une insuffisance de coordination:



- Entre les sous-composante AHA et AGR: le fait que les deux composantes n'aient pas toujours pu s'accorder pour mener de concert leurs activités d'organisation et d'appui technique, a occasionné du retard dans la réalisation des apports des bénéficiaires consistant au creusement de canaux et qui était l'une des raisons principales de la non fonctionnalité des réseaux hydro- agricoles en début 2004.
- Entre les sous-composantes AHA et MEVA: les conditions de la maîtrise de l'eau qui ne sont pas atteintes sur certains périmètres (et notamment les problèmes persistants de drainage) ont compliqué les activités de la MEVA dans l'intensification et diminuent l'atteinte de ses résultats.
- Avant 2000, entre le PNVA et la sous composante MEVA: Les ressources humaines ont été apportées majoritairement par le PNVA (80%) et le projet a fait des appuis au niveau de la logistique. Les contraintes relevées à l'époque concernaient des difficultés à assurer une bonne coordination entre les deux entités dont les objectifs n'étaient pas tout à fait les mêmes.
- Entre les sous composantes AGR et DAT. L'AGR était chargé de créer et fonctionnaliser des AGT pour les sites d'intervention de la DAT. Le manque de coordination a rendu difficile, autant la création des AGT que l'aménagement des sites.
- Entre la sous composante AGR et le réseau OTIV pour le problème rencontré en 2005 par les caisses OTIV concernant le remboursement des crédits alloués aux GPPV. En effet, l'AGR qui s'est chargée de la création et fonctionnalisation des GPPV n'a pas transmis aux producteurs la culture de l'épargne, consistant à réserver régulièrement une partie des bénéfices en épargne, si modique que soit le montant mis de côté. Ainsi, durant l'année 2003, année de flambée exceptionnelle du prix de la vanille, les producteurs ont

procuré un niveau de revenu élevé, mais l'absence de cette culture d'épargne a rendu impossible le remboursement, par certains producteurs, des crédits octroyés en 2004, après la chute vertigineuse du prix de ce produit. C'est maintenant l'OTIV qui est en difficulté à cause d'une somme importante de crédit à recouvrer.

127. La fonction de coordination est notée insatisfaisante; encore une fois ce n'est pas une tâche facilement exécutée ni à laquelle les participants acceptent de se plier. Il faut des outils de coordination, tels que le PTBA, un cadre logique commun, les tableaux de bord pour le suivi technique des résultats, le suivi financier et le suivi des marchés. L'insuffisance de coordination est souvent source de résultats moindres et de gaspillage de ressources. Le développement régional étant une affaire de coordination de plusieurs acteurs, l'expérience du PADANE en tant que projet intégré, devrait servir d'exemple pour les structures de relève.

V COÛT ET FINANCEMENT

128. Le coût du projet prévu au RPE était de 16,9 millions USD ou 10,8 millions DTS, toutes sources de financement confondues(annexe 11). Le taux de décaissement en fin de projet est de 83% globalement, mais d'une manière plus détaillée, ce taux de décaissement par source de financement est 90% pour le prêt FIDA, 97% pour le don de l'ONG DID, 41% pour la contribution du Gouvernement et 64% pour la contribution des bénéficiaires. La faible contribution du Gouvernement et des bénéficiaires s'explique en partie par le faible taux de décaissement sur les catégories taxables (véhicules et équipements décaissés seulement à 43%), et par le taux de change qui était défavorable à la monnaie nationale utilisée par le Gouvernement et les bénéficiaires. Ainsi le financement du projet a été assuré à 81% par le FIDA, 3% par DID, 11% par le Gouvernement et 5% par les bénéficiaires.

129. Les projections financières au départ ont été pertinentes pour la composante Finances rurales et sous composante Appuis aux groupements car il y a adéquation entre les résultats prévus et atteints, les activités réalisées et les taux de réalisations financières. Pour les autres composantes ou sous composantes, les programmes prévus d'activités ont connu des modifications sensibles soit en terme de quantité réalisée (Routes, Actions sur tanety, Appuis aux initiatives locales des communes), ou d'approche (Vulgarisation PNVA - Mise en valeur sous forme de gestion participative des périmètres et coûts unitaires pour la réhabilitation des micro-périmètres). Ces modifications étaient justifiées et les équipes du Projet (PADANE, FIDA, UNOPS, Gouvernement) ont su les mettre en place. Mais ces modifications ainsi que le lent démarrage du Projet et la décision de procéder à une année de transfert pour consolider les acquis se reflètent sur les réallocations financières rendues nécessaires une première fois à mi-parcours (en 2001) et en 2004.

130. Les fonds du projet ont été décaissés pour les fins auxquels ils ont été prévus, tels que les tableaux des décaissements par composante et catégorie de dépenses (annexe 10), ainsi que les résultats présentés dans le chapitre précédent l'attestent:

- Les taux de décaissement des composantes par rapport aux prévisions du RPE sont de 87% pour la composante Appuis aux groupements, 77% pour la composante Appuis à la production agricole et 37% pour la composante Infrastructures routières, 89% pour les Finances rurales et 119% pour la Coordination du Projet. Le faible taux de la composante routière est confirmé aussi par le taux de décaissement des fonds réalloués pour la catégorie Travaux Routiers: 57%.
- Les réallocations ont été faites par catégories de dépenses. Ainsi les taux de décaissement des catégories de dépenses par rapport aux réallocations sont de 101 % pour les travaux sur les bureaux, 57% pour les routes, 87% pour les aménagements hydro agricoles, 59% pour les véhicules, 92% pour l'assistance technique, les études et la formation, 96% pour l'ONG partie A, 94% pour le personnel et indemnités, 43% pour les fonds spéciaux (crédit et cyclones) et 73% pour le fonctionnement.

131. Les fonds du projet ont été répartis entre les composantes et sous composantes de la façon suivante: 10% pour l'appui aux groupements, 4% pour la gestion participative et les initiatives locales des communes, 10% pour l'intensification agricole, 28% pour les aménagements hydro agricoles, 1% pour les opérations sur tanety, 11% pour la réhabilitation des pistes rurales, 9% pour les finances rurales et 27% pour la coordination du Projet.

- Les difficultés rencontrées par la sous composante Opérations sur Tanety, opération sensible comme décrit dans les résultats, est sans doute liée en partie au peu de ressources financières prévues.
- La part relativement importante affectée à la coordination du Projet (27 % au lieu de 17% au RPE) s'explique par les décisions de réorganisation prises en cours de projet, par le prolongement du Projet et par les investissements non prévus et réalisés pour le système d'information et de S&E.

132. Et la répartition des fonds du projet par catégorie de dépenses a été la suivante³: 33% pour les travaux de génie civil, 6% pour les véhicules et équipements, 25% pour l'assistance technique, études et formation, 10% pour l'ONG partie A, 8% pour le Personnel et indemnités, 1% pour les fonds spéciaux et 19% pour le fonctionnement. Ainsi la majeure partie des dépenses du Projet ont porté sur des dépenses "soft" de type: personnel, études, assistance technique, ONG, fonctionnement. Avec la fin du projet, c'est tout ce système d'organisation qui s'arrête.

133. De ces analyses, il ressort aussi que les frais de gestion d'un projet sont souvent sous estimés au moment des projections en rapport avec la charge de travail d'une cellule de coordination, telle que décrite dans la section précédent. Une meilleure appréciation des tâches pour chacune des fonctions de coordination permettrait d'améliorer ces projections.

134. Enfin, le taux de rentabilité interne a été recalculé dans le rapport d'Evaluation d'impact du projet, Partie Etudes de cas. Les éléments considérés sont les coûts du projet et les bénéfices économiques générés par les deux productions majeurs Riz et Vanille. Sur la base des données et hypothèses précisées dans cette étude, le taux de rentabilité économique pour l'ensemble du projet est estimé à 9%. Il avait été estimé à 19% dans le RPE et à 11% selon l'analyse de sensibilité si des retards étaient pris dans les bénéfices sur 2 ans.

VI BILAN GÉNÉRAL: RÉALISATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DU PROJET

135. L'objectif de développement du projet était d'améliorer les niveaux et conditions de vie des petits producteurs en milieu rural, en particulier des populations les plus pauvres. Le bilan général du Projet face à l'atteinte de cet objectif a été établi à travers une évaluation d'impact par les bénéficiaires en rapport avec les activités réalisées par le Projet conduite en 2005. Cette évaluation a utilisé le cadre de référence de l'analyse d'impact sur la pauvreté rurale. Elle a porté sur 254 ménages AUE, 163 ménages GPPV et 60 ménages témoins, soit au total 477 ménages, dont 30% de femmes chefs d'exploitation, ainsi que sur 9 communes. Les ménages enquêtés étaient répartis en ménages pauvres, moyens et riches.

³ Pour les taux de décaissement par catégorie de dépenses, les calculs ont pu être faits avec les données réallouées, inscrite dans l'annexe 11. Ce calcul n'était pas possible pour les composantes, car les réallocations se faisaient par catégorie de dépenses et non par composante.

136. 6 domaines de changements, numérotés ici de a) à f) ont été explorés avec les trois types de bénéficiaires (ménages, groupements, communes).

- (a) Biens matériels et financiers
- (b) Capital humain
- (c) Capital social et moyens d'action des populations
- (d) Sécurité alimentaire
- (e) Environnement
- (f) Institutions, politiques et cadre réglementaire

137. Pour chaque domaine, les changements perçus par les bénéficiaires et auxquels le projet a contribué sont identifiés, ainsi que la direction du changement (+, 0, -) et l'indicateur attestant cette perception, avec souvent des mesures de l'envergure du changement, pour la classe de ménages pauvres. Tous ces éléments sont détaillés en annexe 5.1.

D'une manière particulière, concernant l'impact sur les femmes: (annexe 12)

138. Les femmes sont bien présentes dans les groupements (25% au sein des AUE et 27% au sein des GPPV). En ce qui concerne leur participation aux activités autant au niveau des AUE qu'au niveau des GPPV, elles sont moins assidues que les hommes, ce qui peut s'expliquer par le fait que l'entretien des réseaux est une activité physique difficile. Le taux de participation des femmes chefs d'exploitation aux réunions de formation est similaire à celui des hommes.

Les chefs d'exploitation femmes ont profité plus de l'action micro-crédit que les hommes. La part d'épargne au sein des OTIV est plus élevée pour les femmes que pour les hommes. Cet aspect des choses démontre plus de maturité de la part des femmes dans la conduite de leur exploitation.



139. **D'une manière globale**, le degré d'atteinte de l'objectif de développement du Projet, tel que mesuré sur la base des impacts perçus par les bénéficiaires, est:

- Un changement dans la proportion des catégories de pauvreté, avec une réduction de 9% des ménages appartenant à la catégorie pauvre, entre une situation avant et après projet, reconstituée au moment de l'évaluation d'impact.
- Une amélioration perceptible (annexe 5.2) des conditions de vie des ménages pauvres des AUE et des GPPV ayant bénéficié de l'appui du projet par rapport aux ménages témoins, avec les principaux types d'impact observés sur l'organisation paysanne (impact élevé), sur le système de production du riz, sur la sécurité alimentaire, sur le revenu des ménages⁴, et sur l'accès au crédit rural (impacts moyens).

⁴ La notion de revenu des ménages, dans le contexte culturel de la ruralité malgache, ne s'applique pas nécessairement à de l'argent sonnante et trébuchante, mais par exemple, sur le nombre de têtes de bétail ou sur les connaissances, ce qui pourrait expliquer l'impact perçu par les paysans sur le revenu.

140. Ainsi, en 9 ans de vie, le projet a traversé des crises internes (problème de coordination et de gestion), mais aussi des crises (cyclones, crise politique, chute du prix de la vanille) et des opportunités externes (flambée du prix de la vanille). Le bilan général par rapport à l'atteinte de l'objectif de développement du projet est positif et il est important de noter que la clôture du Projet et l'enquête d'évaluation d'impact auprès des ménages bénéficiaires intervient dans un contexte plutôt défavorable, une année et demi après la chute du prix de la vanille.

141. En apportant une structure dynamique orientée vers l'action de développement (organisation, accès aux investissements, culture de l'épargne), le Projet PADANE a permis d'atténuer les effets négatifs de la conjoncture (cyclone, chute du prix de la vanille) sur les ménages pauvres, et crée un environnement favorable à la relance par l'ensemble des ménages (riches, moyens, pauvres) de certaines activités productives (riziculture, vanille). Cette dynamique a été facilitée par la logique de résultats, et la responsabilité rattachée à leur atteinte, ainsi que les ressources disponibles. L'encadrement externe (du niveau central ou international) a permis d'insuffler à cette dynamique une capacité d'évolution.

142. Ainsi, le projet n'a pas été passif face aux événements et a eu la capacité et une responsabilité reconnue pour agir. Il a su atténuer les effets externes négatifs, mais n'a peut être pas su saisir les opportunités liées au prix exceptionnellement favorable de la vanille.

VII EVALUATION DE LA DURABILITÉ DU PROJET

143. Cette partie du rapport vise à accroître la durabilité des acquis perceptibles en fin de projet, en mettant en lumière les risques au moment du transfert vers les structures de relève.

Capacités institutionnelles et gestionnaires

144. La dynamique d'organisation et de gestion d'un développement intégré mise en place par le Projet peut être reprise par la Direction régionale de développement rural (DRDR), à travers notamment 4 services concernés par l'intensification agricole, le génie rural, les organisations paysannes et le S&E. Les outils méthodologiques et les matériels de formation, ainsi que la bibliothèque électronique du PADANE ont été transférées au DRDR et constitue une mémoire aisément accessible.



145. Par ailleurs, certains services ne disposent pas les formations de base pour exercer leurs fonctions: outils d'appuis aux organisations paysannes, outils de S&E, outils de gestion et coordination. De plus, le nombre de ressources humaines est nettement moins élevé qu'avec le projet, ce qui obligera la DRDR a organisé son travail différemment, avec, par exemple, un usage plus grand des moyens de communication avec les organisations paysannes à travers des émissions de radio ou des ateliers de partage de connaissances. Un second moyen serait de contracter une partie des prestations de services aux groupements (conseils techniques, conseils en organisation), mais il faut développer cette approche en conformité avec les politiques nationales de gestion décentralisée.

146. Enfin, la particularité des appuis apportés aux groupements était son exécution par un prestataire de service. A la fin du projet, et en l'absence de nouveaux projets dans la région, les perspectives de marché pour l'ONG et les animateurs qu'elle a formé, sont faibles. Le projet a formé beaucoup d'agents qui connaissent désormais bien le milieu et sont connus du milieu. Les services

déconcentrés de l'Etat n'ont pas l'habitude comme les projets de contracter des services aux privés. Les procédures existent-elles?

Structures participatives mises en place

147. Les structures participatives mises en place dans le projet sont relativement dispersées pour ce qui a trait à la programmation, le suivi, et l'évaluation des résultats: les périmètres, les associations, les communes. Les activités réalisées en 2005 ont eu pour but de renforcer les capacités de ces associations et communes dans le domaine de la programmation et le suivi de leurs activités et résultats, mais un travail soutenu doit être poursuivi. Une grille d'évaluation des associations a été mise au point par le CDD et pourrait servir à mieux cibler les activités vers les associations en réponse à leurs besoins spécifiques.

148. Au niveau régional, la structure participative prévue à travers le Groupe de travail pour le développement régional n'a pas trouvé prise avec le Projet; peut être avec le Plan de développement régional, ce sera possible, cela dépendra des hommes et de leur capacité et intérêt à vouloir assurer une coordination entre les acteurs de développement présents dans la région, dont l'OTIV, les opérateurs économiques des filières, les associations et chambres d'agriculture, les services techniques privés et publics, les autres projets.



Environnement politique et mesures de soutien

149. Les appuis apportés par le niveau central sont très importants et le risque est grand de les voir disparaître, car ils étaient pris en charge par le Projet. Ces apports permettent aux cadres des régions de se former sur les nouvelles orientations politiques, les programmes offrant un financement accessible aux régions, des outils harmonisés de gestion, et pour le niveau central, ces appuis permettent de mieux connaître la réalité des conditions de terrain. En annexe, une note a été préparée suite aux rencontres de terrain pour ce rapport d'achèvement, identifiant certains besoins d'appuis centraux pour la DRDR. (annexe 13)

Viabilité économique et financière

150. Les groupements et associations paysannes ont une viabilité financière fragile, pour laquelle il y aurait lieu de renforcer leurs capacités. Le module de formation sur le budget familial offert dans le cadre de la sous composante Appuis aux groupements pourrait être diffusé plus largement, ainsi que des appuis sur la gestion, sur les calculs de coûts de production, sur la commercialisation qui pourraient être des thèmes de formation et sensibilisation pour renforcer les capacités des membres et de leurs associations.

151. L'OTIV est une institution financière bien implantée dans le milieu qui demeurera peu importe la présence ou non de projets. Sa survie est assurée par la qualité de gestion de ses cadres, leur capacité à répondre aux difficultés, mais aussi à innover et à développer leurs services en réponse aux besoins du milieu. Ceci est assuré actuellement par un encadrement apporté par la DID pendant encore 2 ans à partir du niveau central et par les partages d'expérience avec les 4 autres réseaux d'OTIV et l'évolution envisagée vers une fédération (MADOTIV) sur la base d'activités communes avant de formaliser une telle structure qui aura un impact financier, en raison des cotisations des unions qui seront requises.

152. La survie de cette institution dépend aussi du niveau de sensibilisation des membres et des autorités sur l'importance de l'épargne et du remboursement des crédits. Ceci nécessite un suivi rapproché sur le terrain qui doit être apporté par la commune et les responsables de l'association. A cet égard, le tableau de bord suivi par chaque OTIV, devrait pouvoir être partagé, lu et analysé avec les responsables communaux et les responsables des associations pour agir en conséquence.

153. Enfin, l'agrément de l'OTIV en tant qu'institution financière est toujours en attente au niveau de CPSF. L'adoption de la nouvelle loi des finances indique un délai de 2 ans, cependant le décret d'application n'est toujours pas disponible. Le délai d'un agrément ou tout au moins d'un récipissé de l'union de OTIV en tant qu'association est le 30 juin pour permettre le transfert du matériel du PADANE à l'OTIV.

154. En ce qui concerne la capacité financière des services techniques de la DRDR, celle-ci est aussi limitée avec un budget annuel⁵ de 273 millions d'AR toutes activités confondues (incluant l'élevage et la pêche qui ne concernaient pas le PADANE et incluant aussi des ressources financières apportées par le PADANE pour certaines des activités inscrites) comparativement à 2,0 milliards d'AR pour le budget 2005 réalisé par le PADANE, soit dix fois moins de ressources financières. Des analyses plus fines pourraient être faites, en ne gardant par exemple que les budgets pour des activités similaires, cependant, il ne faut pas perdre de vue le message clé: le rythme d'activités de développement sera inévitablement moindre à un moment où les bénéficiaires sont mobilisés.

Les sources de financement pour les investissements des exploitants agricoles, des communes et des associations

155. Un projet a toujours une durée de vie déterminée. Certains grands projets présents dans la région en même temps que le PADANE (DIF, PSDR) vont clôturer d'ici une année. D'autres sources de financement pour les investissements devront être trouvées par la région, et les cadres des services techniques ont un rôle grandissant à jouer, tant au niveau central que régional pour assurer la programmation de projets réalistes, porteurs de résultats de développement et répondant aux besoins des exploitants agricoles.

Considérations d'ordre environnemental

156. La question des dégradations de l'environnement autour des périmètres réhabilités, de même que la question de la sécurisation foncière, (injustement liée à cette question d'environnement) sont deux aspects pour lesquels le PADANE a tout juste ouvert la voie. Avant de poursuivre il faudrait prendre le temps d'inscrire une action dans un cadre stratégique national.



VIII PERFORMANCE DES STRUCTURES

FIDA / UNOPS

157. Par ses missions de supervision, le tandem UNOPS/FIDA s'est chargé réellement du pilotage du projet.

158. Neuf missions de supervision (annexe 7) ont été assurées sur le terrain à raison d'une visite par an en moyenne et pour une dizaine de jours. Chaque mission était souvent assurée par le Portfolio Manager de l'UNOPS et un consultant international, souvent le même, ce qui présentait beaucoup

⁵ Source: Rapport annuel d'activité 2005 de la DRDR

d'avantages dans le cadre du suivi des opérations mais qui pouvait limiter aussi les points de vue sur certains aspects spécifiques du projet.

159. L'analyse des rapports de supervision laisse entrevoir le sérieux dans le suivi. Beaucoup de recommandations sont émises en tenant compte des points faibles et des points forts constatés. Il faut mentionner toutefois que parfois, ces recommandations ne sont pas suffisamment discutées avec les parties prenantes et que malgré leurs pertinences elles ne sont suivies d'actions que tardivement (cas des recommandations sur la commercialisation de la vanille par le système de vente groupée, recommandations émises non seulement tardivement mais qui n'a pas fait l'objet d'une approche approfondie pour être réellement opérationnelle au niveau du projet).

160. La mission de supervision a notamment joué un rôle très important dans la relance du projet après la crise qu'il a traversée en 2000, en ayant pu adresser des recommandations très efficaces et pertinentes.

161. A noter toutefois que tout comme la direction du PADANE, en l'absence d'un système de suivi évaluation fonctionnel, les missions de supervision se sont contentées des rapports d'activités, des entretiens et observations réalisés durant les quelques jours de mission pour apporter les analyses et recommandations.

162. Il est regrettable que les missions de supervision n'aient pas pu analyser en profondeur les aspects qualitatifs sur les réalisations en se basant prioritairement sur les résultats quantitatifs.

Le gouvernement

163. L'Accord de prêt a été respecté et le fonds de contrepartie assuré, bien qu'à un niveau moindre que prévu. La contribution du Gouvernement a fait régulièrement l'objet d'inscription au PIP et a été mise en vigueur par la Loi des Finances.

164. Des appuis ont été apportés par le Ministère de Tutelle, notamment à travers les directions des systèmes d'information (DSI), d'appuis aux investissements ruraux (DAIR), d'appui à la production agricole (DAPA) et d'appui à la professionnalisation des producteurs (DAPP) pour des aspects techniques, de contrôle des travaux et de coordination, gestion et prolongation du projet. Ces appuis ont toujours été très appréciés par le projet. (Annexe 14)

L'ONG DID

165. L'ONG DID (Développement International Desjardins) fait partie du groupe Canadien Desjardins qui travaille dans plusieurs pays du monde dans le secteur bancaire et du crédit. Se chargeant de la création et fonctionnalisation de l'OTIV dans la zone du projet, il a parfaitement rempli son rôle en atteignant à temps tous les objectifs physiques et financiers du projet.

166. A noter, que DID a apporté une partie du financement du projet par la prise en charge des assistances techniques durant trois ans et des audits financiers des caisses.

167. Dans le domaine très particulier de promotion du crédit rural, l'intervention d'organisme spécialisé et de renommé comme le DID est un atout très appréciable et auquel, l'on ne peut pas s'en priver. Les points forts concernent les compétences éprouvées de l'organisme en la matière et sa bonne assise financière.

Comité de pilotage

168. Un comité de pilotage existe. Son rôle consiste à assurer le respect des procédures nationales et spécifiques, approuver le PTBA et les rapports périodiques du projet. Sa composition a changé par rapport aux prévisions du RPE. Il est composé actuellement des directions techniques du

MAEP (DAIR, DAPAG, DAPP, DSI) et présidé par le Secrétaire Général du MAEP. La participation des délégués régionaux, des représentants des maires et représentants du secteur privé n'est plus effective.

169. Le Comité de pilotage devrait tenir deux réunions par an. Dans la pratique cette fréquence est réduite à une réunion qui consiste surtout à examiner le PTBA.

170. Le comité de pilotage n'a pas réellement rempli son rôle de pilotage du projet. Il a tenu ses réunions annuelles prévues mais d'une manière globale, le projet n'a pas tiré d'avantages tangibles du comité de pilotage. Le comité rédige à l'issue de chaque séance annuelle des procès-verbaux avec des recommandations écrites mais aucun suivi sur la mise en application n'a réellement lieu. Les missions de supervision de l'UNOPS/FIDA qui assurent le véritable pilotage du projet, par l'intermédiaire de leurs rapports annuels de supervision, ne tenaient pas réellement compte des recommandations du comité.

Comité des maires

Le Comité des Maires est une organisation prévue initialement pour représenter les bénéficiaires, orienter le projet et coordonner les demandes issues des communes. Trois membres du Comité des Maires font partie normalement du Comité de pilotage. Si cette organisation a été fonctionnelle de 1999 à 2001, malheureusement elle ne l'est plus depuis 2003.

Conseils communaux

171. Dans l'ensemble les relations du projet avec les communes sont bonnes. Il faut mentionner toutefois le manque de communication entre le projet et les nouveaux maires élus en 2004. Pour assurer l'efficacité du transfert de certaines responsabilités aux communes, la reprise des informations des maires sur le projet s'avère indispensable.

L'ONG CDD (Coordination Diocésaine pour le Développement)

172. La CDD s'est chargée de l'aspect opérationnel de la composante AGR. Son premier contrat de 2 ans à partir de juin 1998 a été suivi d'un avenant de 7 mois pour compléter l'année 2000 et de 12 mois pour couvrir l'année 2001. Puis viennent ensuite des prolongations dont la première de janvier 2002 à décembre 2003, puis la seconde jusqu'à la fin de l'année 2004 et la dernière jusqu'à 2005.

173. Une évaluation de la performance de cette ONG, en décembre 2001, a donné une réorientation de ses activités pour se concentrer sur les aspects socio-organisationnels en délaissant les aspects techniques.

174. Ses effectifs ont été de 10 en 1998, jusqu'à 22 en 2004/2004, puis 13 en 2005, à la clôture du Projet. Au plus fort des interventions de l'ONG, le ratio d'encadrement moyen (groupement encadré par agent) est de 15, qui à priori semble être élevé, mais la confrontation avec le tableau d'activités par association montre la possibilité de réaliser les activités avec ce ratio. Le départ et le recrutement fréquents d'animateurs ont baissé le niveau de performance de la structure à cause de problèmes sur la continuité du travail. Seuls ceux qui ont été recrutés au début du projet ont pu bénéficier des formations. La mise en confiance des bénéficiaires n'était plus assurée en voyant leurs animateurs qui changent de temps en temps.

175. Les points forts sont la souplesse dans son mode d'organisation interne, c'est un organe spécialisé dans le domaine de l'appui aux groupements, il est bien implanté dans la zone. Les faiblesses constatées se situent au niveau du manque de rigueur en ce qui concerne la coordination avec le PADANE, l'assistance aux réunions, la remise des rapports, les fiches de suivi des associations. Cette organisation a été perturbée par des fréquents retards dans le paiement des factures.

L'équipe chargée de la sous composante Mise en valeur (MEVA)

176. La structure de cette sous composantes (appuis par le PADANE apportés au PNVA) a été mise en cause dès les premières années du Projet en raison du manque de coordination, de certaines divergences entre les objectifs du Projet et du PNVA, des confusions dans le financement des deux entités, trop d'agents de terrain et peu de personnel d'encadrement au niveau du Projet.

177. A partir de 2003, la structure légère mais efficace (avec une bonne coordination et organisation générale interne) constitue un point fort, notamment par une bonne approche générale et une bonne complémentarité entre les formations apportées, les appuis continus et les activités de support (multiplications de semences par exemple), ainsi que par un suivi et contrôle interne par des descentes périodiques sur le terrain et le recoupement des chiffres obtenus de la base (animateurs de périmètres) avec des observations directes, l'implication d'organismes spécialisé dans des activités nécessitant des compétences particulières (FOFIFA, TEFY SAINA,) et le renforcement de la capacité technique très bien assimilé et apprécié par les agents de la sous composante. Ratio d'encadrement élevé durant la deuxième moitié du projet.

178. La sous-composante mettait au point un système d'activation et de suivi des collectes de données par la descente régulière de ses cadres sur le terrain pour assembler les chiffres auprès de la base et de faire les recouplements et vérifications qui s'imposent.

179. L'approche en matière d'appui et encadrement privilégié par le projet est l'approche par groupement et non à l'individuel. Avec un ratio d'encadrement moyen de 3,08 groupements par agent, le taux semble à priori adéquat. Toutefois, dans le cadre d'appuis techniques agricoles, l'approche individuelle est quelquefois incontournable, étant donné que chaque producteur peut éprouver ses propres difficultés en liaison avec ses caractéristiques propres. Cette analyse confirme en partie les appréciations des producteurs membres d'AUE, des appuis apportés par l'AVB/AP. En effet, 41% d'entre eux seulement ont jugé les appuis suffisants et efficaces contre 27% les ayant jugés de niveau moyen et 32% qui ont jugé n'ayant bénéficié que peu ou pas d'appui. Les problèmes évoqués sont en liaison avec le décalage entre le passage ou la disponibilité des agents par rapport à la manifestation des besoins d'appuis chez les producteurs.

ONG Tefy Saina

180. Des nombreux points forts ont été relevés concernant les interventions de cet organisme pour les formations techniques agricoles:

- approche théorique et pratique à la portée directe des paysans producteurs;
- supports de formations simples et opportuns;
- personnels formateurs ayant généralement des bonnes capacités techniques et d'approches;
- système d'auto-évaluation des résultats des formations;
- bonne entente générale avec la MEVA.

181. Les points faibles se situent particulièrement au niveau du manque de rigueur à la production des rapports d'activités.

L'équipe chargée de la sous composante Aménagement hydro agricoles (AHA)

182. Les points forts se situent au niveau d'une procédure simple et d'un mode opératoire peu coûteux, des procédures de passation de marchés conformes aux réglementations des marchés publics. Les faiblesses ont été constatées dans l'absence d'une cellule d'études indépendantes, d'un manque de rigueur sur certains aspects des études, d'un ratio d'encadrement trop élevé pour le contrôle et suivi des micro périmètres.

L'équipe chargée de la sous composante Développement d'actions sur tanety (DAT)

183. Points forts: implication du service de la topographie et du domaine et implication des AUE dans les activités sur Tanety. Points faibles: Programme d'aménagement ambitieux et innovant, rotation fréquence du personnel ne permettant pas une réelle continuité des activités.

L'équipe chargée de la composante Pistes rurales

184. Problème persistant de coordination entre le PADANE et la SUBTP, qui ne relève pas du Ministère de tutelle. Toute la responsabilité des résultats a retombé sur le responsable technique recruté par le PADANE.

Entreprises de travaux

185. Le projet a fait appel abondamment aux services d'entreprises et surtout de PME dans le cadre des travaux de construction de réseaux hydroagricoles. En effet, les travaux hydroagricoles ont nécessité 207 contrats attribués à un ensemble de 96 PME, pour un montant total de l'ordre de 2,653 milliards de ARIARY. Par ailleurs, des travaux confortatifs ont été confiés à des tâcherons : 69 contrats totalisant 250 millions d'ARIARY attribués à 55 tâcherons.

186. Les travaux routiers ont été confiés à trois entreprises de travaux, pour un montant total de l'ordre de 1,043 milliards d'ARIARY.

187. Les PME locales étant jugées très peu fiables en début du projet, le projet a organisé des chantiers écoles dont le principal objectif était de former les PME locales aux travaux de construction d'ouvrages de génie civil.

188. L'audit technique réalisé par le projet en début de l'année 2004, sur la fonctionnalité des ouvrages hydroagricoles, a décelé une part de responsabilité non négligeable des PME sur les problèmes constatés. Ces problèmes d'exécution sont de diverses natures, allant de la difficulté à reproduire correctement les ouvrages tels qu'ils sont présentés dans les plans d'exécution à des malfaçons et problèmes de mise en œuvre, surtout au niveau de la finition. Des manques de ressources et de moyens étaient également constatés chez les PME, causant des retards très importants dans l'exécution des travaux. En effet, des travaux prévus à être exécutés en 90 jours ont pris, en moyenne 160 jours, ce qui représente une prolongation moyenne de délai de 78%.

189. Du point de vue efficience, si la prévision initiale en matière d'aménagement hydroagricole visait un coût de réhabilitation à l'hectare de 700.000 AR, le coût à l'hectare moyen des réalisations est le double (1,4 millions d'ARIARY) sans compter les travaux confortatifs. A noter cependant qu'un phénomène d'inflation très important a sévi durant ces années d'activités du projet ce qui a rendu impossible l'exécution des travaux avec les prévisions de la RMP.

190. Le coût au kilomètre des travaux de réhabilitation des pistes de l'ordre de 30,634 millions d'AR/km reste, quant à lui, dans les normes par rapports à des travaux équivalents réalisés à Madagascar.

IX ENSEIGNEMENTS TIRÉS

Pour la conception / mise en oeuvre du Projet

191. Une lecture claire et largement partagée de la logique d'intervention d'un projet (la chaîne de résultats aussi appelée la hiérarchie des objectifs) est un préalable à toute opération et est un élément mobilisateur de tous les centres de responsabilité. Le projet a été planifié (1995- 1996) à une époque où l'outil du cadre logique était encore peu utilisé ce qui peut expliquer le flou artistique dans la logique d'intervention initiale. Ceci a certainement affecté le démarrage du Projet, ainsi que la difficulté qu'a éprouvé chacun à trouver sa place et comprendre ce qu'on attendait de lui. On peut aussi se demander pourquoi il a fallu autant d'années avant qu'une action décisive, l'élaboration du cadre logique, soit réalisée en 2001. Le rôle des Comités de pilotage ou Missions de supervision apparaît clairement dans de tels cas, pour éviter de longs délais avant la levée des contraintes rencontrées dans la réalité.

192. Dans toute forme d'organisation, mais particulièrement dans un projet intégré, il y a un risque de dispersion des efforts et des ressources. Lorsque des résultats mitigés sont obtenus sur le terrain, par exemple (les appuis aux initiatives locales, les actions sur tanety, ou les périmètres réhabilités mais non cultivés), cette dispersion peut rapidement devenir synonyme de gaspillage de ressources quand il ne reste plus rien après un projet.

193. Une seconde difficulté d'une approche intégrée est liée à la capacité d'une équipe de travail à mobiliser et appuyer un grand nombre d'acteurs différents en même temps et avec des résultats sur le terrain. Cela a été vrai pour la composante Appuis aux groupements pour les 7 types d'associations créées au départ et pour la cellule de coordination du Projet pour les différents services techniques publics et privés spécialisés. Une part du succès d'une approche intégrée est laissée à la personnalité du responsable de la coordination, mais des outils techniques de management existent pour faciliter cette tâche: des objectifs communs clairs, axés vers des résultats quantitatifs mais en même temps qualitatifs, ainsi que des outils de programmation, S&E clairs

194. Les approches partenariales se sont révélées être un point fort du Projet. C'est une stratégie qui devrait être consolidée par les structures de relève des services publics, car elles comportent les avantages suivants:

- Souplesse dans le mode d'organisation interne (procédure administrative et opérationnelle)
- Organe spécialisé dans le domaine
- Organe socialement bien implanté dans la zone et intégré dans l'environnement physique et socio-économique
- Promotion de la compétence locale.

195. Toutefois, cette approche nécessite parfois le renforcement des capacités par des formations données par le Projet et une approche systématique de la supervision et du contrôle de qualité, ce qui est actuellement une faiblesse structurelle.

196. La gestion des ressources humaines est une tâche difficile, laissée au directeur qui se base généralement sur son expérience et sa personnalité pour assumer cette fonction. Aucun des deux directeurs n'est satisfait de l'exercice de cette fonction. Une initiation serait sans doute utile pour aider à assumer cette fonction à partir du moment où l'équipe du projet constitue une forme d'organisation qui doit être performante.

197. Le suivi financier est un élément de base pour le pilotage d'un projet par les différents centres de responsabilité. L'utilisation d'un logiciel financier qui permet un paramétrage analytique est un puissant outil, qu'il faut apprendre à utiliser. L'étape du paramétrage du logiciel financier intervient en

début de projet et doit faire appel aux financiers mais aussi aux techniciens. C'est une étape clé, car il ne peut être modifié en cours de projet pour ne pas perdre les séries de données financières constituées au fil des ans. Le choix de la monnaie de présentation des données financières est aussi un élément important pour permettre au technicien d'apprécier le coût financier en rapport avec les résultats techniques. Comme plusieurs intervenants s'intéressent au pilotage d'un projet, il serait souhaitable d'utiliser la monnaie locale et une monnaie aisément utilisée internationalement; le DTS devrait être réservé au suivi du prêt seulement.

198. Les faiblesses relevées sur les fonctions de supervision, S&E appellent une leçon à tirer: en l'absence d'exigences claires, de données précises et de formats de tableaux qui parlent, la supervision et le S&E ne peuvent jouer leur rôle en tant que fonction interne de contrôle de qualité et de formation, et de pilotage. Des outils, des directives claires en matière de S&E sont nécessaires pour permettre à toutes les structures du projet de programmer, rendre compte de leurs activités et de contribuer au bon fonctionnement du système d'information et de pilotage du Projet. C'est en utilisant les informations d'une manière régulière pour décider et piloter ses activités que la qualité des informations s'améliore. Il n'existe pas de directives du Ministère pour les supervisions, ni pour le S&E.

199. Enfin, l'année de transfert a été une période de préparation très positive: conduite d'activités conjointes avec les structures de relève, diminution progressive des ressources humaines, temps nécessaires pour mettre à jour le patrimoine, initier des activités nouvelles (atelier inter associations) porteuses et à moindre frais pouvant plus aisément être mises en place par les structures de relève, temps requis pour finaliser les bases de données et l'archivage électronique des documents générés par le projet. Au total, il faut bien compter une année, dans les conditions du milieu, pour en pas faire ces tâches importantes à la sauvette. Ainsi dans le calendrier de mise en oeuvre d'un projet, le temps nécessaire pour mobiliser les ressources au démarrage est donc similaire à celui pour les démobiliser et assurer un transfert des acquis. 1 an au démarrage, 1 an à la fin, un projet devrait donc avoir une durée de 6 ou 7 ans d'une manière standard.

Indicateurs et données de base pour le S&E dans le secteur agricole

200. Plusieurs indicateurs de résultats de premier et second ont été développés par le PADANE (données de base, mode de collecte, opérations synthèses, présentations) et sont désormais disponibles. Ils peuvent s'appliquer à d'autres projets ou secteurs d'activités similaires: finances rurales, aménagement hydro agricoles, mise en valeur agricole, gestion de projet, groupements associatifs, entretien des pistes rurales. Ils peuvent aussi être mis en cohérence avec les indicateurs suivis au niveau sectoriel (MAEP) ou corporatif (FIDA) pour réduire la tâche de reporting à travers un seul tableau de bord, plutôt que des tableaux de bord pour chaque acteur.

201. La définition des indicateurs de résultats (premier et second niveau) pour un projet devrait toujours comporter un élément quantitatif ET qualitatif.

202. Les indicateurs d'impact font encore l'objet de travail de recherche & développement à travers les exercices de type diagnostic, évaluation de projet, situation de référence, etc. Un groupe de travail au niveau central (unité de politique?) devrait être constitué pour capitaliser les expériences et accélérer le développement de ce niveau d'indicateurs stratégiques.

203. Un très grand nombre de données de base sont nécessaires pour le suivi des activités de terrain (exemple: Base de données MEVA, AGR et OTIV), cependant il y a lieu de définir le format de tableau de bord qui permettent à toutes les parties prenantes de participer au pilotage de cette activité et d'être informées régulièrement de la situation du système pour mieux orienter son développement et assurer sa survie. Par exemple: l'OTIV a développé un bon système de données de base qui lui permet de produire un grand nombre d'indicateurs. Cependant, la manière de synthétiser et présenter l'information utile aux parties n'est pas encore fixée, avec des variations dans les tableaux de bord suivis par le PADANE et ceux produits systématiquement par l'OTIV pour son suivi interne: le

tableau de bord de l'OTIV porte actuellement sur les crédits en cours, tandis que le PADANE s'intéresse au volume de crédit octroyé et aux différents types de bénéficiaires de ces crédits. Avec la fin du projet, et la nécessité d'un meilleur suivi de l'OTIV par les communes et associations, il serait opportun de décider d'un tableau de bord qui permettent à toutes les parties prenantes de participer au pilotage du système de finance rurales et

204. Evolution des (superficies, et nombre d'exploitants) sous système rizicole traditionnel, système rizicole amélioré (SRA) et système rizicole intensif (SRI), Culture sur brûlis, sont des indicateur difficiles à suivre au niveau régional, ne serait-ce pas plus facile au niveau communal?

205. Le rôle primordial d'une base de données est de servir d'entrepôt d'informations pour l'ensemble des acteurs. Ceci permet à chacun de se référer à une source unique de données plutôt qu'à des informations dispersées dans divers documents et souvent incohérentes entre elles. De plus la fiabilité des informations en souffre. Les chiffres présentés dans les tableaux de résultats du PADANE varient d'un document à l'autre; après plusieurs vérifications effectuées, il faut savoir qu'ils sont indicatifs d'un ordre de grandeur atteint.

206. Les rapports devraient être utilisés d'abord et avant tout par ceux qui le préparent pour leurs propres besoins. Actuellement, ils ne sont préparés que pour ceux à qui ils sont destinés sans savoir l'utilité qui en est faite. Ainsi, on assiste souvent à une multiplication du nombre de rapports à préparer (pour le bailleur de fonds, pour le ministère, pour un document spécial, pour le budget), au lieu d'arrêter un format qui répondent aux préoccupations des partenaires, et qui puissent s'inscrire alors dans une activité routinière qui ne prend pas tout le temps du service, car la priorité devrait être accordée à la livraison du service.

Finances rurales

207. Puissant outil de développement économique durable. Il faut pouvoir l'intégrer dans les projets de développement pour qu'il puisse comprendre les besoins du milieu, et il doit pouvoir bénéficier de l'appui des projets pour la sensibilisation des épargnants et emprunteurs.

208. Types de crédit pour les besoins du secteur rural sont restreints. Par exemple, l'adoption des SRA et de la double culture apparaît étroitement liée à la capacité de disposer d'équipements agricoles (charrue, sarcleuse). L'accès au crédit pour l'achat de cet équipement devrait être un produit disponible auprès de l'OTIV.

209. Les modalités d'octroi pour tous les bénéficiaires sont basées sur la culture de l'épargne. Ceci devrait être une condition sine qua non pour tout crédit, même ceux accordés sur des lignes de crédit externes aux ressources propres de l'OTIV.

Appuis aux groupements ruraux

210. Il faut s'assurer de rejoindre les membres et pas seulement le bureau pour avoir un impact plus grand sur la fonctionnalité du groupement.

211. Le rôle clé des organisations dans la transmission des informations aux chefs d'exploitation apparaît clairement de l'évaluation d'impact des appuis aux groupements. Une véritable stratégie de communication sur pour différentes catégories d'informations (techniques, commerciales et financières) et sur différents supports (émissions radio, ateliers inter- associations) devrait être développée au niveau des services régionaux, d'autant plus que les moyens matériels et humains sont limités.

Appuis à la production rizicole irriguée

212. Un coût unitaire trop bas utilisé pour des travaux d'aménagement hydro agricole et la qualité des travaux réalisé en souffre. La nécessité de travaux confortatifs peut être perçue comme un gaspillage de ressources. Un groupe de réflexion devrait capitaliser l'expérience du PADANE et établir des normes pour la région de la Sava.

213. Les indicateurs de résultats sont nombreux pour le suivi des résultats en matière d'appuis à la production rizicole irriguée et chacun pris individuellement ne permet pas de réellement statuer sur le résultat de la composante. Par exemple, le nombre de périmètres et superficies réhabilités, ne garantit aucunement ni la durabilité des investissements réalisés. Un pourcentage important des superficies potentielles réhabilitées ne sont pas exploitées, la fragilité des réhabilitations effectuées dans les conditions climatiques de la région diminue l'espérance de vie de l'aménagement, une contrainte à l'application du SRI /SRA est la main d'oeuvre additionnelle requise. Un indicateur de résultat devrait être utilisé: des périmètres réhabilités rentables. Un tel indicateur susciterait une approche différente pour l'ensemble des appuis apportés aux périmètres. Des coûts plus élevés pourraient être supportés par une mise en valeur complète des superficies et une organisation des usagers de l'eau serait incitée à apporter plus de services à ses membres et à orienter la production vers une rentabilité. Pour cela, il faut des gens de bons niveaux académiques à proximité des producteurs.



LISTE DES ANNEXES

- Annexe 1: Cadre logique général du Projet
Annexe 2: Tableau Evolution des taux d'équivalence monétaire
Annexe 3 Tableaux des indicateurs de résultats du Projet
Composante Appuis aux groupements
3.1 Sous composante Appuis aux groupements
Réalizations cumulées
a) Création de groupements
b) Dispositif d'appui AGR
c) Formation des associations par thème
Résultats de second niveau. Exemple Evaluation des AUE 2004
Carte Répartition des Associations
Analyse des résultats par type d'association
3.2 Sous composante Gestion participative
Réalizations cumulées
Composante Appuis à la production agricole (APA)
3.3 Sous composante Mise en valeur agricole (MEVA)
Réalizations cumulées
Résultats de second niveau : Année 2004
3.4 Sous composante Aménagement hydro agricole (AHA)
Réalizations cumulées
Carte des périmètres
3.5 Sous composante Développement des actions sur tanety (DAT)
Réalizations cumulées
Résultats de second niveau
3.6 Composante Pistes rurales
Réalizations cumulées
Résultats de second niveau
3.7 Composante Finances rurales
Réalizations cumulées
Résultats de second niveau
3.8 Composante Gestion du projet
Réalizations cumulées Gestion du Projet
Carte des investissements du PADANE
- Annexe 4. Tableaux des indicateurs du RIMS - FIDA
4.1 Résultats de premier niveau
4.2 Résultats de second niveau
- Annexe 5
5 .1: Tableaux des impacts tels que perçus par les bénéficiaires
5.2 : Intensités des Impacts
- Annexe 6 : Cadre de dépenses a moyen terme du MAEP 2005 – 2007 & contribution du PADANE a l'atteinte des résultats sectoriels
Annexe 7 : Relevé des missions de supervision du FIDA / UNOPS
Annexe 8 : Amendements a l' Accord de prêt FIDA no 410-MG
Annexe 9 : La situation du prêt FIDA par catégorie de dépenses, en date du 26 avril 2006 (DTS)
Annexe 10
10 .1: Décaissement annuels du Projet, par composante (USD)
10.2 : 10.2 Décaissements annuels du Projet, par catégories de dépenses (USD)
Annexe 11 : Plan de financement du Projet prévu (selon des dernières réallocations) et réalisé (DTS)
Annexe 12 : Extraits du rapport d'évaluation d'impact, Impacts sur les femmes
Annexe 13 : Appuis centraux pour la DRDR après la clôture du projet

Annexe 14 : Relevé des appuis par les directions centrales

Les annexes statutaires:

Etudes effectuées dans le cadre du Projet

- Voir le Tableau 3.8 Résultats de la composante Gestion du Projet (Réalizations cumulées)

Relevé des missions de suivi.

- Voir le Tableau 3.8 Résultats de la composante Gestion du Projet (Réalizations cumulées) et l'annexe 14. Relevé des appuis par les directions centrales

Point sur la situation en ce qui concerne l'utilisation des services mis en place par le projet et par catégorie de bénéficiaires, y compris des données ventilées par sexe:

- Voir Tableaux des résultats (Réalizations cumulées) pour chaque composante. Données reportées dans le Tableau des indicateurs du RIMS - FIDA

Etat d'avancement matériel du Projet par composante:

- Voir le Rapport de commission de recensement et de réintégration des matériels du Projet PADANE. Mars 2006 dans les archives du PADANE.

Annexe 1 : Cadre logique général du Projet⁶

Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)			Source de vérification/ Investigation	Hypothèses	Intervenants
	IOV	Objectifs	Réalisations Fin de projet ⁷			
Objectif global Améliorer les niveaux et conditions de vie des petits producteurs en milieu rural, en particulier des populations les plus pauvres	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Taux d'accroissement annuel des revenus des ménages ◆ Revenu disponible brut par ménage en 000 FMG ◆ Taux de ménages ayant accès au point d'eau 	<p style="text-align: center;">30 %</p> <p style="text-align: center;">De 7 900 à 10 000</p> <p style="text-align: center;">90%</p>	<p style="text-align: center;">n.d.</p> <p style="text-align: center;">n.d.</p> <p style="text-align: center;">n.d.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Enquête socio-économique ROR - Rapport d'évaluation interne de la Composante AGR 	Evolution du contexte socio-politique	UPSE
Objectifs spécifiques						
1. Renforcement des capacités organisationnelles et de gestion des associations paysannes et des communes	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Capacité organisationnelle : - Pourcentage d'associations capables de tenir de réunions de bilan - Pourcentage d'associations ayant des projets mis en œuvre par rapport aux projets prévus ◆ Capacité de gestion : - Taux moyen de recouvrement de cotisations - Taux d'utilisation du fonds collecté - Pourcentage d'association ayant un compte (journal d'opérations) bien tenu et compréhensible par tous les membres (2) - % des communes ayant trouvé des partenaires pour les investissements socio-économiques - % des communes ayant budgétisé les investissements socio-économiques 	<p style="text-align: center;">100%</p> <p style="text-align: center;">100%</p> <p style="text-align: center;">100%</p> <p style="text-align: center;">100%</p> <p style="text-align: center;">100%</p> <p style="text-align: center;">100%</p> <p style="text-align: center;">100%</p>	<p style="text-align: center;">n.d.</p> <p style="text-align: center;">n.d.</p> <p style="text-align: center;">n.d.</p> <p style="text-align: center;">n.d.</p> <p style="text-align: center;">n.d.</p> <p style="text-align: center;">n.d.</p> <p style="text-align: center;">n.d.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Enquête AGR - PV de réunions des associations - Enquête AGR - PV de réunions des associations - Rapports d'activités - Rapports d'activités - Rapports d'activités - Rapports d'activités - Rapports d'activités 	<p style="text-align: center;">Evolution du processus de décentralisation</p> <p style="text-align: center;">Aléas influençant la production Id</p>	<p style="text-align: center;">AGR</p> <p style="text-align: center;">AGR</p> <p style="text-align: center;">AGR</p> <p style="text-align: center;">AGR</p> <p style="text-align: center;">AGR</p> <p style="text-align: center;">AGR</p> <p style="text-align: center;">AGR</p>

⁶ En 2002, l'équipe du Projet a reformulé plus clairement les objectifs globaux et spécifiques du PADANE ainsi que les objectifs quantitatifs à atteindre en fin de projet. Un atelier sur le suivi/évaluation et la programmation a lieu en octobre 2002 à Tananarive. Suite à cet atelier, le cadre logique du PADANE fut l'objet de séance de réflexion et fut consolidé par le Ministère de l'Agriculture et de l'élevage. Les valeurs non disponibles pour certains indicateurs de fin de projet sont compensées par les bases de données annexées au Rapport d'achèvement pour les résultats de premier et second niveau de chaque composante, ainsi que les tableaux d'impacts tels que perçus par les bénéficiaires.

Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)			Source de vérification	Hypothèses	Intervenants
	IOV	Objectifs	Réalisations			
2. Augmenter la couverture des besoins alimentaires en mettant l'accent sur l'accroissement durable de la production rizicole irriguée et une meilleure gestion des stocks de paddy	- Taux de couverture des besoins en riz	De 7 à 12 mois	n.d.	Enquête socio-économique	Aléas climatiques	AGR
	- Production additionnelle en tonne	5 000 tonnes	n.d.	Rapport d'activités	Id	MEVA
3. Augmenter la valeur ajoutée des produits d'exportation à haute valeur marchande tout en favorisant une meilleure participation des petits producteurs aux décisions prises au niveau de la filière	- Taux de rentabilité de la production de vanille préparée/vanille verte	1,6	n.d.	Rapport d'activités	Id	MEVA , AGR, OTIV
	- Nombre de fédérations communales de planteurs préparateurs de vanille	30	10	PV de réunion	Contexte socio-politique	DDP, AGR
4. Autour de périmètres choisis, assurer la stabilisation des cultures et des sols, assurer un ralentissement de la dégradation de l'environnement	- Taux de réduction de cultures sur brûlis	100	58	Rapport d'activités	Application de la nouvelle réglementation	DAT
5. Assurer une meilleure circulation des personnes et marchandises et une meilleure gestion des pistes aménagées	- Nombre de mois de praticabilité par an	10 mois sur 12	11	Rapport d'activités	Inondations cyclones	DIR, AGR
	- Taux de réalisation de la participation aux travaux d'entretien	100%	n.d.	Rapport d'activités		AGR, DIR
6. Assurer l'accès des petits producteurs aux services financiers de proximité	- Pourcentage de membres / population cible	80%	78% membres GPPV et 40% membres OTIV accèdent au crédit	Rapport d'activités		FR
	- Pourcentage de membres bénéficiant de crédit	35%				
7. Assurer une gestion efficace du projet	- Taux de réalisation de l'ensemble du projet	100%	n.d.	Rapport d'activités		UPSE
	- Taux de réalisation physique/taux de réalisation financière	1	n.d.	Rapport d'activités		UPSE

Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)			Source de vérification/ Investigation	Hypothèses	Intervenants
	IOV	Objectifs	Réalisations			
RESULTATS						
1.1.Opérationnalité des associations et groupements des producteurs ⁸						
AUE /AIA	Nombre AUE/AIA opérationnelles	163	35% d'AUE respectent à plus de 50% les 3 critères de bon fonctionnement	Rapport d'activités		AGR , MEVA
	Taux de réalisation des travaux d'entretien	100%	72 AUE pour 75% des travaux	Rapport d'activités		AGR, AHA
	Nombre de transfert de gérance	163	62	Rapport d'activités		
GPPV	Nombre de GPPV opérationnels	131	n.d.	Rapport d'activités	Disparité des besoins en liquidités	AGR
	Nombre de GPPV commercialisant en groupe leur vanille	100	n.d.	Rapport d'activités		AGR
	Taux d'adhésion des femmes	25%	25%	Rapport d'activités		AGR
	Taux d'adhésion des jeunes	25%	n.d.	Rapport d'activités		AGR
GCV	Nombre de GCV opérationnels	60	n.d.	Rapport d'activités	Disparité des besoins en liquidités	AGR
	Taux d'adhésion des femmes	40	40%	Rapport d'activités		AGR
AGT	Nombre d'AGT opérationnelles	15	1 + 13 AUE			AGR,DAT
	Nombre de plans d'aménagement	15	1	Rapport d'activités		AGR,DAT
AUP	Nombre d'AUP opérationnels	3	3			
	Taux de recouvrement des cotisations	100%	n.d.			
AEF	Nombre d'AEF opérationnelles	75	n.d.	Rapport d'activités		AGR
	Taux d'intégration de jeunes	25%	n.d.	Rapport d'activités		
	Pourcentage de bénéfice / Fonds alloué	30%	n.d.	Rapport d'activités		AGR,OTIV
1.2.Capacité organisationnelle et de gestion des communes	Nombre de plans de développement élaborés	15	22	Rapport d'activités	- Processus de décentralisation	AGR
	Nombre de communes bénéficiant de projets AIL	15	43	Rapport d'activités		AGR
	Pourcentage de fonds utilisé en AIL	100%	189%	Rapport d'activités	- Contexte socio-politique	AGR

⁸ Groupement opérationnel : Capable de se prendre en charge, de tenir des réunions périodiques, de négocier ses intérêts, ayant une autonomie financière

Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)			Source de vérification/ Investigation	Hypothèses	Intervenants
	IOV	Objectifs	Réalisations			
Résultats						
2.1. Pérennisation des services d'appui à la mise en valeur des aménagements hydro-agricoles	- Nombre d'animateurs pris en charge par les AUE/AUA	30	26	Rapport d'activités		MEVA
	- Pourcentage des salaires pris en charge par les AUE/AIA	100	75 %	Rapport d'activités		MEVA
2.2. Maîtrise de l'eau sur les superficies irriguées	- Surface irriguée	3 150	4235	Rapport d'activités		AHA
	- Pourcentage de superficie à double culture par rapport à la superficie réhabilitée	70%	n.d.	Rapport d'activités		MEVA
2.3. Mise en valeur des périmètres aménagés	- % surfaces exploitées/ surfaces totales aménagées	100%	35%	Rapport d'activités		MEVA,AHA
	- Rendement additionnel	1,7 t/ha	n.d.	Rapport d'activités		MEVA
	- Taux d'adoption de technique améliorée / nbr d'exploitants	70%	33% en saison 45% contresai	Rapport d'activités		MEVA
3.1. Augmentation de la qualité et de la quantité de vanille préparée par le GPPV	- Taux de vanille préparée /production verte	75%	65%	Rapport d'activités	- Aléas climatiques - Insécurité	MEVA
4.1. Protection des périmètres réhabilités	- Nombre de sites protégés	15	15	Rapport d'activités	Application de la nouvelle réglementation	DAT
4.2. Sécurisation foncière	- Surfaces mises en défens	715 ha	412	Rapport d'activités		DAT
	- Nombre de titres délivrés	600	171	Rapport d'activités		DAT
5.1. Pistes réhabilitées	- Nombre d'axes	3	3	Rapport d'activités		DIR
	- Kilomètres réhabilités	40,3	34	Rapport d'activités		DIR
5.2. Constitution de fonds d'entretien de pistes	- Montant de droit de péage collecté par an en FMG	32 250 000	24,95 millions Fmg	Rapport d'activités		AGR
	- Taux de recouvrement des cotisations des AUP	100%	n.d.	Rapport d'activités		AGR
6.1. Accroissement de l'accès au crédit des membres de groupement	- Volume de l'épargne en millier de FMG	32 400 000	2029472 milliers AR	Rapport d'activités		AGR
	- Volume de crédit octroyé en millier de FMG	8 578 000	6415400 milliers AR	Rapport d'activités		FR
	- Taux de bénéficiaires/adhérents	35%	40%	Rapport d'activités		FR

Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)			Source de vérification/ Investigation	Hypothèses	Intervenants
	IOV	Objectifs	Réalisations			
Activités						
1.1.1 Réaliser les diagnostics participatifs des périmètres	Nombre de diagnostics réalisés	163	117	Rapports d'activités		AGR, MEVA, AHA
1.1.2 Réaliser les diagnostics socio-organisationnels des groupements	Nombres de diagnostics socio-organisationnels réalisés	444	172 évaluations typologies AUE	Rapports d'activités		AGR, FR
1.1.3. Structurer les bénéficiaires	Nombre total de groupements constitués par type	444	511	Rapports d'activités		AGR
	Nombre de membres par type	Non cumulable				
1.1.4. Assurer la formation des groupements et associations	Nombre de thèmes de formation	5	6	Rapports d'activités		AGR
	Nombre d'associations formées	440	Non cumulable			
1.1.5. Assurer le suivi/ supervision des groupements	Nombre de rapports de suivi	8	n.d.	Rapports d'activités		AGR
1.1.6. Organiser de voyages d'études inter-groupements	Nombre VE organisés	10	n.d.	Rapports d'activités		AGR, UPSE
1.2. 1. Réaliser les diagnostics participatifs par commune	Nombre de diagnostics communaux réalisés	15	22	Rapports d'activités		Toutes composantes
1.2.2. Former les comités communaux	Nombre de thèmes de formation	3	n.d.	Rapports d'activités		Toutes composantes
	Nombre de communes formées en PCD et AIL	15	15	Rapports d'activités		
2.1.1. Mettre en place un système pérenne d'appuis aux AHA	Nombre d'animateurs mis en fonction	30	26	Rapports d'activités		
	Nombre de séances de formation	24	n.d.	Rapports d'activités		
2.1.2. Réhabiliter les barrages	Nombre de micro barrages réceptionnés définitivement	163	n.d.	Rapports d'activités		
	Nombre de grands barrages réceptionnés définitivement	5				
2.1.3. Assurer la formation technique des AUE	Nombre de thèmes de formation	3	n.d.	Rapports d'activités		
2.1.4. Mettre en œuvre l'intensification culturale	Nombre de parcelles vitrines	163	0	Rapports d'activités		
	Nombre de thèmes de formation sur les techniques culturales et gestion d'exploitation	4	n.d.			

Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)			Source de vérification/ Investigation	Hypothèses	Intervenants
	IOV	Objectifs	Réalisations			
Activités						
2.1.5 Améliorer l'accès aux semences sélectionnées, pesticides et équipements agricoles des AIA	Quantité de semence diffusée par variété	Par variété	1856 kg, résistantes virose	Rapports d'activités		
	Quantité de pesticide par nature	Par nature	540 litres RIFIT			
	Nbre d'équipements par types	Par type	40 charrues, 240 sarcleuses			
2.1.6. Assurer le suivi évaluation des activités	Nombre de rapports de suivi	8	n.d.	Rapports d'activités		
3.1.1.Regrouper les petites associations en une organisation de vente commune de vanille	Nombre de GPPV à sous groupements constitués	100	142	Rapports d'activités	Fluctuations de prix	AGR,OTIV
3.1.2. Formation technique des GPPV	Nombre de séances	50	n.d.	Rapports d'activités		AGR,MEVA
	Nombre de GPPV formés	100	Non cumulables	Rapports d'activités		AGR, MEVA
4.1.1 Aménager les bassins versants des périmètres réhabilités	Nombre d'APNP réalisés	163	n.d.	Rapports d'activités		UPSE, OTIV, AHA, MEVA /DAT
	Nombre d'agents formés TS et AVB	36	n.d.	Rapports d'activités		MEVA /DAT
	Nombre de cahier de charge mis en œuvre	15	n.d.	Rapports d'activités		MEVA /DAT
	Nombre d'ODOC réalisées	385	n.d.	Rapports d'activités		MEVA /DAT
4.1.2.Finaliser la mise en œuvre du site d' Amphibe	Nombre de cahier de charge mis en œuvre	2	n.d.	Rapports d'activités		MEVA /DAT
	Nombre d'ODOC réalisées	215	n.d.	Rapports d'activités		MEVA /DAT
5.1.1. Réaliser les études des pistes retenues	Nombre d'Etudes réalisées	3	3	Rapports d'activités		DIR
	Nombre d'études de pistes AIL	?	n.d.	Rapports d'activités		DIR, AHA
	Nombre de marchés lancés en AIL	?	5	Rapports d'activités		DDP, DIR, AHA
5.1.2. Assurer la formation des AUP sur la gestion des pistes	Nombre d'associations formées	3	3	Rapports d'activités		DIR
	Nombre de séance	18	n.d.	Rapports d'activités		DIR
5.1.3. Assurer la surveillance et contrôle des pistes AIL	Nombre de chantiers suivis	?	n.d.	Rapports d'activités		DDP, DIR, AHA

Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)			Source de vérification/ Investigation	Hypothèses	Intervenants
	IOV	Objectifs	Réalisations			
Activités						
6.1.1. Implanter de nouveau produit caisse féminine	Nombre de caisses implantées	14	18	Rapport d'activités		OTIV, AGR, UPSE
6.1.2. Mettre en place des crédits à moyen, terme pour les AUE	Nombre de dossiers traités		n.d.	Rapport d'activités		
	Nombre d'Associations bénéficiaires de crédit à court terme		n.d.	Rapport d'activités		
6.1.3. Former les élus	Nombre de comités directeurs formés	14	18	Rapport d'activités		
6.1.4. Former les employés	Nombre de thèmes de formation		n.d.	Rapport d'activités		
7.1.1. Finaliser les documents stratégiques	Dossier clé projet	1	1	Rapport d'activités		UPSE et Toutes composantes
	Dossier clé périmètre	163	172	Rapport d'activités		
	Dossier clé association	444	389	Rapport d'activités		UPSE et AGR
	Dossier clé Commune	43	24	Rapport d'activités		
7.1.2. Coordonner, Suivre et évaluer les activités du projet	Nombre de réunion du Comité de pilotage	4	8	Rapport d'activités		
	Nombre de réunion du comité des maires	8	n.d.	Rapport d'activités		
	Nombre d'atelier de suivi et de programmation	10	n.d.	Rapport d'activités		
	PTBA élaborés	3	8			
	Rapports semestriels réalisés	6	n.d.			
	Rapports annuels réalisés	3	6			
	Nombre de réunions de coordination	36	66	Rapport d'activités		
7.1.3. Assurer l'IEC	Nombre de séance d'animation /sensibilisation	60	n.d.	Rapport d'activités		
	Nombre d'émission radio	150	n.d.	Rapport d'activités		
	Nombre supports audiovisuels produit	30	n.d.	Rapport d'activités		

Annexe 2 : Tableau Evolution des taux d'équivalence monétaire

PRÊT FIDA N°410-MG
UNOPS N°MAG/99/F01

TABLEAU D'EVOLUTION DES TAUX

ANNEE	RECAPITULATION DES DRF ET PD				TAUX				VARIATION USD/DTS
	FMG	ARIARY	USD	DTS	AR/USD	AR/DTS	FMG/USD	FMG/DTS	
1998	3 662 277 300	732 455 460	801 900.00	597 358.48	913.40	1 226.16	4 567.00	6 130.79	1.34
1999	4 715 439 393	943 087 879	824 829.28	605 935.44	1 143.37	1 556.42	5 716.87	7 782.08	1.36
2000	10 822 491 832	2 164 498 366	1 596 484.51	1 208 154.46	1 355.79	1 791.57	6 778.95	8 957.87	1.32
2001	12 164 777 104	2 432 955 421	1 852 737.73	1 464 815.60	1 313.17	1 660.93	6 565.84	8 304.65	1.26
2002	6 781 668 340	1 356 333 668	1 033 828.09	801 954.75	1 311.95	1 691.28	6 559.76	8 456.42	1.29
2003	13 151 205 023	2 630 241 005	2 134 000.16	1 500 570.69	1 232.54	1 752.83	6 162.70	8 764.14	1.42
2004	4 252 648 603	850 529 721	537 909.17	359 032.16	1 581.18	2 368.95	7 905.89	11 844.76	1.50
2005	13 286 476 987	2 657 295 397	1 370 331.70	948 864.54	1 939.16	2 800.50	9 695.81	14 002.50	1.44
2006	2 525 808 274	505 161 655	240 542.47	165 891.36	2 100.09	3 045.14	10 500.47	15 225.68	1.45
TOTAL	71 362 792 856	14 272 558 571	10 392 563.11	7 652 577.48	1 373.34	1 865.07	6 866.72	9 325.33	1.36

Annexe 3: Tableaux des indicateurs de résultats du Projet

3.1 Composante Appuis aux groupements

Réalisations techniques cumulées PADANE

Sous composante Appuis aux groupements

a) Création de groupements

Associations	Activité	Indicateurs	Unité	Prévisions		Réalisations cumulées	Taux comparé RPE	Taux comparé RMP	Années 1998-2003	2004-2005
				RPE	RMP					
AUE	Constitution	Associations	Nombre	260	163	172	66%	106%	172	
		Membres	Nombre	25000	6600	5078	20%	77%	5078	
		dont femmes	Nombre		1320	1226		93%	1245	
	Appuis, suivi	Associations	Nombre		163	161		99%	172	161
	Evaluation, typologie (note 1)	Associations	Nombre			172				172
AIA (GIA)	Transfert de gérance	Associations	Nombre			62				62
		Groupements	Nombre		163	71			71	0
		Membres	Nombre	15000						
GPPV	Constitution (note 8)	Associations	Nombre	85	141	142	167%	101%	138	4
		Membres	Nombre	850	6650	2345	276%	35%	2295	
		dont femmes	Nombre		1350	596		44%		
		Unions constituées	Nombre			10				10
		dont ass. membres	Nombre			142				142
	Appuis, suivi	Associations	Nombre		141	142		101%	138	142
	Evaluation, typologie	Associations	Nombre							142
GCV	Constitution	Associations	Nombre	85	60	60	71%	100%	60	
		Membres (Note 3)	Nombre	4700	3000	1472	31%	49%	1472	
		dont femmes	Nombre		1200	508		42%	508	
	Appuis, suivi (note 4)	Associations	Nombre			60			60	
AUP	Constitution	Associations	Nombre	8	3	3	38%	100%	3	
		Membres	Nombre			74			92	
		dont femmes	Nombre							
	Appuis, suivi	Associations	Nombre		3	3		100%	2	3
AGT	Constitution (note 5)	Associations	Nombre	36	15	1	3%	7%	2	
		Membres	Nombre	1100	450				108	
		dont femmes	Nombre							
	Appuis, suivi	Associations	Nombre		15			0%		
	Plans d'aménagement	Sites	Nombre		15	1		7%		
	Cahiers de charges mis en œuvre	Associations	Nombre		15	13		87%		
AEF	Constitution (note 6)	Associations	Nombre	75		37		49%	37	
		Membres	Nombre		1500	185		12%	185	
		dont femmes	Nombre		1500	185		12%		
	Appuis, suivi (note 7)	Associations	Nombre			37				
Comités communaux	Constitution en vue élaboration PCD	Associations	Nombre			15			15	
		Membres	Nombre							
	Appuis, suivi	Associations	Nombre			15			15	
		Elaboration PCD	PCD	Nombre			15			15
TOTAL	Structuration associations de base	Associations	Nombre		444	511		115%	427	14
		Membres	Nombre			9154			9230	0
		dont femmes	Nombre			2515				

Notes:

1) 163 fonctionnelles

2) AIA ont été intégrées dans les AUE. Des groupements d'intensification agricole (GIA) ont été constitués dans les AUE

3) RPE: 30% des pauvres, 20 % des ménages villageois et 40% des femmes)

4) Transféré aux communes en 2003

5) Une AGT + 14 AUE

6) 37 associations en 2000 (groupes vulnérables créés suite au cyclône?), 12 en 2002, pour 78 membres

7) Transférées aux Caisses féminines de l'OTIV.

8) Le nombre de membre réalisé semble faible par rapport aux prévisions du RMP (35%) cependant, le nombre moyen de membres par groupement rejoint plutôt le nombre prévu au RPE, soit 10 membres par groupement environ. Le nombre prévu au RMP aurait été sure

b) Dispositif d'appui AGR

Activité	Indicateurs	Unité	Prévisions		Réalizations cumulées	Taux comparé RPE	Taux comparé RMP	Année 1 (1998)	Année 2 (1999)	Année 3 (2000)	Année 4 (2001)	Année 5 (2002)	Année 6 (2003)	Année 7 (2004)	Année 8 (2005)
			RPE	RMP											
Dispositif d'appui AGR	Nombre total d'agents	Nombre			25			10	16	16	16	22	22	22	13
	.Dont cadres de direction et techniciens spécialisés	Nombre		3	1										
	. Dont agents de terrain (animateurs de base)	Nombre		16	18										
	.Dont cadres financiers	Nombre			1										
	. Dont chauffeurs	Nombre			2										
	. Dont personnel de soutien	Nombre			4										
	. Dont femmes	"y" femmes													
	Associations encadrées	Nombre		444	511										
	Communes encadrées	Nombre													
	Membres encadrés	Nombre			9154										
	Ratio														
	. Associations par animateur	Nombre			28										
	. Membres par animateur	Nombre			509										
	. Communes par animateur	Nombre													

Réalisations techniques cumulées PADANE
Sous composante Appuis aux groupements

c) Formation des associations, par thème

Formation fonctionnelle		Indicateur	Unité	AUE	GPPV	GCV	AUP	AGT	AEF	Totaux
Nombre total d'associations créées		Associations créées		163	138	60	3	15	37	416
Nombre total de membres		Membres		5078	2295	1470		450	185	9478
No	Liste des thèmes									
1	Principes associatifs	Associations formées	nombre	172	138	60	3	10	37	420
		Membres formés	nombre	3460	1138	425	78	38	185	5324
2	Fonctionnement et gestion d'une association	Associations formées	nombre	172	142	60	3	8	37	422
		Membres formés	nombre	1616	896	165	72	30	96	2875
3	Gestion financière et comptabilité	Associations formées	nombre	92	84	60	2	0	0	238
		Membres formés	nombre	394	394	165	12	0	0	965
4	Budget familial	Associations formées	nombre	0	64	0	0	0	0	64
		Membres formés	nombre	0	236	0	0	0	0	236
5	Diagnostic et évaluation participative	Associations formées	nombre	124	72	30	1	0	0	227
		Membres formés	nombre	672	440	145	8	0	0	1265
6	Principe, élaboration et gestion PTBA	Associations formées	nombre	76	0	30	1	0	0	107
		Membres formés	nombre	236	0	145	8	0	0	389

d) Résultats de second niveau: Appuis aux groupements
Exemple Evaluation des AUE 2004

Données de base synthétisées

Classement des AUE	Nombre total	Taux de recouvrement du fonds de fonctionnement				Taux de recouvrement du fonds d'entretien				Taux de réalisation du programme de travail saison (janvier à juillet 2004)			
		-25%	25 à 50%	51 à 75 %	75%	-25%	25 à 50%	51 à 75%	75%	-25%	25 à 50%	51 à 75%	75%
Nbre AUE éligibles au transfert de gérance en 2004	56 ou 62	0	0	12	44	8	10	25	19	0	0	0	62
Autres AUE évaluées	108 ou 98	18	50	20	20	18	25	45	20	38	30	20	10
TOTAL	160 à 164	18	50	32	64	26	35	70	39	38	30	20	72

Source: PTBA 2005, partie 1 Bilan des réalisations.

Analyse: En fin d'année 2004, toutes les AUE éligibles au transfert reçoivent plus de 50% de leur cotisation annuelle pour le fonctionnement et 18 se trouvent en dessous de 50% pour la cotisation d'entretien. Il faut consolider ce dernier aspect. Cette fa
Quant à la réalisation des programmes prévus (travaux d'entretien courant, réparation des canaux dégradés, protection des ouvrages et canaux, creusement des drains, etc.) les AUE éligibles au transfert en 2004 montrent une bonne performance. Quant aux AUE évaluées mais non éligibles pour le transfert en 2004, les appuis prioritaires devraient leur être apportés pour améliorer leurs capacités au niveau des 3 critères et un suivi rapproché par les autorités communales recherché pour assurer la

Notes: Nombre total des AUE évaluées varie d'un critère à l'autre, ce qui ne donne pas une situation précise de l'ensemble des AUE évaluées. Une présentation graphique des données de base synthétisées donnerait une lecture rapide de la distribution des

Indicateurs de résultats de second niveau atteints en 2004
Exemple: Evaluation des AUE 2004

Résultat principal atteint	Indicateurs de progression	Unité	Valeur avant projet	2004	% nbre total	Valeur cible
Valeur de comparaison	Nombre total d'AUE évaluées	Nombre	0	162		
AUE éligibles au transfert de gérance	Nombre d'AUE qui respectent à plus de 50 % les 3 critères	Nombre	0	56	35%	
	AUE capables de mobiliser les ressources pour leur fonctionnement à plus de 50 % du niveau prévu	Nombre	0	32	20%	
	AUE capables de mobiliser les ressources prévues pour l'entretien à plus de 50% du niveau prévu	Nombre	0	70	43%	
	AUE capables de réaliser les programmes prévus à plus de 50%	Nombre	0	92	57%	

Analyse: Le projet a permis de créer un nombre important d'AUE. Cependant, le problème majeur se pose au niveau du recouvrement des fonds de fonctionnement et d'entretien. Si rien n'est fait, en fin de projet, la durabilité du fonctionnement des AUE est f

Ceci est un indicateur de résultat de second niveau spécifique pour les Associations de type AUE. Chaque type d'association devrait avoir son indicateur spécifique de résultat à atteindre. **Par exemple, pour les GPPV; l'indicateur de résultat de second n**

Notes: Le suivi annuel des résultats amènent à préciser (i) Le résultat principal et prioritaire recherché, (ii) les indicateurs de progression à suivre, (iii) les seuils réalistes à atteindre dans la perspective de la fin du projet et de la durabilité d

3.2 Sous composante Gestion participative

e) Réalisations techniques cumulées PADANE
Sous composante Gestion participative

Activité	Indicateurs de premier niveau	Unité	Prévisions		Réalizations cumulées	Taux comparé RPE	Taux comparé RMP	Année 1 (1998)	Année 2 (1999)	Année 3 (2000)	Année 4 (2001)	Année 5 (2002)	Année 6 (2003)	Année 7 (2004)	Année 8 (2005)		
			RPE	RMP													
Elaboration des Plans communaux de développement (PCD)	PCD	Nombre	6	15	22	367%	147%		15								
Appuis aux initiatives locales (AIL)	Projets réalisés	Nombre		200	178		89%		88	71	1	9	9				
	Dont: . aductions eau	Nombre			166				88	68		9	1				
	. Puits	Nombre IL			3								3				
	.Réhabilitation piste	Nombre IL			2					1			1				
	.Pirogues métalliques	Nombre IL			3					2	1						
	.Construction passerelle	Nombre IL			1									1			
	.Construction bac	Nombre IL			1									1			
	.Construction ponceau	Nombre IL			1									1			
	.Construction pont radier	Nombre IL			1									1			
	Communes bénéficiaires AIL	Nombre			22									1			
	Fonds AIL	millions Fmg			1800	3403		189%									
	Contribution bénéficiaire	000 Fmg															
	Alloc. moyenne / commune	millions Fmg			50												
	Coût unitaire moyen / projet	millions Fmg				19											
Création d'associations AIL	Associations	Nombre		60	38		63%										
Réunions comités communaux	Réunions	Nombre															
Réunions Comité des maires	Réunions	Nombre															
Réunion Comité de pilotage (note 1)	Réunions	Nombre		12	8			1	1	2	1	1	1	1			
Formation des comités communaux																	
. Thème Elaboration PCD	Communes bénéficiaires	Nombre			15												
	Bénéficiaires formés	Nombre			270												

Notes:

1) Les réunions du comité de pilotage devraient plutôt être comprises dans la composante Gestion du projet

2) Le seul résultat de second niveau apprécié par l'évaluation d'impact porte sur le nombre de ménages additionnels ayant accès à l'eau potable. Avec la venue en 2001 des projets FID et PSDR, le financement de l'élaboration des PCD et des initiatives loca

3.3 Sous composante Mise en valeur agricole (MEVA)

Réalizations techniques cumulées PADANE Composante Appuis à la production agricole Sous composante Mise en valeur agricole (MEVA)

Activité	Indicateurs	Unité	Prévisions		Réalizations cumulées (note 5)	Taux comparé RPE	Taux comparé RMP	Année 1 (1998)	Année 2 (1999)	Année 3 (2000)	Année 4 (2001)	Année 5 (2002)	Année 6 (2003)	Année 7 (2004)	Année 8 (2005)	
			RPE	RMP												
Dispositif d'appui MEVA	Nombre total d'agents	Nombre			54			134	126	114	47	67	71	69	52	
	. Dont fonctionnaires	Nombre														
	. Dont contractuels Projet	Nombre														
	. Dont femmes	"y" femmes														
	. Dont Agents de vulgarisation de base (AVB)	Nombre			22			113	106	94	40	56	61	59	42	
	. Dont Techniciens spécialisés, ingénieurs cadres de direction	Nombre			6			21	20	20	7	11	6	6	6	
	. Dont Animateurs exploitants de périmètres	Nombre		30	26	87%		0	0	0	0	13	13		26	
	Zones de supervision	Nombre						10	10	10	4	5	5	5	5	
	Communes encadrées	Nombre		43	33	77%		33	33	33	33	21	25	33	33	
	AUE / AIA encadrées	Nombre		163	147	90%					76	95	107	147		
	Exploitant agricole (EA) encadrés (note 1)	Nombre	15000		4401	29%		35261	36628	48916	21180	1735	2624	3724	4401	
	Périmètres réhabilités	Nombre			176										176	
	. Dont micro périmètres	Nombre			169										169	
	. Moyens périmètres	Nombre			7										7	
	Superficie irriguée totale	Ha			2650										2650	
	Ratio d'encadrement en vitesse de croisière du Projet															
	. AVB par zone de supervision	Nombre			8.4											
	. Commune par AVB	Nombre			1.5											
	. Associations par AVB	Nombre			6.7											
	. Exploitant agricole par AVB	Nombre			200.0											
	. Périmètres réhabilités et encadrés par AVB	Nombre			3.8											
	. Superficie irriguée encadrée par AVB	Ha			120.5											
	Dispositif encadrement pérenne en fin de projet															
	Nombre d'agents et techniciens spécialisés fonctionnaires	Nombre			7											
	Nombre d'animateurs exploitants	Nombre			26											
	Formation des agents	Formations mensuelles	Nbr formés			541			60	168	61	92	55	60	45	
		Formations spécifiques (note 2)	Nbr formés			55			3	10	5	1	12	12	12	

Activité	Indicateurs	Unité	Prévisions		Réalizations cumulées	Taux comparé RPE	Taux comparé RMP	Année 1 (1998)	Année 2 (1999)	Année 3 (2000)	Année 4 (2001)	Année 5 (2002)	Année 6 (2003)	Année 7 (2004)	Année 8 (2005)	
			RPE	RMP												
Pérennisation du service d'appui AHA	Diagnos participatifs des périmètres	Nombre			117							66	51	50		
	GIA constitués	Nombre		163	71							29	42	0		
	Associations ayant signé un contrat avec un Animateur-Exploitant	Nombre			61							13	13	0	26	
	Niveau de salaire pris en charge par l'association	%		100	75		75%									75
	Plans d'actions élaborés	Nombre			66											
Appuis agronomiques	Parcelles vitrines (note 3)	Nombre		163	0			1334	5429	7809	6552	0	0	0		
	. Dont riz irrigué	Nombre			0			69	1329	2595	1250	0	0	0		
	. Vanille	Nombre			0			191	799	2473	1897	0	0	0		
	. Café	Nombre						271	495	1405	841	0	0	0		
	Test en milieu paysan (note 4)	Nombre						11	98	38	14	6		3	3	
	Périmètres réhabilités encadrés	Nombre		163	147		90%				76	89	107	147		
	Suivi d'un échantillon de périmètres	Nbr périm.			60											60
		Nbr paysans			180											180
	Formation des paysans	Nbr thème														
	. Dont SRI SRA	Nbr paysans			962						962					
	Voyage d'études	Nombre			1						1					
	. Dont SRA à Andapa	Nbr paysans			73						73					
		Nbr agents			18						18					
	Démo et diffusion intrants agr.															
	. Dont charrues	Nombre			40											
	. Sarcleuses	Nombre			240											
	. Herses	Nombre			0											
	. Pulvérisateurs	Nombre			115											
	. Sécateurs	Nombre			75											
	. arrosoir	Nombre			75											
	. Litres herbicide RIFIT	Nombre			540											
	. Kg pr. Traitements semences	Nombre			98											
	. Kg variétés de semences paddy résistantes à la virose	Nombre			1856											
. Kg engrais minéraux	Nombre			250												
. Lianes vanilles	Nombre			5500												

Notes

- 1) Lors de la RMP, il a été recommandé de limiter l'intervention du Projet aux exploitants agricoles des périmètres réhabilités.
- 2) Thèmes de formation spécifique à la clôture du projet: (i) Utilisation des pesticides en particulier des herbicides RIFIT, (ii) Composage, (iii) législation de la production de semences et la technologie semencière
- 3) Les parcelles vitrines appartenaient au système du PNVA appuyé par le PADANE avant la RMP
- 4) Test en milieu paysan à la clôture du Projet: (i) Essai de 7 variétés résistantes à la virose du riz (RYMV), (ii) essais multiloaux des semences de variétés résistantes à la virose et (iii) essais multiloaux de variétés introduites en contresaison e
- 5) Les réalisations cumulées sont parfois une sommation des réalisations annuelles, parfois une moyenne annuelle, parfois la dernière valeur atteinte; cela dépend de la nature du produit réalisé.

Résultats second niveau: Mise en valeur agricole (MEVA)

Résultat atteint	Indicateur	Unité	Valeur cumulée 2004
Valeurs de comparaison (note 3)	Superficie irrigable réhabilitée	Ha	4235
	Superficie irrigable réhabilitée encadrée	Ha	3214
	Périmètres réhabilités	Nombre	
	Périmètres réhabilités encadrés	Nombre	147
	Exploitants agricoles sur périmètres réhabilités	Nombre	3724

Données de base synthétisées

Résultat atteint	Indicateur	Unité	2004 (note 1)				Total 2004 (note 3)		Valeur cible	Valeur avant projet
			Saison		Contre saison		Valeur	%		
			Valeur	% (note 2)	Valeur	%				
Périmètres rizicoles réhabilités mis en valeur (et d'une manière durable, rentable?)	Superficie totale cultivée	Ha	1469	35%	1087	26%	2556	60%	150%?	
	Superficie cultivée en double culture	Ha								
	Superficie cultivée en technique améliorée	Ha	899	21%	762	18%	1661			
	. Dont SRA	Ha	803	19%	651	15%	1454			
	. SRI	Ha	96	2%	111	3%	207			
	EA ayant cultivé	Nombre	2533	68%	2800	75%	5333	143%	150%?	
	Superficie d'adoption moyenne	ha / paysans	0.35		0.27					
	EA adoptant la technique SRA	Nombre	1236	33%	1688	45%	2924	79%	150%?	
		"y" femmes								
	EA adoptant la technique SRI	Nombre	402	11%	564	15%	966	26%	150% ?	
		"y" femmes								
	EA adoptant le compostage	Nombre								
	EA adoptant l'herbicide RIFIT	Nombre								
		"y" femmes								
	EA adoptant des variétés résistantes à la virose	Nombre								
	"y" femmes									
Rendement moyen riz irrigué sur périmètre réhabilité	T/Ha	2.74		2.36						
Rendement moyen sous pratique améliorée (SRI et/ ou SRA)	T/Ha	3.7		2.86						
Production totale	Tonnes	4027		2571		6598				
Production additionnelle pour une meilleure sécurité alimentaire										
	Production totale additionnelle (Base de calcul?) (ou RIMS: nombre d'EA faisant état d'un accroissement de leur production, de leur rendement?)	Tonnes	2117		1267		3384			
Multiplication de semences (note 4)	Production de semences (certifiées?) résistantes à la virose	Tonnes	86.2		327		413.2			
	. Dont TOX V5	Tonnes	67.7		240		307.7			
	. Dont X 360	Tonnes	18.5		87		105.5			
	Quantité semences achetées par le projet et disponibles pour multiplication (TOX V5 et X360)	Kg	1582				1582			
	Quantité cultivée	Kg	940				940			
	Nombre de paysans utilisateurs (ou multiplicateurs?)	Nombre	923		613		1536			
	Surface ha (de multiplication ou appliquant variété multipliée?)	Ha	34.9		104		138.9			
Rendement moyen des parcelles de multiplication	t/ha	2.5		3.21		5.71				
Mécanisation de l'agriculture sur les périmètres réhabilités	EA (ou AUE?) disposant de charrues	Nombre								
	EA disposant de sarclours	Nombre								
	EA disposant de herbes	Nombre								
Résultats des essais en milieu paysan prêts à diffusion	Nombre de variétés testées et prêts à diffusion	Nombre					4			
	Dont variétés résistantes à la virose (RYMV) et appréciées pour leur caractère organoleptique	Noms					TOX V5, TOX V3, ON332, ON333			
	. Variété résistante à la pyriculariose avec possibilité de repousse	Nom			Mailaka (X265)		Mailaka (X265)			
	. Variété à cycle court				NDR 80		NDR 80			

Source: PTBA 2005, Partie I Réalisations

Notes:

- 1) Les données sont présentées pour 2004. Les mêmes colonnes pourraient être reprises pour chaque année et montrer ainsi l'évolution.
- 2) Le % attribué à chaque valeur de saison ou contre saison, fait référence à une formule mathématique spécifique selon la nature de l'indicateur.
- 3) La valeur et le % de la colonne Total indique les valeurs cumulées, mais la formule mathématique varie pour chaque indicateur, selon la nature de l'indicateur.
- 4) La multiplication des semences dans la zone du Projet est un résultat atteint, non prévu au départ.

3.4 Sous composante Aménagement hydro agricole (AHA)

Réalisations techniques cumulées PADANE
Composante Appuis à la production agricole
Sous composante Aménagement hydro agricole (AHA) (Notes 1 et 2)

Activité	Indicateurs	Unité	Prévisions		Réalisations cumulées (note 3)	Taux comparé RPE	Taux comparé RMP	Années 1 et 2 (98-99)	Année 3 (2000)	Année 4 (2001)	Année 5 (2002)	Année 6 (2003)	Année 7 (2004)	Année 8 (2005)
			RPE	RMP										
Réalisations synthèses	Nombre totaux de périmètres réhabilités (tous travaux confondus)	Nombre	177		238									
	Superficie irrigables réhabilitées (tous types de périmètres) et selon le plan parcellaire	Ha	6100	6107	4602	75%	75%	696	735	786	275	1484	626	0
	EA exploitants les périmètres réhabilités (micro périmètres seulement?)	Nombre	25000	4475	4500	18%	101%							
	. Dont femmes	"y" femmes												
	Superficie moyenne d'une exploitation	Ha		1.01 PPI selon RMP						0.95 en 2001				
	PME locales contractées	Nombre			97									
	Nombre moyen de contrat par PME	Nombre			2.16									
	Montant moyen par PME	Millions Ariary			27.6									
	Périmètres reconnus	Nombre			129					75		54		
	Périmètres à l'étude	Nombre			178			40	54	30	0	54		
Marchés conclus	Nombre			167			40	52	0	21	54			
En cours de travaux	Nombre			164			30	45	13	13	48	15		
Nombre périmètres réhabilités	Nombre	166	153	228	137%	149%	29	23	49	26	50	51	0	
. Dont réception provisoire	Nombre						29	20	33	4	43	12		
.réception définitive	Nombre						0	3	16	22	7	39		
Coûts totaux des travaux	Millions Fmg													
.Dont Coûts payés (Prêt, GdM)	Millions Fmg													
. Et Contribution des bénéficiaires	Millions FMg													
Coût unitaire réhabilitation	Fmg/ha	1.9	3.6	2.3 en 2001										
EA sur périmètres réhabilités (source RMP)	Nombre						725	340	936					
. Dont Femmes	"y" femmes													
Superficies irrigables réhabilitées (source RMP) (note 4)	Ha	1660	2917	3214	194%	110%	696	735	473	275	809	226		

Activité	Indicateurs	Unité	Prévisions		Réalizations cumulées	Taux comparé	Taux comparé	Années 1 et 2 (98-	Année 3 (2000)	Année 4 (2001)	Année 5 (2002)	Année 6 (2003)	Année 7 (2004)	Année 8 (2005)	
			RPE	RMP											
Travaux confortatifs et dégâts cycloniques sur tous types de périmètres(note 5)	Périmètres à l'étude	Nombre			112		Non prévus						112		
	Marchés conclus	Nombre			89								89		
	En cours de travaux	Nombre													
	Nombre périmètres confortés	Nombre			82								82		
	.Dont réception provisoire	Nombre			41								41		
	. Réception définitive	Nombre													
	Coûts travaux réalisés	Millions Fmg													
	.Dont Coûts payés (Prêt, GdM)	Millions Fmg													
	. Et Contribution des bénéficiaires	Millions FMg													
	Coût unitaire réhabilitation	Millions Fmg/ha													
Transfert de gérance des micro périmètres (note 6)	Périmètres transférés	Nombre			59								59		
Travaux sur périmètres moyens (Note 7)	Périmètres à l'étude	Nombre	4	4	5		125%			3	2				
	Marchés conclus	Nombre								4					
	En cours de travaux	Nombre													
	Nombre périmètres terminés	Nombre													
	.Dont réception provisoire	Nombre													
	. Réception définitive	Nombre													
	Coûts des travaux réalisés	Millions Fmg													
	GdM)	Millions Fmg													
	bénéficiaires	Millions FMg													
	Coût unitaire réhabilitation EA sur périmètres réhabilités	Millions Fmg /ha	0.4	2.16	3.6 en 2001										
Travaux d'urgence sur grands périmètres (note 8)	EA sur périmètres réhabilités	Nombre													
	. Dont femmes	"y" femmes													
	Superficie irrigable réhabilitée	Ha	413	610	413	100%	68%			313			100		
	Périmètres à l'étude	Nombre	2	2	2		100%			2					
	Marchés conclus	Nombre													
	En cours de travaux	Nombre													
	Nombre travaux terminés	Nombre		2	1		50%					1			
	. Dont réception provisoire	Nombre											3		
	. Réception définitive	Nombre													
	Coûts des travaux réalisés	Millions Fmg													
.Dont Coûts payés (Prêt, GdM)	Millions Fmg														
. Et Contribution des bénéficiaires	Millions FMg														
Coût unitaire réhabilitation	Millions Fmg/ha	4.7	1.22	2.1 en 2001											
EA sur périmètres réhabilités	Nombre														
. Dont femmes	"y" femmes														
Superficie irrigable réhabilitée	ha	475	980	475	100%	48%					175	300			

Activité AHA	Indicateurs	Unité	Prévisions		Réalizations cumulées	Taux comparé	Taux comparé	Années 1 et 2 (98-	Année 3 (2000)	Année 4 (2001)	Année 5 (2002)	Année 6 (2003)	Année 7 (2004)	Année 8 (2005)	
			RPE	RMP											
Périmètres de drainage (note 9)	Périmètres à l'étude	Nombre	5	4	3		75%				3				
	Marchés conclus	Nombre													
	En cours de travaux	Nombre													
	Nombre périmètres terminés	Nombre		4	1								1		
	. Dont réception provisoire	Nombre													
	. Réception définitive	Nombre													
	Coûts des travaux réalisés	Millions Fmg													
	.Dont Coûts payés (Prêt, GdM)	Millions Fmg													
	. Et Contribution des bénéficiaires	Millions Fmg													
	Coût unitaire réhabilitation EA sur périmètres réhabilités	Fmg/ha													
	. dont femmes	*y femmes													
	Formation technique des AUE à l'entretien des aménagements (note 10)	Superficie irrigable réhabilitée	ha	2000	1600	500	25%	31%					500	55	
Associations formées		Nombre			191			8	2	42	34	50	55		
Membres formés		Nombre													
Plans parcellaires (note 12)	Nombre de périmètres entretenus (base de calcul?) (note 11)	Nombre													
	Plans réalisés	Nombre													
Travaux AIL (tous types travaux sauf pirogues métalliques)	Superficies concernées	ha										28	59		
	Marchés conclus	Nombre			173			85	69	1	9	9			
	En cours de travaux	Nombre													
	Nombre travaux terminés	Nombre											1		
	Dont. Réception provisoire	Nombre			56										
Dispositif d'appuis AHA	. Réception définitive	Nombre			35										
	Nombre total d'agents	Nombre			12										
	. Dont fonctionnaires	Nombre													
	. Dont contractuels	Nombre													
	. Dont femmes	*y femmes													
	. Dont techniciens spécialisés, ingénieurs et cadres de direction	Nombre													
	. Dont Agents de terrain ?	Nombre													
	. Dont PME contractées	Nombre													
Travaux	Nombre														
. Dont Entreprises études	Nombre														

Source: PTBA 2005, partie I Réalisations

Notes:

- 1) Les appuis au CIRGR (formation, réhabilitation des locaux, fourniture équipements, ne sont pas mentionnés dans ce tableau.
- 2) Il n'y a pas de résultats de second niveau attendus de cette sous composante. Ces résultats de second niveau se retrouvent dans les sous composantes MEVA et AGR. Les indicateurs identifiés dans ce tableau de réalisation s'avèrent pertinents pour le sui
- 3) Les totaux ne sont pas toujours la simple addition des valeurs annuelles. Par exemple: le nombre total de périmètres en réception provisoire et définitive.
- 4) Les réalisations cumulées en terme d'hectares réhabilités varient grandement d'une source à l'autre. La donnée inscrite au tableau est obtenue par sommation des données réalisées chaque année. D'après le rapport d'évaluation de la performance des struc
- 5) Les travaux confortatifs n'étaient pas prévus. Réalisés afin d'assurer le transfert de gérance en fin de projet et aussi pour pallier aux dégâts cycloniques ou simplement de la forte pluviométrie dans la région de la Sava. La qualité des infrastructure
- 6) Les réseaux sont transférables quand ils sont opérationnels et les travaux réceptionnés définitivement.
- 7) Les noms des 4 moyens périmètres prévus au RPE sont: Antsaha, Antsahanampiana, Befandriana B1 et B2.
- 8) Les noms des 2 grands périmètres prévus au RPE sont: Ambazina, Anjahana
- 9) Les noms des 5 périmètres de drainage prévus au RPE sont: Ambanibe (amont), Ambohitrakongona, Androranga, Anjahana, Ankorera.
- 10) En 2004, l'introduction de la semaine nationale de l'entretien des réseaux hydro agricoles a donné un nouvel élan à la réalisation des travaux d'entretien.
- 11) La sous composante AGR fait un suivi des associations et mesure le nombre d'associations qui réalisent le programme d'action prévues. Parmi ces actions figure l'entretien courant du périmètre. Mais ceci ne précise pas le niveau d'entretien du périmètr
- 12) Les superficies obtenues dans les plans parcellaires montrent que l'évaluation de la superficie irrigable dans les études de travaux est surestimée d'environ 25%.

3.5 Sous composante Développement des actions sur tanety (DAT)

Réalisations techniques cumulées PADANE

Composante Appuis à la production agricole

Sous composante Développement des actions sur Tenaty (DAT) - appelée au RPE: Opération Domaniales Concertées (ODOC)

Activité	Indicateurs	Unité	Prévisions		Réalizations cumulées	Taux comparé RPE	Taux comparé RMP	Année 1 (1998)	Année 2 (1999)	Année 3 (2000)	Année 4 (2001)	Année 5 (2002)	Année 6 (2003)	Année 7 (2004)	Année 8 (2005)	
			RPE	RMP												
Stabilisation des cultures sur brûlis	Sites d'intervention (Note 1)	Nombre		15	15		100%					2	8	15		
	Bénéficiaires notifiés de leurs charges	Nombre		1100	369		34%				181	38	30	120		
	Bénéficiaires ayant accomplis leurs charges	Nombre		1100	311		28%				171	32	40	68		
	Superficies mises en défens	Ha			715	412		58%				215	12	98	87	
	Pépinières installées	Nombre				13								10	13	
	Plans d'aménagement élaborés (note 2)	Nombre			15	6		40%				1		1	4	
	Superficies faisant l'objet du plan d'aménagement	Ha														
Opération domaniale concertée (ODOC)	Superficies disposant d'un titres	Ha	1080													
	Titres à délivrer (note 3)	Nombre		600	171		29%							171		

Source: PTBA 2005, partie 1 Réalisations

Notes:

- 1) Bassins versants de micro périmètres réhabilités sélectionnés comme vitrines de démonstration.
- 2) Site Ampohibe et 4 autres bassins versants de micro périmètres réhabilités.
- 3) Il s'agit de titres individuels, donc autant de ménages disposant d'un droit de jouissance garanti sur les ressources naturelles, notamment terre. Le rapport d'évaluation d'impact parle de 119 titres délivrés sur un seul site: Andohafary. Le PADANE a ap
- 4) Indicateur demandé au RIMS.

Résultats de second niveau atteints Sous composante DAT

Données de base synthèses

Résultat atteint	Indicateur	Unité	Valeur avant projet	Valeur 2004	Valeur cible
Valeurs de comparaison					
Gestion durable des ressources naturelles	Taux de réduction des cultures sur brûlis dans les sites d'intervention DAT (base de calcul?)	%		58	100
	Superficies faisant l'objet de pratiques de gestion améliorées (note 4)	Ha			
	Nombre de ménages disposant d'un droit de jouissance garanti sur les ressources naturelles, notamment la terre et l'eau	Nombre	0	171	600

3.6 Composante Pistes rurales

Réalisations techniques cumulées PADANE Composante Pistes rurales

Activité	Indicateurs	Unité	Prévisions		Réalisations cumulées	Taux comparé RPE	Taux comparé RMP	Année 1 (1998)	Année 2 (1999)	Année 3 (2000)	Année 4 (2001)	Année 5 (2002)	Année 6 (2003)	Année 7 (2004)	Année 8 (2005)
			RPE	RMP											
Réhabilitation de pistes	Axes de pistes à l'étude (note 1)	Nombre	8	3	3	38%	100%				1				
	Marchés conclus	Nombre		3							1	1			
	En cours de travaux	Nombre													
	Points noirs réhabilités	Nombre													
	. Dont réception provisoire	Nombre													
	. Réception définitive	Nombre													
	Km réhabilités terminés	Km	138	40.3	34.1	25%	85%	0	0	0	5	0	23	6	
	. Dont réception provisoire	Km													
	. Réception définitive	km													
	Coûts des travaux de réhabilitation réalisés	Millions Fmg													
	.Dont Coûts payés (Prêt, GdM)	Millions Fmg													
	. Et Contribution des bénéficiaires	Millions Fmg													
	Coût unitaire réhabilitation/km	Millions Fmg	172												
Population des communes desservies par la piste	Nombre														
Formations techniques des AUP	Associations formés à l'entretien des pistes	Nombre		3	3		100%								
	Membres formés	Nombre													
	Associations formés à la gestion des droits de péage	Nombre		3	3		100%					1			
	Membres formés	Nombre													
Dispositif de mise en œuvre de la composante	Nombre total d'agents	Nombre						0	0	0	0	0	1	1	1
	.Dont fonctionnaire	Nombre	XXX	XX											
	. Dont contractuel	Nombre		XX									1	1	1
	. Dont techniciens spécialisés, cadres	Nombre											1	1	1

Résultats de second niveau atteints

Données de base synthétisées

Résultat atteint	Indicateurs	Unité	Valeur cible RPE	Valeur Cible RMP	Valeur cible décidée en cours de projet	Résultat cumulé à la date du rapport	Taux comparé RPE	Taux comparé RMP	Valeur avant projet	Année 4 (2001)	Année 5 (2002)	Année 6 (2003)	Année 7 (2004)	Année 8 (2005)
Valeurs de comparaison	Km cumulés réhabilités	Km				34.1								
	Norme de coût unitaire moyen annuel d'entretien courant par km	Millions Fmg			4									
Capacité de gestion et entretien des pistes réhabilitées	Pistes entretenues (base de calcul? KM en bon état? (note 2)	km												
	% des Km réhabilités entretenus	%												
	Droits de péages perçus annuellement (note 3)	Millions Fmg	0	32.25		24.95		77%	0					

Notes:

1) Les noms des axes retenus au RMP: Piste A) Farahalana - Majorala (23.1 km), Piste B) Ampanefena - Befandriana (5 km) et Piste C) Ambohimitsinjo - Andatsaka (12.2 km)

2) Faut-il apprécier si l'entretien se fait par l'association (sous composante AGR mesure cet aspect, incorporé dans l'indicateur: taux de réalisation du programme d'activité de l'association) ou faut-il mieux apprécier l'état de la piste: par exemple: lo

3) Les droits de péage perçus en 2004 par les pistes A est de 32 millions Fmg avec une prévision de 45 Millions pour 2005. Le budget annuel de l'association est estimé à 57 millions avec des frais d'entretien pour 46 millions et des frais de fonctionnement

3.7 Composante Finances rurales

Réalisations techniques cumulées PADANE Composante Finances rurales

Activité	Indicateurs (note 1)	Unité	Prévisions		Réalizations cumulées (note 2)	Taux comparé RPE	Taux comparé RMP	Année 1 (1998)	Année 2 (1999)	Année 3 (2000)	Année 4 (2001)	Année 5 (2002)	Année 6 (2003)	Année 7 (2004)	Année 8 (2005)
			RPE	RMP											
Dispositif du système financier de proximité	Caisses implantées	Nombre	14	14	18	129%	129%								
	. Dont caisses féminines	Nombre													
	Instances fédératives constituées ou en cours (note 3)	Nombre	0	0	2										2
	Nombre total d'agents	Nombre													
	. Dont animateurs de base	Nombre													
	. Technicien spécialisé	Nombre													
	. Assistance technique	H-mois													
	Communes bénéficiaires	Nombre													
	Ratio d'accès aux services financiers de proximité														
	. Associations par caisse	Nombre													
	. Membres par caisse	Nombre													
	. Femmes par caisse	%													
	. Communes par caisse	Nombre													
	Membres	Nombre	6,400	15,141	17,544	274%	116%	1,294	3,840	7,160	11,285	13,386	15,500	17,025	17,544
	. Dont femmes	"y" femmes		5,602	6,018		107%	346	1,321	2,760		4,689	5,300	5,533	6,018
. Associations ou groupements (ayant un compte ouvert)	Nombre														
Mobilisation épargne	Nombre d'épargnants actifs	Nombre		9,539	11,033		116%	948	2,519	4,400	7,635	8,697	10,200	11,294	11,033
	.Dont femmes	"y" femmes		5,602	5,985		107%	346	1,321	2,760	3,650	4,689	5,300	5,533	5,985
	Volume d'épargne (total ou moyen, annuel?) mobilisée (note 4); ici moyenne annuelle	000 AR		3,724,800	2,029,472		54%	66,612	504,691	#####	3,677,688	2,527,749	4,024,440	1,880,000	1,718,429
	. Dont individuel, volontaire	000 AR													1,556,517
	. Groupements	000 AR													
	. Dont femmes	000 AR													
	Ratio de performance d'épargne														
	Epargne annuelle moyenne par OTIV (note 5)	000 AR			112,748										
	Epargne annuelle moyenne par membre (base de calcul?)	Fmg		246,008	226,748		92%	51,400	131,430	256,448	325,800	188,835	259,641	110,426	490,000
	Epargne annuelle moyenne par membre (note 6)	AR		49,202	45,350		92%	10,280	26,286	51,290	65,160	37,767	51,928	22,085	98,000

Activité	Indicateurs (note1)	Unité	Prévisions		Réalizations cumulées (note 2)	Taux comparé RPE	Taux comparé RMP	Année 1 (1998)	Année 2 (1999)	Année 3 (2000)	Année 4 (2001)	Année 5 (2002)	Année 6 (2003)	Année 7 (2004)	Année 8 (2005)
			RPE	RMP											
Octroi crédit	Volume de crédit octroyé selon source de fonds (Note 7)	000Ar		1,715,600	6,415,400		374%								
	. Dont sur épargne volontaire	000Ar													
	. Dont sur Ligne de crédit PADANE	000Ar													
	Nombre d'emprunteurs actifs	Nombre		12,690	10,139		80%	0	714	2,287	2,182	2,087	656	2,166	47
	.Dont femmes	"y" femmes		1,410	1,686		120%	0	116	469	385	285	65	353	13
	Nombre de crédit octroyé (total ou en cours? Ici, total des valeurs annuelles)(note 8)	Nombre		14,100	11,765		83%	0	830	2,756	2,567	2,372	721	2,519	
	. Dont individuels (sur épargne volontaire)	Nombre		4,950	5,853		118%	0	613	1,928	1,646	297	560	809	
	. Individuels/ GPPV (sur ligne de crédit PADANE)	Nombre		2,100	3,798		181%	0	154	499	347	1,499	139	1,160	
	. Individuels / GCV	Nombre		4,800	784		16%	0	63	169	386	94	22	50	
	. Individuels / AEF (note 9)	Nombre		1,800	348		19%	0		160	188				
	. Individuels groupes défavorisés	Nombre			1,582			0				482	600	500	
	. Individuels/ AIA (note 10)	Nombre		450	0		0%	0				0	0	0	
	Volume de crédit octroyé selon bénéficiaire (ou nature du crédit)	000 Ar		6,082,000	6,168,230		101%	0	221,972	#####	1,031,000	642,201	1,249,618	1,980,000	
	. Sur épargne individuel (besoins individuels)	000 Ar		4,500,000	4,665,067		104%	0	177,079	869,164	899,550	344,174	1,077,600	1,297,500	
	. Individuels / GPPV	000 Ar		980,000	1,064,204		109%	0	41,410	132,208	72,916	253,470	144,200	420,000	
	. Individuels / GCV	000 Ar		324,000	70,540		22%	0	3,482	12,587	28,984	3,987	19,000	2,500	
	. Individuels / AEF	000 Ar		188,000	59,030		31%	0	0	29,480	29,550	0	0	0	
	. Individuels / Groupes défavorisés	000 Ar			370,570			0	0	0	0	40,570	70,000	260,000	
	. Individuels / AIA	000 Ar		90,000	0		0%	0	0	0	0	0	0	0	
	Valeur brute du portefeuille de prêts (encours - prêts sortis du bilan)														
Ratio de performance de l'octroi du crédit															
Accès au crédit: Bénéficiaires / adhérents	%		84%												
. Dont femmes	%		25%												

Sources: PTBA 2005, partie I Réalisations et Tableau de bord du réseau OTIV, février 2006.

Résultats de second niveau atteint

	Indicateurs	Unité	Valeur
Valeurs comparatives	% du Portefeuille à risque (base de calcul?)	%	5
	% d'autosuffisance opérationnelle (base de	%	
	% du coût d'exploitation / portefeuille de prêts	%	
	% de prêts en cours / nbre agents	%	

Données de base synthétisées

Résultat atteint	Indicateurs	Unité	Prévisions		Réalizations cumulées	Taux comparé	Taux comparé	Année 1 (1998)	Année 2 (1999)	Année 3 (2000)	Année 4 (2001)	Année 5 (2002)	Année 6 (2003)	Année 7 (2004)	Année 8 (2005)	
			RPE	RMP												
Système financier durable	Portefeuille à risque (encours des prêts accusant des arriérés) (base de calcul?)	%														
	. Dont % du portefeuille à risque attribué aux femmes	%														
	% d'autosuffisance opérationnelle (base de calcul?)	%														
	% du coût d'exploitation / portefeuille de prêts	%														
Productivité de la main d'œuvre	% de prêts en cours / nbre agents	%														

Notes:

- 1) Les informations sont disponibles dans la base de données de l'OTIV, les indicateurs (ou la manière de synthétiser et présenter l'information utiles aux parties prenantes) ne sont pas encore fixées, avec des variations dans les tableaux de bord suivis
- 2) Les réalisations cumulées sont parfois le produit de la sommation des réalisations annuelles, parfois la moyenne sur l'ensemble de la vue du projet.
- 3) Il s'agit du réseau de la Sava et de son appartenance au réseau MADOTIV. L'agrément de l'OTIV en tant qu'institution financière est toujours en attente au niveau de CPSF. L'adoption de la nouvelle loi des finances indique un délai de 2 ans, cependant !
- 4) La culture de l'épargne est un des principes fondamentaux du système financier de proximité. Il faudrait pouvoir distinguer l'épargne des membres individuels, de l'épargne des Associations: comptes personnels et comptes d'association.
- 5) Les écarts varient grandement d'une OTIV à l'autre; deux OTIV (Sambava et Fanavotana) recueillent respectivement 514 et 379 millions d'AR. Les autres OTIV ont en moyenne 48, 7 millions d'AR.
- 6) Le changement de monnaie du Fmg à l'Ariary a eu lieu en 2005. Pour une meilleure lisibilité des résultats, ils sont présentés dans les deux monnaies, le Fmg étant encore largement utilisé pour calculer
- 7) La ligne de crédit mise en place dans le cadre du PADANE octroyait le crédit selon des conditions particulières, notamment l'absence d'obligation d'épargne préalable de l'individu bénéficiaire du crédit. Une des difficultés de remboursement peut être !
- 8) Le nombre de crédit doit pouvoir être analysé plus en détail selon le type d'usage auquel ce crédit est destiné. Actuellement, à travers ces informations sur le membre bénéficiaire et son groupement, on peut déceler le type d'usage, bien qu'aucun moyen
- 9) Les activités envers les AEF ont été reprises par la composante sous la rubrique Caisses féminines.
- 10) Les crédits AIA ont été prévus dans le PTBA 2004, mais les informations sur le niveau de réalisation n'ont pas été mises à jour. Les AIA ne sont pas constituées officiellement, mais il s'agit des AUE et de crédits pour la campagne agricole.

3.8 Composante Gestion du projet

Réalisations techniques cumulées PADANE Composante Gestion du Projet

Activité	Indicateurs	Unité	Prévisions		Réalizations cumulées	Taux comparé RPE	Taux comparé RMP	Année 1 (1998)	Année 2 (1999)	Année 3 (2000)	Année 4 (2001)	Année 5 (2002)	Année 6 (2003)	Année 7 (2004)	Année 8 (2005)
			RPE	RMP											
Dispositif de gestion du Projet	Nombre total de personnes	Nombre													
	. Dont fonctionnaires	Nombre													
	. Dont contractuels	Nombre													
	. Dont femmes	Nombre													
	. Dont cadres de direction	Nombre	2												
	. Dont cadres AGR (note 1)	Nombre	1												
	. Dont cadres MEVA	Nombre	1												
	. Dont cadres AHA	Nombre													
	. Dont cadres pistes	Nombre													
	. Dont cadres SAF	Nombre	1												
	. Dont cadres Finances rurales (note 1)	Nombre													
	. Dont cadres S&E	Nombre	2												
	. Dont agents de terrain (note 1)	Nombre													
	. Dont chauffeurs	Nombre													
	. Dont personnel de soutien	Nombre													
	Gestion, coordination et S&E des activités	Atelier de démarrage, d'évaluation avec les parties prenantes (note 2)	Nombre	1	1	3	300%	300%	1			1			
Ateliers de suivi et programmation (note 3)		Nombre		10											
Plans annuels approuvés (PTBA) (note 3)		Nombre	6	8	8	133%	100%	1	1	1	1	1	1	1	1
Réunions de coordination internes (1 / mois)		Nombre		72	66		92%	4	8	12	10	12	12	8	
Réunions de coordination régionale (ex. GTDR, etc.)		Nombre													
Réunions du Comité de pilotage (2/an)		Nombre	12	16	8		50%	1	1	2	1	1	1	1	
Réunions du Comité des maires (2/an)		Nombre	12	16					XX	XX	XX	XX			
Réunions du Comité communal (3/an)		Nombre	18					XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX
Rapports d'activités (note 3)		Nombre													
. Dont annuels		Nombre		6	6		100%	1	1	1	1	1	0	1	
. Dont semestriels		Nombre		6											
. Dont trimestriels		Nombre		10	13		130%	1	2	0	2	3	4	1	
Missions de supervision externes		Nombre			10			2	2	1	1	1	1	1	1
Mission d'évaluation à mi-parcours		Nombre			1		100%				1				
Evaluation de fin de projet et rapport d'achèvement (note 4)		Nombre			1		100%								1
Missions de suivi et appuis terrain pour chaque composante (note 5)		h-jr													
Dossiers clés périmètres disponibles (note 6)		Nombre			172										
Dossiers clés GPPV		Nombre			138										
Dossiers clés GCV		Nombre			60										
Dossiers clés Tanety		Nombre			16										
Dossiers clés AUP	Nombre			3											
Dossiers clés AEF	Nombre			0											
Dossiers clés communes	Nombre			24											
Etudes et enquêtes disponibles (note 7)	Nombre			3											

Annexe 4 : Tableau des indicateurs du RIMS – FIDA

4.1 Résultats de premier niveau

Indicateurs du RIMS FIDA

Résultats de premier niveau

Groupe d'activités	Indicateurs de premier niveau	Unité	Prévisions		Réalizations cumulées	Taux comparé RPE	Taux comparé RMP	Année 1 (1998)	Année 2 (1999)	Année 3 (2000)	Année 4 (2001)	Année 5 (2002)	Année 6 (2003)	Année 7 (2004)	Année 8 (2005)
			RPE	RMP											
Tous les groupes	Personnes bénéficiant des services du projet, total pour le projet (base de calcul?)	Nombre			47442			1782	11100	12348	5064	7224	8124	1800	
	Bénéficiaires directs total pour le projet à travers les associations (note 1)	membre-association			9154										
	. Dont femmes	"y" membre association			2515										
	Dont Membres d'associations d'usagers de l'eau (AUE) et d'intensification agricole (AIA)	membre-association	25000	6600	5078	20%	77%								
	. Dont femmes	"y" membre association		1320	1226		93%								
	Dont Membres de groupement de producteurs et planteurs de vanille (GPPV)	membre-association	850	6650	2345	276%	35%								
	. Dont femmes	"y" membre association		1350	596		44%								
	Dont membres grenier commun villageois (GCV)	membre-association	4700	3000	1472	31%	49%								
	. Dont femmes	"y" membre association		1200	508		42%								
	Dont Membres association des usagers des pistes (AUP)	membre-association			74										
	. Dont femmes	"y" membre association													
	Dont Membres association de gestion de terroirs (AGT)	membre-association	1100	450											
	. Dont femmes	"y" membre association													
	Dont Membres associations économiques féminines (AEF)	membre-association		1500	185		12%								
	. Dont femmes	"y" membre association		1500	185		12%								
	Communes bénéficiaires des initiatives locales	nombre			43										
	Membres individuels du réseau OTIV (note 2)	nombre	6 400	15 141	17 544	274%	116%								
	. Dont femmes	"y" femmes		5 602	6 018		107%								
Groupements membres du réseau OTIV	nombre														

Groupe d'activités	Indicateurs de premier niveau	Unité	Prévisions		Réalizations cumulées	Taux comparé RPE	Taux comparé RMP	Année 1 (1998)	Année 2 (1999)	Année 3 (2000)	Année 4 (2001)	Année 5 (2002)	Année 6 (2003)	Année 7 (2004)	Année 8 (2005)
			RPE	RMP											
Développement de l'agriculture paysanne	Personnes formées riziculture (note 3)	nombre			1269										
	.dont femmes	"y" femmes formées													
	. Dont paysans	Nombre			1215										
	Personnes formées Préparation et traitement vanille	nombre													
	. Dont femmes	"y" femmes formées													
	Paysans utilisant les intrants achetés (note 4)	nombre													
Services financiers ruraux	Epargnants actifs (note 5)	nombre	9 539	11 033		116%	948	2 519	4 400	7 635	8 697	10 200	11 294	11 033	
	. Dont femmes	"y" femmes	5 602	5 985		107%	346	1 321	2 760	3 650	4 689	5 300	5 533	5 985	
	Valeur de l'épargne mobilisée (note 6)	AR	3 724 800	2 029 472		54%	66 612	504 691	1 836 168	3 677 688	2 527 749	4 024 440	1 880 000	1 718 429	
		USD	1 862 400	1 019 746		55%	33 306	252 346	918 084	1 838 844	1 263 875	2 012 220	940 000	899 292	
	.dont par les femmes	USD													
	Emprunteurs actifs	nombre	12 690	10 139		80%	0	714	2 287	2 182	2 087	656	2 166	47	
	.Dont femmes	"y" femmes	1 410	1 686		120%	0	116	469	385	285	65	353	13	
	Valeur brute du portefeuille de prêts (encours-prêts sortis du bilan)	USD													
. Dont prêts aux femmes	USD														
Développement des infrastructures rurales	Surface des périmètres d'irrigation remis en état / aménagés	Ha	6100	6107	4602	75%	75%	0	696	735	786	275	1484	626	0
	Paysans travaillant sur les périmètres remis en état / aménagés	Nombre	25000	4475	4500	18%	101%					1735	2624	3724	4500
	Groupes / associations d'usagers de l'eau créés	nombre	260	163	172	66%	106%	12	30	50	24	8	48	0	0
	Routes construites/ remises en état	Km	138	40.3	34	25%	84%	0	0	0	5	0	23	6	
Développement institutionnel	Groupes d'intérêts créés	Nombre			529										
	. Dont AUE	nombre	260	163	172	66%	106%								
	. Dont AIA	nombre		163	71										
	. Dont GPPV	nombre	85	141	142	167%	101%								
	. Dont GCV	nombre	85	60	60	71%	100%								
	. Dont AUP	nombre	8	3	3	38%	100%								
	. Dont AGT	nombre	36	15	1	3%	7%								
	. Dont AEF (caisses féminines)	nombre		75	37	49%									
	. Dont comités communaux PCD	Nombre		15	15	100%									
	. Dont Unions des GPPV	nombre			10										
	. Dont Caisses d'épargne et crédit	nombre			18										

Groupe d'activités	Indicateurs de premier niveau	Unité	Prévisions		Réalizations cumulées	Taux comparé RPE	Taux comparé RMP	Année 1 (1998)	Année 2 (1999)	Année 3 (2000)	Année 4 (2001)	Année 5 (2002)	Année 6 (2003)	Année 7 (2004)	Année 8 (2005)
			RPE	RMP											
Recherche, vulgarisation et formation pour la production agricole	Paysans participant à des essais de recherche	nombre			187			11	98	38	14	6	6	4	10
	Démonstrations effectuées sur les terres des paysans (note 7)	nombre		163	0			1334	5429	7809	6552	0	0	0	
	. Dont riz irrigué	nombre			0			69	1329	2595	1250	0	0	0	
	. Dont vanille	nombre			0			191	799	2473	1897	0	0	0	
	Personnes ayant accès aux services de conseils techniques mis en place par le projet (note 8)	nombre		18100	11738		65%	297	3017	6405	7960	9503	10953	11338	11338
	. Dont femmes	"y" femmes		3820	2547		67%	48	465	1214	1584	2100	2469	2547	2547
	Activités de vulgarisation / diffusion en matière de recherche et développement auxquelles ont participé les ménages cibles (note 9)	Nombre			5										
Développement des communautés rurales	Plans d'action communautaires / villageois préparés	nombre			15										
	Nombre de projets communautaires mis en place (note 10)	nombre		200	178		89%		88	71	1	9	9		
	. Dont Aduction d'eau	nombre			166				88	68		9	1		
	. Dont puits	nombre			3								3		
	. Dont réhabilitation de piste ou points noirs	nombre			6					1				5	
	. Dont pirogues métalliques	nombre			3					2	1				
Développement des entreprises rurales	Nombre d'entreprises créées / renforcées (note 11)	nombre													
	. Dont travaux	nombre			96										
	. Dont animation	nombre													
	. Dont services conseils techniques de production	nombre													
	. Dont services conseils gestion du secteur	nombre													
Développement du capital humain pour les ménages ruraux	Agents communautaires et volontaires (note 12)	nombre		30	26		87%	0	0	0	0	13	13		26
	Puits d'eau potable forés / creusés (note 13)	nombre			169				88	68		9	4		
	. Dont puits	nombre			3								3		
	. Dont Aduction d'eau	nombre			166				88	68		9	1		

Groupe d'activités	Indicateurs de premier niveau	Unité	Prévisions		Réalizations cumulées	Taux comparé RPE	comparé RMP	Année 1 (1998)	Année 2 (1999)	Année 3 (2000)	Année 4 (2001)	Année 5 (2002)	Année 6 (2003)	Année 7 (2004)	Année 8 (2005)		
			RPE	RMP													
Gestion des ressources naturelles	Citernes / installations de collecte de l'eau construites (note 14)	nombre															
	. Dont Aduction d'eau	nombre			166				88	68		9	1				
	. Dont Micro barrages	nombre															
	. Dont travaux de drainage	nombre															
	Surfaces des terres améliorées grâce à des mesures de préservations du sol et de l'eau (note 15)	Ha															
	. Dont mise en défens	Ha		715	412		58%				215	12	98	87			
	. Dont concernées par plans	Ha															
	. Dont concernées par des cahiers de charge	Ha															
	Nombre de plans de gestion des ressources mis en œuvre (note 16)	nombre			14												
	. Dont plan de gestion	nombre		15	1		7%										
. Dont cahiers de charge.	nombre		15	13		87%											
Gestion et coordination	% de décaissement des prêts du FIDA global (note 17)	%															
	. Dont AGR	%															
	. Dont Gestion participative	%															
	. Dont MEVA	%															
	. Dont AHA	%															
	. Dont DAT	%															
	. Dont Pistes rurales	%															
	. Dont Finances rurales	%															
	. Dont Gestion et coordination du Projet	%															

Notes générales:

Le tableau du RIMS reprend les données des tableaux de résultats du PADANE, cette fois regroupées selon la structure corporative du FIDA, i.e. par groupe d'activités. Au delà des quelques données renseignées, ce tableau est l'occasion de capitaliser les

Les indicateurs retenus sont ceux pour lesquels le PADANE a contribué directement. Les données qui ne sont pas renseignées, soit parce qu'elles ne sont pas disponibles, pas sous le format d'unité indiqué par le RIMS en raison de l'introduction tardive du

Les indicateurs du RIMS (version décembre 2003) ne sont pas toujours suffisamment définis pour assurer une lecture claire et cohérente des valeurs obtenues. Les différents notes au bas du tableau précisent les définitions utilisées par le PADANE pour ses

4.2 Résultats de second niveau

Indicateurs du RIMS FIDA

Résultats de second niveau

Groupe d'activités	Indicateurs de second niveau	Unité	Prévisions		Réalizations cumulées	Taux comparé RPE	Taux comparé RMP	Année 1 (1998)	Année 2 (1999)	Année 3 (2000)	Année 4 (2001)	Année 5 (2002)	Année 6 (2003)	Année 7 (2004)	Année 8 (2005)	
			RPE	RMP												
Tous les groupes	Ménages bénéficiant d'une plus grande sécurité alimentaire (réduction de la période de disette, augmentation du nombre de repas par jour) (note 1)	Nombre														
Développement de l'agriculture paysanne	Superficie supplémentaire cultivée riz (note 11)	Ha														
	Superficie supplémentaire cultivé vanille (note 10)	ha														
	Paysans ayant adopté la technologie recommandée par le Projet pour le riz (Note 12)	Nombre		27500	7336	27%			344	658	866	1688	1890	1890		
	. Dont femmes	"y" femmes			5091				210	435	546	1216	1342	1342		
	Paysans ayant adopté la vente de vanille traitée et préparée plutôt que verte ou en fleur (note 2)	Nombre														
	. Dont femmes	"y" femmes														
	Paysans faisant état d'un accroissement de la production / rendement Riz	Nombre														
Paysans faisant état d'un accroissement de la production / rendement Vanille (note 13)	Nombre															
Services financiers ruraux	Portefeuille à risque (encours des prêts accusant des arriérés) (note 3)	%														
	. Dont femmes	%														
	Autosuffisance opérationnelle (base de calcul?)	%														
	Coût d'exploitation / portefeuille du prêt (base de calcul?)	%														
	Prêts en cours / agents (productivité de la main d'œuvre)	%														
Développement des infrastructures rurales	Ménages desservis par les puits (note 4)	Nombre			3960			1890	1110	900	30	30				
	Paysans ayant un accès garanti à l'eau (note 5)	Nombre														

Groupe d'activités	Indicateurs de second niveau	Unité	Prévisions		Réalizations cumulées	Taux comparé RPE	Taux comparé RMP	Année 1 (1998)	Année 2 (1999)	Année 3 (2000)	Année 4 (2001)	Année 5 (2002)	Année 6 (2003)	Année 7 (2004)	Année 8 (2005)	
			RPE	RMP												
Développement des communautés rurales	Nombre de groupes opérationnels / fonctionnels (note 14)	Nombre														
	. Dont AUE	Nombre														
	. Dont AIA	Nombre														
	. Dont GPPV	Nombre														
	. Dont GCV	Nombre														
	. Dont AEF (caisses féminines)	Nombre														
	. Dont AGT	Nombre														
	Femmes siégeant dans des comités de gestion	Nombre														
Plans d'action communautaires faisant partie des programmes d'administrations locaux (note 6)																
Développement des entreprises rurales	Emplois créés par les PME	Nombre														
Gestion des ressources naturelles	Ménages disposant d'un droit de jouissance garanti sur les ressources naturelles, notamment la terre et l'eau (note 8)	Nombre		600	171		29%								171	
	Superficies de ressources communes faisant l'objet de pratiques de gestion améliorée (note 9)	Ha														

Notes générales:

- a) Le tableau du RIMS pour les résultats de second niveau est difficile à remplir pour l'une ou l'autre de ces raisons:(i) les données détaillées se présentent sous un format qui doit être agrégé avant de renseigner ce tableau, exemple les productions agr
- b) Les résultats de second niveau sont importants pour préciser la logique d'intervention de chaque sous composante. Les tableaux détaillés des résultats de second niveau de chaque composante ont été préparés. L'évaluation d'impact par les bénéficiaires a
- c) L'utilisation des indicateurs dans le processus de gestion du projet est la seule façon de les améliorer tant au niveau de la qualité de l'indicateur identifié que des données recueillies.

Indicateurs du RIMS FIDA
Résultats de second niveau

Notes:

- 1) Le projet n'a pas suivi le nombre de ménages, mais l'enquête participative d'impact avec les bénéficiaires a permis d'apprécier l'évolution des différents aspects de l'insécurité alimentaire: production rizicole, période de soudure, diversification de
- 2) Un résultat attendu se situe au niveau de la vente de vanille traitée plutôt que verte ou en fleurs. Le PADANE n'a pas pu suivre cet indicateur, probablement parce que la pertinence de son suivi n'était pas clairement identifiée, ni la responsabilité c
- 3) Pour le réseau OTIV, un prêt passe dans le portefeuille à risque lorsque les arriérés sont à plus de 90 jours. Cependant, le réseau OTIV suit tous les arriérés et les classe selon moins de 30 jours, moins de 60 jours, moins de 90 jours, moins de 120 jo
- 4) Le nombre de ménages desservis a été estimé au moment de l'identification des AIL.
- 5) Pour le PADANE, il s'agit ici du nombre d'exploitants agricoles des périmètres réhabilités en vue d'une meilleure maîtrise de l'eau; ce nombre est calculé pour la saison et la contresaison. Les données se trouvent détaillées dans le tableau des résulta
- 6) Pour le PADANE, le suivi des actions des associations est transféré aux communes. Ce n'est qu'après la clôture du projet, qu'il sera possible de voir si effectivement ces activités seront inscrites dans les Plans d'actions des communes.
- 7) L'indicateur retenu au RIMS (nombre d'entreprise en activité au bout de trois ans) ne peut être mesuré comme indicateur de second niveau en fin de projet, il faudrait attendre quelques années pour voir la situation des entreprises prestataires du PADA
- 8) Pour le PADANE, cet indicateur correspond au nombre de titres fonciers délivrés, et il s'agirait plutôt d'un indicateur de premier niveau, puisqu'il correspond é une réalisation concrète du Projet.
- 9) Cet indicateur est répétitif avec le même indicateur inscrit pour le premier niveau.
- 10) Les données du projet sont en nombre de plants additionnels de vanille. Cette donnée est convertie en superficie (ha), selon la norme suivante:
- 11) Les données du projet portent sur les superficies cultivées sur les périmètres encadrés. Il est difficile pour le projet dans le cadre de ses activités courantes de suivi de mesurer les superficies additionnelles. Ces dernières ont été estimées dans l'
- 12) Les données ont été mesurées et détaillées par saison et contresaison pour l'année 2004 dans le tableau des résultats de second niveau de la sous composante MEVA.
- 13) Les données du Projet mesurent le niveau de production atteint comme résultat de second niveau. Les paysans observant un accroissement de production ou de rendement ont été estimés dans l'évaluation d'impact par les bénéficiaires et les données sont d
- 14) Seuls les GPPV, AUE et AUP bénéficient encore d'un appui en dernière année du Projet. Les AUE et GPPV ont été évalués selon la grille d'appréciation de la fonctionnalité des associations. Les AEF sont converties en caisses féminines, les GCV et AGT

Notes Indicateurs RIMS résultats de premier niveau

- 1) Les personnes touchées directement par le projet ont été estimées dans l'indicateur précédent par le PADANE. Voici une autre façon de le faire. Pour le PADANE, les bénéficiaires directs sont les membres des associations et leurs dépendants. Un ménage m
- 2) Le réseau OTIV est accessible aux hommes et aux femmes, peu importe s'ils appartiennent à des associations.
- 3) La formation pourrait être définie ici comme étant la sommation des personnes ayant bénéficié de toutes formes de formation: les parcelles vitrines (une parcelle = un paysan), les parcelles d'essais en milieu paysan, les formations formelles, les voy
- 4) Les données disponibles (résultats sous composante MEVA) au projet portent sur la quantité d'intrants diffusés par le projet, pas sur le nombre de paysans ayant utilisés ces intrants diffusés par le projet.
- 5) Le nombre d'épargnant actif est obtenu par déduction du nombre d'épargnant inactif du nombre total de membres du réseau OTIV.
- 6) Les valeurs en USD sont obtenues par conversion des valeurs annuelles en Ariary au USD, selon un taux de change moyen de 2000 Ar / USD.
- 7) Les démonstrations prévues au RMP ne portent que sur les périmètres réhabilités et que pour le riz, ce qui explique la nette baisse constatée entre les années 1998-2001(approche PNVA) et les années 2002-2005.
- 8) Quelle serait la base de calcul pour les données présentées par le PADANE pour cet indicateur? Les personnes ayant accès aux services conseils techniques (production et gestion) sont les membres des associations AUE et GPPV? Le total serait alors de 7
- 9) Les activités auxquelles ont participé les ménages cibles (entre 2002 et 2005, après la réorientation stratégique du RMP) sont: la formation des paysans, le voyage d'études, les essais en milieu paysan, le suivi d'un échantillon de périmètres et paysan
- 10) Pour le PADANE, ces projets correspondent aux initiatives locales (AIL).

- 11) Les entreprises renforcées sont les entreprises privées locales, régionales ou nationales agissant en milieu rural et ayant été prestataires de services pour le PADANE, pour réaliser des travaux (réhabilitation pistes, périmètres, bureaux, et construc
- 12) Dans le cadre du PADANE, les agents communautaires sont les animateurs de périmètres.
- 13) Le PADANE a creusé quelques puits, mais a essentiellement réalisé des aductions d'eau ayant permis d'offrir une eau potable de qualité. Les valeurs présentées ici portent sur le nombre d'adduction d'eau incluant les puits.
- 14) Les installations construites pour la collecte de l'eau sont à deux fins: eau potable pour les aductions d'eau et barrage / travaux de drainage pour une meilleure maîtrise de l'eau d'irrigation.
- 15) Les mesures d'amélioration réalisées par le PADANE sont: l'élaboration de plans d'action sur Tanety, mise en défens et cahier de charges des exploitants individuels. La sommation des superficies concernées par chacune de ces mesures correspond au tota
- 16) Au PADANE, le plan de gestion se distingue du cahier de charges des bénéficiaires. Des cahiers de charges ont été élaborés pour des périmètres, un seul plan a été réalisé. Sont indiqués ici la sommation des deux types de plans.
- 17) Les données présentées ici donnent le décaissement toutes sources de financement confondues.

Annexe 5 .1: Tableaux des impacts tels que perçus par les bénéficiaires

Tableau des Impacts tels que perçus par les bénéficiaires

A l'échelle du ménage

Domaine de changement	Changements perçus auxquels le projet a contribué	Appréciation du changement		% bénéficiaires touchés (note 3)	Processus dynamique instauré (4/3/2/1)	Perspective de durabilité (4/3/2/1)
		Direction du changement (+, 0, -)	Indicateur			
Biens matériels et financiers	Amélioration des conditions d'irrigation	+	Hausse de 170 % des superficies des parcelles considérées par les riziculteurs pauvres comme étant correctement irriguées durant les 2 saisons (valeur avant projet était de 20 ares); la chute du prix de la vanille a certainement influencé aussi la relance	40% des exploitants pauvres		
	Accroissement de la propriété rizicole	+	Hausse de plus de 42 % en superficie rizicole chez les riziculteurs pauvres			
	Accroissement de la propriété en plantation de vanilles	+	Hausse de 80% chez les producteurs de vanille pauvres. (extension liée au crédit disponible auprès de l'OTIV) (valeur avant projet était de 550 pieds)			
	Diminution de la forme de métayage total	+	Réduction de 17% de producteurs pratiquant le métayage total chez les riziculteurs pauvres			
	Equipement agricole (riziculture)	+	Faible amélioration du taux d'équipement surtout chez les riziculteurs pauvres (+ 4% en charrue et + 5% en sarleuse)			
	Equipement agricole (préparation vanille)	0	Aucune amélioration tangible du niveau d'équipement (note 1)			
	Accès aux marchés	+	Amélioration importante en terme de réduction de la durée (- 50%) du trajet du village à la route nationale, période d'impraticabilité (de 6 à 1 mois) et peu sur les frais de transport. Meilleure mobilité sociale. Présence de collecteurs plus grande. Po	11% de la population de la zone		
	Conditions d'habitat	0	Peu d'amélioration sauf chez les riches riziculteurs et producteurs de vanille où un accroissement du taux de ménage possédant une maison en dur, respectivement de 14 et 9 % est constaté.			
	Equipement domestique	+	Niveau moyen d'amélioration avec notamment une baisse du taux de ménage ne disposant même pas d'un poste de radio: 18% chez les riziculteurs pauvres et 16% chez les producteurs de vanille pauvres.(note 4)			
	Equipement de transport	+	Faible niveau d'amélioration général à tous les niveaux avec une baisse du taux de ménage ne disposant même pas d'un vélo: 15% chez les pauvres riziculteurs et 10% chez les producteurs de vanille pauvres.			
Capacité annuelle des ménages à épargner	-	Baisse générale sauf chez les producteurs de vanille où le projet a produit des impacts tangibles avec une hausse de 30% pour les producteurs moyens GPPV qui ont bénéficié d'une plus grande valeur ajoutée de la vanille vendue préparée). Valeur témoin confir				
Accès au crédit rural	+	Une amélioration très importante, avec un taux d'accès de 78% chez les producteurs de vanille. Aussi 40% des membres de l'OTIV ont accès au crédit dont 25% en contrepartie de l'épargne.				

Domaine de changement à l'échelle du ménage	Changements perçus auxquels le projet a contribué	Appréciation du changement		% bénéficiaires touchés	Processus dynamique instauré (4/3/2/1)	Perspective de durabilité (4/3/2/1)
		Direction du changement (+, 0, -)	Indicateur			
Capital humain	Compétences professionnelles en riziculture	+	Amélioration très importante marquée par l'acquisition de nouvelles compétences en matière de techniques rizicoles améliorées (SRA) et intensives (SIR).			
	Adoption de techniques rizicoles modernes (améliorées et intensives)	+	Amélioration de niveau moyen avec 18 à 25% des producteurs qui pratiquent le SRI sur plus de 50% de la superficie cultivée et de 27 à 49% pratiquant le SRA sur plus de 75% de la superficie			
	Compétences professionnelles en matière de production et préparation de vanille	+	Faible amélioration autant en matière de technique de culture qu'en matière de commercialisation. Baisse d'environ 10% de la vente de vanille verte par les producteurs de vanille (passant de 44 à 34% du poids de la production totale). Comparativement à un			
	Accès à l'eau potable	+	Faible amélioration			
Capital social et moyens d'actions des populations	Adoption et acquisition de la politique de l'organisation paysanne	+	Amélioration de niveau élevé marquée surtout par une forte participation aux activités des groupements (45 à 78% des membres ayant participé à plus de 80% des activités), une bonne appréciation des avantages tirés des groupements, un bon % de membres adhé			
	Evolution vers des structures fédératives	+	Amélioration faible, marquée par une lente évolution des GPPV vers des groupements de commercialisation (la pratique de la commercialisation individuelle des producteurs de vanille prédomine encore et le pouvoir de négociation des groupements reste très l			
	Accès aux informations	+	Amélioration de niveau élevé de l'accès à l'information par l'intermédiaire des groupements constitués et des activités menées par le projet. Accès aux informations sur les opportunités de partenariats (80% des vanilliers, 40% des riziculteurs), avec tou			
	Pouvoir de négociation sur les marchés	0	Faible ou pas d'amélioration autant auprès des riziculteurs que des producteurs de vanille			
Sécurité alimentaire	Production agricole	+	Amélioration de niveau élevé marquée par une hausse de production de 30 à 55% en contre saison et de 25 à 32 % en saison.			
	Période de soudure	+	Diminution importante de la période de soudure (- 30 à - 52% chez les différentes classes de riziculteurs)			
	Diversification de l'alimentation	0	Faible ou pas d'amélioration générale.			
	Diversification des sources d'amélioration de revenus	+	Amélioration de niveau faible avec un léger mieux chez les producteurs de vanille (6 à 17% ayant pu diversifier leurs sources de revenu par la création de nouvel emploi (accès au crédit)			
Environnement	Réduction de la pratique de tavy (culture sur brûlis)	+	Faible amélioration marquée par une réduction du recours au tavy de 10% chez les producteurs de vanille et de 16% chez les riziculteurs mais avec un taux de recours situé encore à un niveau élevé.			

Source: Evaluation d'impact par les bénéficiaires. Rapport synthèse 2006

A l'échelle du groupement

Domaine de changement	Changements perçus auxquels le projet a contribué	Appréciation du changement		% bénéficiaires touchés	Processus dynamique instauré (4/3/2/1)	Perspective de durabilité (4/3/2/1)
		Direction du changement (+, 0, -)	Indicateur			
Biens matériels et financiers	Equipement	+	Faible amélioration			
	Autonomie financière	+	Faible amélioration			
Capital humain	Fonctionnement du bureau	+	Faible amélioration			
	Compétences à organiser et diriger des associations	+	Amélioration de niveau moyen marquée par une assez bonne capacité en matière de tenue des réunions prévues, de la mobilisation des membres, et moins bonne en matière de programmation et budgétisation des activités			
	Compétences à réaliser des travaux d'entretien de réseaux	+	Amélioration e niveau élevé en matière de travaux d'entretien courant et faible amélioration en ce qui concerne les travaux d'entretien périodique.			
Environnement	Capacités des AGT à pratiquer des cultures sur tanety aménagés	+	Faible amélioration avec peu d'AGT créées et presque aucune AGT réellement fonctionnelle			

Source: Evaluation d'impact par les bénéficiaires. Rapport synthèse 2006

A l'échelle de la commune (Note 2)

Domaine de changement	Changements perçus auxquels le projet a contribué	Appréciation du changement		% bénéficiaires touchés	Processus dynamique instauré (4/3/2/1)	Perspective de durabilité (4/3/2/1)
		Direction du changement (+, 0, -)	Indicateur			
Biens matériels et financiers	Infrastructures agricoles	+	Forte amélioration en nombre d'infrastructures agricoles fonctionnelles présentes dans chaque commune			
	Infrastructures sociales	+	Amélioration de niveau moyen marquée surtout par la construction d'aduction d'eau et la réhabilitation de points noirs sur les routes rurales			
	Fiscalité	0	Peu d'amélioration notable sur la recette fiscale.			

Source: Evaluation d'impact par les bénéficiaires. Rapport synthèse 2006

A l'échelle de la région

Domaine de changement	Changements perçus auxquels le projet a contribué	Appréciation du changement		% bénéficiaires touchés	Processus dynamique instauré (4/3/2/1)	Perspective de durabilité (4/3/2/1)
		Direction du changement (+, 0, -)	Indicateur			
Institutions, politiques et cadre réglementaire	Finances rurales	+	Amélioration de niveau élevé marquée par la mise en place de l'institution de crédit rural dans la zone du projet (18 caisses d'épargne et crédit couvrant les 43 communes)			
	Organisation paysanne	+	Amélioration de niveau élevé marquée par la création de 529 groupes d'intérêts de divers types (AUE, GIA, GPPV, GCV, AUP, AGT, Caisses féminines, Caisses d'épargne et crédit) et regroupant 9154 membres des groupements et 17544 membres des caisses, dont 27			
	Institution publique	+	Amélioration de niveau moyen marquée par certains transferts technologiques et de matériels en fin de projet			
	Prestataires de service	+	Amélioration de niveau élevé concernant le nombre et les activités de prestataires de services locaux travaillant pour le projet (96 PME de construction ayant en moyenne 2,16 contrats pour un montant moyen de l'ordre de 27,6 millions d'Ariary.			

Source: Evaluation d'impact par les bénéficiaires. Rapport synthèse 2006

Notes:

- 1) Les équipements ont été fournis par le projet STABEX présent dans la zone et travaillant avec une centaine de groupements réunissant plus de 11600 producteurs. Le PADANE n'avait pas pour objet d'accroître les équipements, mais plutôt d'augmenter la va
- 2) Les domaines d'impact perçus devrait aussi pouvoir porter sur (i) les aspects de capital humain (capacité à élaborer une PDC, à programmer et réaliser une initiative locale), (ii) de capital social, avec la création de différents types de groupements
- 3) Pour renseigner cette colonne, il y aurait lieu de clarifier comment est calculé le pourcentage des bénéficiaires touchés. La valeur présentée pour le cas des routes: 11% de la population de la zone du projet seulement a été concernée par les pistes r
- 4) Valeur témoin confirmant l'effet positif du PADANE: la situation s'est détériorée chez les témoins riches et moyens et est restée précaire chez les pauvres.

Notes générales.

- a) Les résultats proviennent de l'enquête de perception auprès de trois types de ménages (254 ménages membres des AUE, 163 ménages membres des GPPV et 60 ménages témoins n'ayant bénéficié d'aucun apport du Projet). A noter que l'enquête s'est déroulée au
- b) L'évaluation d'impact est conduite pour la première fois. Les données de la situation Avant le projet ont été reconstituées avec les personnes enquêtées. Les différentes mesures demandées par ce tableau ne sont pas prises systématiquement, en raison de
- c) Les indicateurs retenus sont ceux relatifs aux bénéficiaires pauvres. L'évaluation a distingué les ménages enquêtés selon leur niveau de prospérité: pauvre, moyen et riche et les données détaillées sont disponibles dans le rapport d'évaluation.

Intensité des impacts

Source Rapport D'évaluation d'impact du PADANE. BLODEV. 2005

Catégorie d'impact	Fréquence des impacts perçus (%)	Fréquence des perceptions d'intensité des impacts (%)			Indicateur d'intensité d'impact
		E*	M	F	
Sur le revenu des ménages	61 %	30	45	25	105
Sur la sécurité alimentaire	63 %	34	42	23	111
Sur le système de production de riz	80%	42	36	22	120
Sur le système de production et de commercialisation de la vanille	47%	15	27	59	56
Sur l'organisation paysanne	61 %	52	40	8	144
Sur l'accès au crédit rural	36%	37	33	31	106
Sur la sécurisation foncière	14%	0	12	88	12

* E: élevé, M: Moyen, F: Faible.

Le calcul de l'indicateur d'intensité d'impact (dernière colonne) est réalisé en affectant les coefficients suivants pour les différents degrés d'intensité d'impacts:

- coefficient 2 pour le degré d'impact élevé
- coefficient 1 pour le degré d'impact moyen
- coefficient 0 pour le degré d'impact faible.

Pour chaque catégorie d'impact ces coefficients sont appliqués aux fréquences de perception de chaque niveau d'intensité d'impact par les chefs d'exploitation enquêtés, et la somme de ces produits donne l'indicateur d'intensité d'impact relatif à la catégorie.

Les indicateurs prennent ainsi une valeur comprise entre 0 et 200. Si l'indicateur est compris entre 0 et 67, l'impact est ressenti par les bénéficiaires comme étant faible, entre 68 et 133, il est moyen et au-delà de 134, l'impact est élevé.

Annexe 6 : Cadre de dépenses a moyen terme du MAEP 2005 – 2007 & contribution du PADANE a l’atteinte des résultats sectoriels

Annexe 7 : Relevé des missions de supervision du FIDA / UNOPS

RELEVÉ DES MISSIONS DE SUPERVISION EFFECTUEES AU NIVEAU PADANE

Numéro	Date	Composition	Objet
	Du 07 au 11 septembre 1998	M. Ousmane SECK, Chargé de Programmes agricoles à la Banque Mondiale, Antananarivo	Préparation de la mission conjointe FIDA/Banque Mondiale visant à : ➤ S'assurer du démarrage effectif du projet ; ➤ Constater la coordination des activités sur terrain
1	Du 25 au 27 septembre 1998	Messieurs : ➤ Francesco David E. SYLVA, Chargé de Portefeuille ; ➤ Ousmane SECK, Chargé de Programmes agricoles à la Banque Mondiale, Antananarivo	Mission conjointe de supervision FIDA/BM consistant à des rencontres à différentes personnalités et des visites sur terrain : ➤ Rencontre avec les dirigeants de la Caisse Mutuelle d'Anjangoveratra et Ambodivoara ; ➤ Rencontre avec la population et le Comité Communal d'Ambodivoara et avec les bénéficiaires des barrages d'Antsahamanolotra dans cette Commune Rurale ➤ Visites sur terrain Les participants aux visites sur terrain sont joints en Annexe
2	Du 02 au 13 février 1999	1. Du côté de l'UNOPS : ➤ Mr Chaalala, Senior Portfolio Manager ; ➤ Mme A. Kawalec, Consultant 2. Du côté du FIDA : ➤ Mr F. E. SYLVA, Chargé de Portefeuille ; ➤ Mme Miriam Okong'o, Fonctionnaire ; 3. Du côté de la Banque Mondiale : ➤ Mr Ousmane SECK, Chargé de Programmes agricoles à la Banque Mondiale, Antananarivo	➤ Participer au transfert des activités de supervision du PADANE, de la Banque Mondiale à l'UNOPS ; ➤ Superviser le Projet d'Amélioration et de Développement Agricole dans le Nord-Est (PADANE)

Numéro	Date	Composition	Objet
3	Du 10 au 25 octobre 1999	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mr Chaalala, Senior Portfolio Manager ; ➤ Mr Mohsen BOULARES, Consultant de l'UNOPS 	Première mission de l'UNOPS pour apprécier l'état d'avancement du Projet, ainsi que les contraintes qui s'exercent encore sur le plan institutionnel qu'opérationnel
4	Du 25 septembre au 07 octobre 2000	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mr Benoît Thierry, Portfolio Manager de l'UNOPS, Chef de mission ; ➤ Mme Elisabeth Tewolde, Fonctionnaire FIDA ; ➤ Mr Mohsen BOULARES, Consultant de l'UNOPS 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Evaluation des performances du personnel du Projet ; ➤ Suivi de l'état d'exécution des recommandations de la dernière mission ➤ Appréciation de l'état d'avancement du Projet
5	Du 15 au 29 septembre 2001	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mr Benoît Thierry, Portfolio Manager de l'UNOPS, Chef de mission ; ➤ Mr Mohsen BOULARES, Consultant de l'UNOPS; ➤ Mr Achille RAHARISON, Directeur Général des Activités Techniques ; ➤ Mr Mr Bouallam ALLAM, Contrôleur financier des Projets FIDA à Antananarivo 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Après la relance du Projet en 2000 et la réorientation de la gestion et des méthodes de travail, aller dans les détails des composantes qui avaient le plus de retard ; ➤ A l'approche de la RMP, examiner avec l'équipe du Projet les possibilités d'extension dans le temps du projet et de définir les activités prioritaires pour cette extension.

Numéro	Date	Composition	Objet
	Du 15 octobre au 03 novembre 2001	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mme H. Lackner, Sociologue, Consultante ; ➤ Messieurs : <ul style="list-style-type: none"> - D. Cornet, Agronome Consultant UNOPS ; - G. Doucet, Micro finances, Consultant UNOPS ; - A. Randriatavy, Infrastructure, Consultant UNOPS ; - S. Gavottik Chef de mission, FAO, Centre d'investissement ; ➤ Mme J. Saholy RABEMANANTSOA, Chef de Service des Finances Rurales, DAPP ; ➤ Mr Pierrot RANDRIANATIANA, DGR 	Examens de revue de portefeuille
6	Du 09 au 23 décembre 2002	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mr Benoît Thierry, Portfolio Manager de l'UNOPS, Chef de mission ; ➤ Mme Reine ANANI, Consultante FIDA ; ➤ Mr Mohsen BOULARES, Consultant de l'UNOPS Accompagné sur terrain par : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Mr Bouallam ALLAM, Contrôleur financier au Bureau d'Appui des Projets FIDA à Antananarivo 	Mission de supervision de l'UNOPS ayant pour objet de : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Tenir des séances de travail avec l'équipe du Projet, ➤ Exécuter des visites des réalisations du PADANE dans plusieurs Communes des Sous-préfectures de la SAVA ; ➤ Tenir des réunions avec le Conseil d'Administration des Caisses mutuelles d'épargne et de crédit (OTIV), diverses associations de paysans, les responsables des composantes du Projet ainsi que ceux des ONG(s), des bureaux d'études et entreprises (Managing, Someah, Egecoram) et des professionnels de la vanille

Numéro	Date	Composition	Objet
7	Du 22 septembre au 03 octobre 2003	<p>Messieurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Mr Benoît Thierry, Portfolio Manager de l'UNOPS, Chef de mission ; ➤ Bofete BONDOLE, Consultant UNOPS ; <p>Accompagnées de Messieurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Bouallam ALLAM, Contrôleur financier au Bureau d'Appui des Projets FIDA à Antananarivo ; ➤ Haingo RAKOTONDRATSIMA, Chargé de liaison du FIDA à Madagascar 	<p>Mission de supervision du PADANE ayant pour objet de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Tenir des séances de travail avec l'équipe du Projet ; ➤ Effectuer des visites de réalisations dans plusieurs communes des sous-préfectures de la SAVA ; ➤ Tenir une réunion spéciale avec les AVB et les animateurs de Périmètres d'une part et le Conseil d'Administration des Caisses mutuelles d'épargne et de crédit (OTIV) ; ➤ Réaliser des discussions avec diverses associations de paysans, les ONG coopérantes (DID, CDD), les bureaux d'études et les entreprises (BRL, Managing, Egecoram).
8	Du 18 septembre au 01 octobre 2004	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mr Damien Ngendahayo, Chef de mission ; ➤ Mr Bofete BONDOLE, Consultant UNOPS <p>Accompagnés sur le terrain par Messieurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Mr Hery RANAIVOSON, Chef de BAP/FIDA ; ➤ Mr Haingo RAKOTONDRATSIMA, Chargé de mission du FIDA à Madagascar 	<p>Mission d'évaluation de l'état d'avancement de l'exécution des activités du Projet ayant pour objet de faire le point sur l'exécution du plan d'actions proposé par la mission FIDA de prolongation du PADANE et de formuler des recommandations sur les actions prioritaires à mener au cours de 15 derniers mois d'intervention du Projet.</p>
9	Du 15 au 29 avril 2005	<p>Messieurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Bofete BONDOLE, Chef de mission ; ➤ Pasael-Firmin Ndimira, Consultant UNOPS <p>Mesdames :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Julie RAZAFIARIJONA, Direction de la Statistique et du Suivi- Evaluation (DSSE) ; ➤ Saholy RASOARIMALALA, Direction de l'Appui à la Professionnalisation des Producteurs (DAPP) 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Faire le point et guider le processus de l'évaluation finale des activités en matière de l'impact général du Projet en relation avec l'Accord de prêt ; ➤ Apporter un appui aux procédures d'achèvement des activités conformément aux conditions générales du FIDA ; ➤ Préparer la clôture du Projet dans les conditions prévues par l'Accord de prêt

Annexe 8 : Amendements a l'Accord de prêt FIDA no 410-MG

Amendements de l'accord de prêt 410 - MG

et réallocations des fonds (en DTS)

Catégorie de dépenses	Prévision RPE (USD)	Prévision initiale (DTS)	Proposition réallocation (RMP Décembre 2001) (DTS)	Réallocation 1^{ère} prolongation (2002) (DTS)	Réallocation (Mission de prolongation 2004) (DTS)
I- Constructions	<i>5 468 900</i>	<i>3 370 000</i>	<i>2 827 850</i>	<i>2 580 000</i>	<i>2 580 000</i>
a) Bâtiments	243 500	150 000	131 500	140 000	150 000
b) Routes	2 738 900	1 690 000	1 016 350	910 000	830 000
c) Aménagements hydro-agricoles	2 486 500	1 530 000	1 680 000	1 530 000	1 600 000
II- Véhicules et équipements	<i>1 282 200</i>	<i>780 000</i>	<i>720 400</i>	<i>440 000</i>	<i>500 000</i>
III- Assistance technique, formation et études	<i>1 501 000</i>	<i>950 000</i>	<i>1 407 100</i>	<i>1 850 000</i>	<i>2 000 000</i>
IV- ONG (Partie A)	<i>790 500</i>	<i>490 000</i>	<i>982 300</i>	<i>960 000</i>	<i>800 000</i>
V- Personnel Projets et indemnités	<i>530 100</i>	<i>330 000</i>	<i>673 800</i>	<i>760 000</i>	<i>720 000</i>
VI- Fonds spéciaux	<i>304 200</i>	<i>190 000</i>	<i>391 700</i>	<i>400 000</i>	<i>120 000</i>
VII- Fonctionnement	<i>1 827 100</i>	<i>1 130 000</i>	<i>981 200</i>	<i>1 060 000</i>	<i>1 330 000</i>
VIII- Non alloué		<i>810 000</i>	<i>65 150</i>		
TOTAL	11 704 000	8 050 000,0	8 049 500,0	8 050 000,0	8 050 000,0

Annexe 9 : La situation du prêt FIDA par catégorie de dépenses, en date du 26 avril 2006 (DTS)

Pays: Madagascar
 Prêt FIDA: 410-MG

Projet UNOPS: MAG/99/F01

**Décaissement du Prêt FIDA. Situation au 26 avril 2006
 DTS**

CATEGORIES	MONTANTS ALLOUES	MONTANTS REALLOUES*	NOUVELLE ALLOCATION **	DECAISSEMENTS FONDS		% DECAISSE
				EFFECTUES	DISPONIBLES	
I. Travaux de génie civil	3 370 000	2 580 000	2 580 000	2 216 840	363 160	86%
IA. Bâtiments	150 000	140 000	150 000	132 922	17 078	89%
IB. Routes	1 690 000	910 000	830 000	586 195	243 805	71%
IC. Aménagements hydro agricoles	1 530 000	1 530 000	1 600 000	1 497 723	102 277	94%
II. Véhicules /Equipement	780 000	440 000	500 000	442 474	57 526	88%
III. Ass. Technique, formation, études	950 000	1 850 000	2 000 000	1 807 321	192 679	90%
IV. ONG Partie A.	490 000	960 000	800 000	768 197	31 803	96%
V. Personnel / Indemnités	330 000	760 000	720 000	668 852	51 148	93%
VI. Fonds spéciaux	190 000	400 000	120 000	86 806	33 194	72%
VII. Fonctionnement	1 130 000	1 060 000	1 330 000	1 229 243	100 757	92%
VIII. Non alloué	810 000					
Montant autorisé compte spéciale				113 579	-113 579	
TOTAL en DTS	8 050 000	8 050 000	8 050 000	7 333 312	716 688	91%

Source: Extraits de la Base de données LGS

*: Revue à mi-parcours

** : Mission de prolongation

Annexe 10 .1: Décaissement annuels du Projet, par composante (USD)

PADANE
PFI FIDA 410-MG

REALISATIONS FINANCIERES PAR COMPOSANTE
SITUATION ARRETEE AU 4 AVRIL 2006
TOUS FINANCEMENTS CONFONDES

EN FMG		1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	TOTAL
A	APPUI AUX GROUPEMENTS										
B	Gestion participative		70 131 131	866 838 270	329 403 689	1 149 575 630	600 932 080	327 718 047	199 846 657	138 876 070	3 683 321 574
I	Appuis aux groupements		888 902 196	743 358 010	1 019 197 926	1 032 134 408	1 412 299 030	1 121 133 902	1 152 740 533	872 045 253	8 241 811 258
B	APPUI A LA PRODUCTION AGRICOLE										
B1, classe 2	Vulgarisation		193 621 871	1 370 124 806	675 239 126	780 445 669	788 550 009	1 400 249 265	1 754 743 885	2 336 694 386	9 299 669 017
B2	Sous - Total Aménagements hydro agricoles										
B2, classe 3	Renforcement CRGR / AHA		208 018 929	216 885 182	651 600 252	980 170 271	598 490 026	892 150 875	1 049 727 165	725 056 364	5 322 099 064
B2, Classe 4	Construction et Etudes contrôle AHA contribution projet		600 000	1 088 619 773	1 304 571 101	4 197 955 703	2 755 511 905	9 859 655 860	2 782 675 532	802 058 432	18 791 648 306
B2, classe 5	Construction et études AHA contribution bénéficiaire										
B3, classe 6	Opération sur Tanety (ODOC)		450 000	20 795 000	183 963 082	281 920 311	75 092 213	198 880 800	233 931 113	230 661 753	1 225 694 272
C	INFRASTRUCTURES ROUTIERES										
D	CAISSE MUTUELLE EPARGNE CREDIT (CMEC-OTIV)	39 166 717	731 766 218	710 974 476	932 995 454	839 193 675	121 682 779	3 024 895 960	162 404 841	619 871 488	8 750 722 240
E	COORDINATION	60 100 000	1 550 859 156	2 821 386 830	3 166 037 971	3 727 512 482	1 615 980 801	2 511 065 441	3 145 565 787	4 033 196 296	22 631 704 764
TOTAL	TOTAL	99 266 717	3 644 349 501	7 848 334 172	8 491 198 039	15 573 919 369	9 595 844 332	16 644 005 756	12 821 018 707	10 411 685 510	85 129 622 103

Source: TOMPRO

Taux de change moyen FMG/USD

4567 4567 5 717 6778.95 6565.84 6589.76 6162.7 7905.89 9695.81

EN USD

CODE	COMPOSANTES & Sous Comp.	Prévisions RPE USD	Répartition initiale des fonds par composante %	TOTAL DECAISSE + PREVU 30.06.06 USD	Répartition effective des fonds par composante %	Décaissement effectif comparé aux prévisions initiales	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	TOTAL	Engagements en cours achèvement 2006
A	APPUI AUX GROUPEMENTS	2 124 000	13	1 847 227	14	87%	0	209 992	281 657	198 940	332 282	306 906	255 100	171 086	104 264	1 840 227	7 000
B	Gestion participative			575 049	4			15 356	151 628	48 592	175 084	91 609	53 178	25 278	14 323	575 049	
I	Appuis aux groupements			1 272 178	10			194 636	130 029	150 347	157 198	215 297	181 923	145 808	89 940	1 265 178	7 000
B	APPUI A LA PRODUCTION AGRICOLE	6 619 000	39	5 102 218	39	77%											
B1, classe 2	Vulgarisation	1 314 000	8	1 310 910	10	100%		42 396	239 663	99 688	118 865	120 210	227 214	221 954	241 000	1 310 910	
B2	Sous - Total Aménagements hydro agricoles	5 063 000	30	3 620 399	28	72%	0	45 680	228 369	288 566	788 646	511 299	1 095 892	484 753	157 503	3 600 399	20 000
B2, classe 3	Renforcement CRGR / AHA			772 451	6			45 548	37 938	96 121	149 283	144 766	132 778	74 768	772 451		
B2, Classe 4	Construction et Etudes contrôle AHA contribution projet			2 847 947	22			131	190 422	192 444	639 363	420 063	950 826	351 975	82 722	2 827 947	20 000
B2, classe 5	Construction et études AHA contribution bénéficiaire			0	0												
B3, classe 6	Opération sur Tanety (ODOC)	242 000	1	170 989	1	71%		99	3 637	27 137	42 937	11 447	32 272	29 589	23 790	170 989	
C	INFRASTRUCTURES ROUTIERES	3 873 000	23	1 447 639	11	37%											
D	CAISSE MUTUELLE EPARGNE CREDIT (CMEC-OTIV)	1 360 000	8	1 204 476	9	89%	8 576	160 229	124 364	137 631	127 812	18 550	490 839	20 542	63 932	1 152 476	195 000
E	COORDINATION	2 927 000	17	3 490 670	27	119%	13 160	339 579	493 520	467 040	567 713	246 348	407 462	397 876	415 973	3 348 670	142 000
TOTAL	TOTAL	16 902 000	100	13 092 230	100	77%	21 736	797 975	1 372 838	1 252 583	2 371 961	1 462 835	2 700 765	1 621 705	1 073 833	12 676 230	416 000

RQ: B2, Classe 5 - Ce Compte n'existe pas dans TOMPRO. La participation des bénéficiaires concerne plusieurs composantes (AHA, Pistes, etc.)

Annexe 11 : Plan de financement du Projet prévu (selon des dernières réallocations) et réalisé (DTS)

PADANE
Prêt FIDA 410 MG

PLAN DE FINANCEMENT
TOUS FINANCEMENT CONFONDUS (DTS)
SITUATION AU 31/12/05 + ENGAGEMENTS EN COURS ACHEVEMENT AU 30.06.06

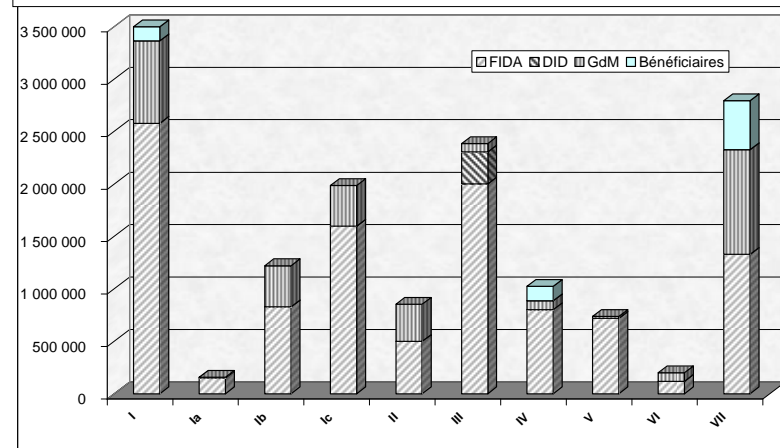
en DTS

Désignation catégorie de dépense	Catégorie	PLAN DE FINANCEMENT selon dernière réallocation prêt 2004					Déboursement Cumulé					Taux de réalisation en %					Répartition effective par catégorie	
		FIDA	DID	GdM	Bénéficiaires	TOTAL	FIDA	DID	GdM	Bénéficiaires	TOTAL	FIDA	DID	GdM	Bénéficiaires	TOTAL	Réalloué	Réalisé
		I.Travaux Génie Civil	I	2 580 000		785 013	260 341	3 365 013	2 214 594		359 763	349 650	2 924 006	86%		46%	134%	87%
IA.Bâtiments	Ia	150 000		7 704		157 704	132 922		26 059		158 981	89%		338%		101%	1%	2%
IB.Routes	Ib	830 000		391 784		1 221 784	585 545		110 494		696 039	71%		28%		57%	11%	8%
IC. Aménagement Hydro-agricole	Ic	1 600 000		385 525		1 985 525	1 496 127		223 210		1 719 337	94%		58%		87%	31%	19%
II.Véhicules/Equipement	II	500 000		80 613		854 229	442 347		59 673		502 020	88%		17%		59%	8%	6%
III.Assist technique, formation, études	III	2 000 000	305 737			2 386 350	1 802 671	297 343	14 310	2 203 613	90%	97%	111%		92%	22%	25%	
IV.ONG Partie A (CDD)	IV	800 000			137 908	887 491	767 076		83 514		850 590	96%		95%		96%	8%	10%
V.Personnel/indemnités	V	720 000				739 121	666 509		28 655		695 164	93%		150%		94%	7%	8%
VI.Fonds spéciaux (cycloniques+crédit)	VI	120 000				199 994	86 806		0		86 806	72%		0%		43%	2%	1%
VII.Fonctionnement	VII	1 330 000			466 825	2 327 755	1 226 146		356 354	105 581	1 688 081	92%		36%	23%	73%	22%	19%
TOTAL		8 050 000	305 737	2 404 216	865 074	10 759 953	7 206 149	297 343	977 247	8 950 280	90%	97%	41%	54%	83%	100%	100%	

Plan de financement prévu au RPE

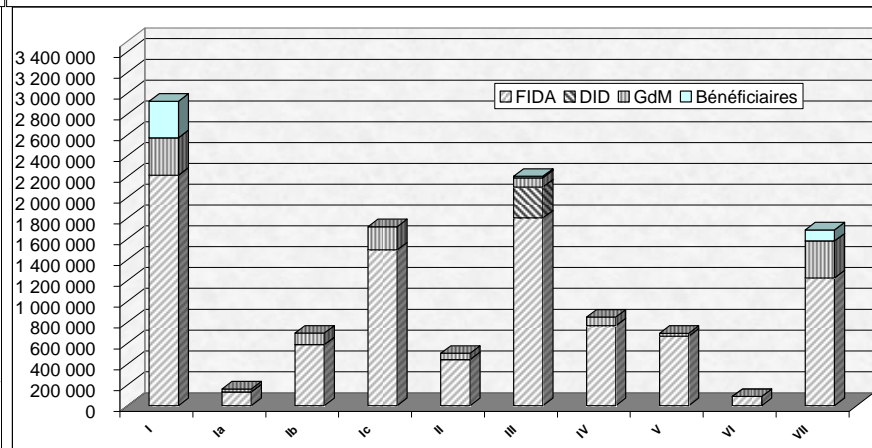
Plan de Financement

Contributions du FIDA et du Gouvernement



Déboursement Cumulé

Contributions du FIDA et du Gouvernement



Annexe 12: Extraits du rapport d'évaluation d'impact, Impacts sur les femmes

Impacts du Projet sur les femmes⁹

D'une manière générale, le projet PADANE n'avait pas réservé d'activités spécifiques pour les femmes: à l'exception des mesures spécifiques prises avec les Associations économiques féminines (AEF), notamment suite au passage du cyclone.

D'une manière générale, les femmes participent avec les hommes en tant que chefs d'exploitation membres des groupements. Elles représentent 25% des chefs d'exploitation au sein des AUE et 27% au sein des GPPV %. Le projet a certainement mis des efforts supplémentaires pour intégrer les femmes dans ces groupements et à les faire participer activement.

Ce qui est notable est leur participation au sein des groupements, leur réceptivité par rapport aux innovations apportées et leur capacité de saisir des opportunités.

Elles sont très bien représentées au sein des bureaux des groupements (90% d'entre eux comprennent au moins une femme); elles tiennent généralement le poste de secrétaire ou trésorier. Les femmes désignées comme conseillers sont également nombreuses. Par contre, les femmes présidentes ne sont pas encore majoritaires.

En ce qui concerne la participation aux activités autant au niveau des AUE qu'au niveau des GPPV, les femmes sont nettement moins assidues que les hommes

Les femmes apprécient également un peu moins les avantages tirés des groupements.

Ces deux informations laissent entrevoir une certaine réticence ou réserve des femmes à œuvrer dans des associations ou groupements. Une autre explication possible relève également de la nature même des groupements et des activités réalisées, qui sont plutôt orientés vers les hommes. En effet, les travaux d'entretien des réseaux d'irrigation qui consistent à des travaux physiques sont, quelque peu, encore considérés comme des travaux réservés à l'homme dans cette zone.

Les femmes et les innovations apportées par le projet

Le projet PADANE a apporté de nombreuses innovations, mais la plus importante et indicative dans cette comparaison Homme / Femme concerne les nouvelles techniques vulgarisées, le SRI et le SRA.

D'une manière générale, le taux de participation des chefs d'exploitation femmes à ces formations est similaire à celui des hommes, sans aucun écart particulier. Pour ce qui est de l'acquisition des connaissances, la tendance générale relative au phénomène tâche d'huile se confirme également. Chez les femmes chefs d'exploitation riches, l'effet tâche d'huile a été particulièrement impressionnant étant donné que 100% des femmes de cette catégorie ont acquis les connaissances même si, le taux de participation aux formations s'est limité à 56%.

Pour ce qui est de l'application, la tendance générale chez l'ensemble est retrouvée chez les producteurs femmes, et même, avec des taux toujours légèrement supérieurs chez ces dernières, à part la pratique de SRI au sein des exploitants moyens.

Les femmes ont ainsi pu acquérir et adopter les innovations autant et même un peu plus que les hommes.

⁹ Source: Rapport d'évaluation d'impact par les bénéficiaires, pp 55-57, avril 2006.

Les femmes et les opportunités offertes par le projet

Une des opportunités offertes par le projet est la facilité d'accès au crédit rural accordée aux membres des GPPV. La capacité de saisir des opportunités peut être mesurée à partir de l'accès à ce type de crédit étant donné que la décision d'en profiter ou ne pas en profiter relève seul du chef d'exploitation sans autres facteurs extérieurs.

Une fois encore, les chefs d'exploitations femmes ont profité plus que les hommes de cette opportunité: 79% des femmes chefs d'exploitation pauvres ont eu accès au crédit contre 72% pour l'ensemble. Des écarts encore plus significatifs sont enregistrés concernant le dépôt d'épargne au sein des agences OTIV où, à part les producteurs pauvres, presque toutes celles qui ont droit à des crédits ont déposé d'épargne, ce qui n'est pas toujours le cas des chefs d'exploitations hommes.

Cet aspect semble démontrer plus de maturité et de sérieux dans la conduite des exploitations des femmes chefs d'exploitation par rapport aux hommes. En effet, le bon réflexe d'un bon gestionnaire, dans le cas où des profits se dégagent est de mettre une partie en sécurité par le biais de l'épargne.

Annexe 13: Appuis centraux pour la DRDR après la clôture du projet

Note pour le transfert des acquis du PADANE vers la DRDR

Cette note a été élaborée suite à la mission de terrain réalisée fin mars 2006, dans le but de préparer le rapport d'achèvement. Les éléments proviennent des rencontres réalisées auprès de chaque service concerné de la DRDR, et de la lecture des tableaux de rapport annuel 2005 et du PTA 2006.

En tant que direction régionale représentant la tutelle du PADANE sur le terrain, les acquis du PADANE devraient être déposés à la DRDR, pour qu'elle assure le suivi d'ensemble, même sur les acquis qui ne concernent pas les services de la DRDR, comme la SUBTP, ou l'OTIV.

Les points forts et les points faibles de la DRDR en vue du transfert

Les points forts de la DRDR sont qu'elle s'inscrit dans une gestion axée vers les résultats et qu'il y a cohérence entre les résultats du PADANE et ceux établis pour la DRDR (source CDMT 2005 - 2007), ainsi qu'une cohérence entre l'organigramme des services de la DRDR et l'organigramme par composante et sous composante du PADANE. En outre, des activités communes ont été réalisées en 2005 ce qui a permis d'utiliser les outils méthodologiques du PADANE et de rencontrer les bénéficiaires: formation des OP, évaluation des AUE, travaux confortatifs sur les aménagements hydro agricoles et transfert de gérance.

Les points faibles sont:

- Du fait du statut public, le service régional doit offrir un large éventail de service et rencontre de ce fait une difficulté certaine à prioriser l'usage de ses ressources entre maintenir les acquis d'un projet, réaliser les activités du service et répondre aux demandes du niveau central. Par exemples, la réalisation d'une monographie de la Sava ou encore la collecte des statistiques de production par le service de S&E demande beaucoup de ressources que le service n'a pas. La lecture du PTA 2006 met en lumière la place ou le peu de place accordé aux activités requises pour maintenir les acquis du PADANE.
- Le rôle de la cellule S&E est trop vaste (statistiques sur les prix et la production - vanille, riz, café, girofle, poivre, sondage rendements, coûts de production par type d'exploitation, monographie de la région, planification du PTA de la DRDR, suivi du plan régional de développement rural, l'identification de nouveaux projets et S&E. Et pour remplir ce rôle, la fonction de S&E n'est pas outillée (formation de base sur les concepts des S&E, outils de programmation (formuler une demande des producteurs pour du financement externe, formuler une proposition au niveau central), fiches de suivi, tableaux de bord mensuels, archivage et classement de la documentation de la Direction régionale).
- L'usage de l'informatique en est à ses débuts, ce qui restreint l'usage du site WEB, la collecte et le traitement des données à suivre, la documentation électronique du PADANE, et la productivité des cadres.

Les obligations de l'Etat

L'Etat a contracté certaines obligations avec le transfert de gérance.

Le transfert de la gérance des périmètres est pratiquement achevé pour 84 périmètres sur les 175 réhabilités. Ce transfert est documenté par des procès verbaux statuant sur un avis favorable de la commission (chef de service des domaines, DRDR, chef de service environnement, SRAPP, GR,

Maire de la commune ainsi que le Président et les membres du bureau de l'AUE). Ce procès verbal est complété par un contrat dans lequel il est stipulé que l'association est responsable de l'entretien du périmètre et que l'Etat a le droit de le reprendre si l'association failli à sa tâche. L'Etat s'engage à apporter des appuis techniques (aménagement, mise en valeur, organisation) et que la planification des appuis sera négociée et planifiée entre les deux parties.

84 périmètres ont fait l'objet de procès verbal d'avis favorable par la commission et d'un contrat d'engagement entre l'Etat et l'Association. Les responsabilités de l'Etat font état de contrôle annuel de l'état de l'aménagement, et d'appuis techniques et en organisation et gestion. Comment organiser le contrôle annuel et comment organiser les appuis à apporter en cours d'année pour toucher le maximum d'exploitants et d'association, atteindre les résultats définis pour la riziculture sur ce type d'aménagement à partir des ressources régionales?

Il est proposé de

- Une mission de suivi conjointe avec les autres services associés au succès des périmètres (appuis à la production agricole, organisation paysanne) en utilisant la fiche Périmètre du PADANE pourrait se faire au moins une fois par année, sur les périmètres transférés, et sur les périmètres réhabilités et transférables dans l'avenir, et avec la collaboration de l'animateur du Périmètre. Les appuis spécifiques sur les problèmes d'aménagement pourraient être décidés à cette occasion et apportés d'une manière groupée aux associations ayant des problèmes communs, ou à travers des émissions radios. Les périmètres sont souvent groupés sous forme de grappe ce qui facilite le suivi.
- Inscrire au PTA la possibilité d'assurer le suivi à la demande

En l'absence de suivi / de contact des 175 périmètres réhabilités par le PADANE, le risque est grand que la durabilité des investissements réalisées soit nulle, et donc les montants investis (2,5 mio USD simplement pour les travaux d'aménagements sans compter les appuis à la création des AUE concernées et les appuis apportés pour la mise en valeur) représentent une perte nette.

Autres acquis à suivre:

Pistes réhabilitées: Le service du génie rural pourrait apporter un appui / suivi des AUP et des communes concernées pour l'entretien des pistes réhabilitées. Sinon, il faudrait que le DRDR s'assure de la collaboration de la SUBTP.

Système d'appui à la riziculture: L'organisation des services conseils en agriculture a beaucoup évolué au cours des dernières années. Il est impensable de reprendre le modèle du PNVA. Quel est l'avenir du service conseil en agriculture dans la région de la Sava? Il est privatisé dans la filière vanille, cocotier. Vers quoi faut-il aller pour la riziculture? Quel est l'avenir de la riziculture en tant que production secondaire et de sécurité alimentaire sur les petits et moyens périmètres hors la zone de Andapa? Faut-il encourager les producteurs à continuer à investir tant dans l'adoption de nouvelles pratiques que dans le développement de leur organisation et l'entretien de leur aménagement? Quel est le problème de sécurité alimentaire dans leur ménage, leur commune? Faudrait-il les intégrer dans la filière en cours de développement au niveau de Andapa? Faut-il sensibiliser les associations à participer au concours agricole sur le riz? Andapa ne faisait pas partie de la zone du PADANE, mais fait partie de la région et la venue du projet du bassin versant. La stratégie face à la riziculture devrait être définie dans ce nouveau contexte plus large.

Système d'appuis à la commercialisation de la vanille: à travers l'Union des GPPV.

Dossiers d'information transférés par le PADANE

GR: Situation physique des périmètres

Dossier périmètre
Liste des périmètres transférés

Organisations paysannes:

Grille d'analyse et rapport d'évaluation des AUE
Dossier périmètre
Matériel de formation des associations
Liste des associations créées par le PADANE et leurs caractéristiques
Dossier de chaque association
Liste des cahiers tenus par les associations

Commune:

Tableau de bord de leur OTIV
Dossiers des associations
Dossiers des communes

Appuis centraux particulièrement utiles à la DRDR:

- Fournir les outils de travail aux services régionaux:
 - Outils de suivi
 - Matériel informatique (le réseau OTIV est informatisé, pourquoi pas le service régional de l'agriculture?)
 - Matériel technique de base (par exemple le CD sur les organisations paysannes)
- Définir des normes adaptées pour permettre aux services régionaux de passer des marchés de prestataires par exemple: un formateur expert dans un domaine de gestion non disponible au niveau du service.
- Informer régulièrement /mettre à jour par des brochures, les différents programmes d'investissements publics: Fonds d'entretien routier (FER), Bonification du taux d'intérêt pour les intrants agricoles, Opération petits matériels agricoles, FERHA pour l'entretien des réseaux, FORMGED (UE) pour le renforcement des capacités des cadres mais aussi des prestataires, d'autres programmes du Ministère de l'industrie, du commerce, Opération ODOC (sécurisation foncière)
- Veiller à harmoniser les approches crédit / subvention des différents programmes lorsque mis en oeuvre sur le terrain. Par exemple pour l'opération petits matériels agricoles, le matériel fourni par le Ministère et / ou le PADANE est à crédit, par le PSDR est sous forme de subvention.
- Mettre à la disposition de la DRDR une base de données ouverte pour permettre l'actualisation des données de la région (monographie des communes, de la région, données du PADANE; suivi du secteur, suivi des activités, suivi des autres projets, dossiers associations, communes, etc.). Définir les orientations de cette base de données avec l'UPDR du MAEP.
- Engager une réflexion sur la conception technique des aménagements hydro agricole et le coût unitaire pour l'avenir pour faire face aux conditions climatiques particulièrement pluvieuses des zones de production rizicole sur petits et moyens périmètres. Cette estimation du coût unitaire devrait se faire aussi en rapport avec un calcul de rentabilité des périmètres, ceci pour éviter de se donner des objectifs quantitatifs en termes de superficies aménagées ou de nombre de périmètres réhabilités, mais plutôt des périmètres réhabilités rentables pour ses exploitants.

- Les services déconcentrés de l'Etat n'ont pas l'habitude de contracter des services privés pour l'exécution de certaines tâches. Les procédures existent-elles au niveau central pour faciliter et déconcentrer cette fonction de passation de marché? Est-il possible d'inscrire aux budgets des DRDR, communes, régions, une ligne pour le recrutement d'assistance technique pour des services précis qui ne relèvent pas de l'exécution de l'Etat, comme par exemple l'appui au développement organisationnel, des études diagnostic / évaluation?
- Est-il possible d'élargir le renforcement des capacités des cadres aux prestataires privés présents au niveau régional et communal?
- N'est ce pas obligatoire pour les associations d'ouvrir un compte bancaire? Devrait-il être obligatoire?
- La mesure de l'impact socio-économique d'une institution financière rurale de proximité fait souvent l'objet de questionnement de la part des bailleurs de fonds. Il s'agit là d'une analyse fondamentale pour définir les objectifs et asseoir une stratégie de services de proximité adaptés aux besoins des ruraux (avec, sans subvention) tout en assurant une rentabilité financière de l'institution et donc sa viabilité plus grande par rapport à l'approche Projet. Cette question devrait être inscrite au programme de travail (R&D) des services centraux (UPDR, DSI?). Le PADANE a testé une forme d'analyse d'impact sur la pauvreté des ménages et recueilli la perception des bénéficiaires. D'autres méthodes sont aussi en cours de R&D à Madagascar (CEFOR pour le financement en milieu urbain des bas quartiers), dont il faudrait aussi s'inspirer pour définir une approche à la portée des régions.

Annexe 14: Relevé des appuis par les directions centrales

DSI (Direction des systèmes d'informations)

Les appuis réels ont débuté en 2005, à la demande du Projet, mais aussi en réponse à un besoin du Ministère qui éprouve des difficultés à obtenir les informations du terrain pour le suivi sectoriel.

Ces appuis se sont faits d'une manière complémentaire et en parallèle avec les activités des experts et prestataires de services, chargés par le projet d'opérationnaliser le système de suivi évaluation. Des agents de la DSI se chargeaient d'appuyer le projet à la conception du système et à la vérification, confrontation et traitement des données fournies par les différentes composantes. Ces agents de la DSI ont réalisé des descentes régulières sur le terrain et ont contribué physiquement à l'élaboration de la base de données. Ces appuis ont des impacts positifs importants et ont contribué fortement à la réalisation de la base de données relationnelles, actuelle du projet.

Direction d'Appui aux Investissements Ruraux. (DAIR)

Cette direction (ancienne Direction du Génie Rural) a apporté des appuis continus et très appréciables au projet, depuis son début. Il s'agit des appuis techniques apportés, dans un premier temps, par un ingénieur affecté en permanence par le projet, et dans un deuxième temps, depuis 2000, par un ou plusieurs ingénieurs qui assuraient des missions périodiques sur le terrain. Durant la première période, l'ingénieur affecté par le génie rural a assisté en permanence le responsable du volet AHA dans la coordination et conduite des activités de la sous-composante.

Les missions d'appui d'après 2000 avaient surtout comme objectif d'appuyer le projet dans les passations des marchés et le contrôle des travaux à la réception provisoire. Ces appuis très appréciés par le projet ont fortement contribué aux relances des activités, dans le domaine de l'AHA, après la période de changement d'organigramme et à atteindre les objectifs de passation de marchés en 2003, année où le projet a relevé un défi très important afin de rattraper les retards accumulés.

Direction d'Appui à la production agricole. (DAPA)

Jusqu'à la clôture du PNVA en juin 2000, cette direction, anciennement dénommée «Direction de la Vulgarisation Agricole», a joué un rôle important dans le cadre de la sous-composante «Vulgarisation agricole» (application de la convention signée entre le PADANE et le PNVA en 1997). Après 2000, la direction du PADANE a pris des mesures pour se séparer de plus de la moitié des AVB et de supprimer certaines obligations liées à la collaboration du projet avec le PNVA et depuis ce changement, aucune intervention particulière sur les aspects techniques du projet n'a été signalée de la part de cette direction.

Direction d'Appui à la Professionnalisation des Producteurs. (DAPP)

Cette direction a été assez active dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de deux composantes du projet: AGR et FR. On a pu noter en effet plusieurs missions d'appui effectuées par cette direction à la demande du PADANE.

Par rapport aux finances rurales: Les objets de ses appuis consistaient à évaluer et vérifier auprès des caisses OTIV et des groupements GPPV, le niveau réel d'adhésion des producteurs au système de micro-crédit et d'adresser à la GDP PADANE des recommandations sur les ajustements à faire pour améliorer le fonctionnement du système OTIV/GPPV. Les éléments les plus importants du suivi et appuis concernaient la réalisation d'épargne par les bénéficiaires de crédits et la bonne utilisation des crédits obtenus.

Par rapport à la structuration des organisations paysannes: CD sur les types d'organisations, ateliers sur les coûts de production, grille d'évaluation des associations, etc.